Oloron
Sainte-Marie



CONSEIL MUNICIPAL

30 AVRIL 2026

BUDGET

Liste des présent·e·s

MAIRE :
Mme Marie-Lyse BISTUÉ

ADJOINT·E·S :
M. Nicolas MALEIG
Mme Anne SAOUTER
M. Sami BOURI
M. Stéphane LARTIGUE
Mme Flora LAPERNE
Mme Anne BARBET
M. Patrick NAVARRO

CONSEILLER·E·S MUNICIP·ALES·AUX :

M. Raymond VILLALBA
Mme Marie SAYERSE
Mme Dominique QUEHEILLE
M. Jean-Michel IDOIPE
M. Frédéric LOUSTAU
M. Sébastien DE TRUCHIS
Mme Sabine SALLE
Mme Geneviève CIMORRA
Mme Maïtena FERRAN
Mme Sonia CAMPAGNE

M. Michel ADAM
Mme Nadia DUPEROUSSE
M. Alfredo DOS SANTOS
Mme Lydia LAGARONNE
Mme Carole LADEUIX
M. Clément SERVAT
M. Jordan OSSAU-TRESAUGUE

M. Hugo COUCHINAVE

Etaient représenté.es :

- Mme Elodie JIMENEZ donne pouvoir à Mme Anne SAOUTER
- M. Jean CONTOU-CARRÈRE donne pouvoir à M. Stéphane LARTIGUE
- M. Iñaki ECHANIZ donne pouvoir à Mme Marie-Lyse BISTUÉ
- M. Philippe GARROTÉ donne pouvoir à M. Nicolas MALEIG
- Mme Céline BODET donne pouvoir à Mme Maïtena FERRAN
- M. Joël RESTIF donne pouvoir à M. Sébastien de TRUCHIS
- Mme Hélène HIEL donne pouvoir à Mme Anne BARBE

SOMMAIRE

1 - DÉCISIONS DE LA MAIRE PRISES ENTRE LE 28 MARS ET LE 16 AVRIL 2026 7

2 - DÉCLARATIONS D'INTENTION D'ALIÉNER : RENONCIATIONS AU DROIT DE PRÉEMPTION 9

3 - DÉSIGNATION D'UN MEMBRE AU SEIN DU CONSEIL D'EXPLOITATION DE LA RÉGIE AUTONOME DE L'ASSAINISSEMENT 10

4 – DÉSIGNATION D'UN.E DÉLÉGUÉ.E. DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION « ESTIVADE » 11

5 - BUDGET PRINCIPAL : AUTORISATION DE PROGRAMME ET CRÉDITS DE PAIEMENT POUR LA RENATURATION DES COURS D'ECOLES : CRÉATION 14

6 - BUDGET PRINCIPAL – AUTORISATION DE PROGRAMME ET CRÉDITS DE PAIEMENT POUR LA RÉHABILITATION DE LA SALLE SPORTIVE PALAS 17

7 - BUDGET PRINCIPAL – AUTORISATION DE PROGRAMME ET CRÉDITS DE PAIEMENT POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'AGENDA D'ACCESSIBILITÉ SUR LES BÂTIMENTS COMMUNAUX : CLÔTURE 20

8 - BUDGET PRINCIPAL - AUTORISATION DE PROGRAMME ET DE CRÉDITS DE PAIEMENT POUR L'AMÉNAGEMENT D'UN TIERS LIEU 22

9 - BUDGET PRINCIPAL : RÉVISION DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME ET DES CRÉDITS DE PAIEMENT POUR LA PARTICIPATION A LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX 24

10 - BUDGET PRINCIPAL : RÉVISION DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME ET DES CRÉDITS DE PAIEMENT POUR LES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE LA RUE D'ASPE 26

11 - BUDGET PRINCIPAL - AUTORISATION DE PROGRAMME ET CRÉDITS DE PAIEMENT POUR L'OPÉRATION FACADES : CRÉATION 28

12 - BUDGET PRINCIPAL - AUTORISATION DE PROGRAMME ET CRÉDITS DE PAIEMENT POUR LA RÉHABILITATION DE LA PISTE D'ATHLÉTISME : CRÉATION 31

13 - AUTORISATION DE PROGRAMME ET CRÉDITS DE PAIEMENT POUR LA RÉHABILITATION DE LA CANALISATION DU LOURTEAU ET LA MISE AUX NORMES DU CAPTAGE DE LA SOURCE : RÉVISION 36

14 - AUTORISATION DE PROGRAMME ET DE CRÉDITS DE PAIEMENT POUR LA SUPERVISION ET LA TÉLÉSURVEILLANCE DES INSTALLATIONS : CRÉATION 38

15 - AUTORISATION DE PROGRAMME ET DE CRÉDITS DE PAIEMENT POUR LA MISE EN SÉPARATIF DU RÉSEAU DE L'AVENUE DE LASSEUBE ET DE L'AVENUE DE PRÉCILHON : CRÉATION 39

16 - AUTORISATION DE PROGRAMME ET CRÉDITS DE PAIEMENT POUR L'INSTALLATION D'UN DISPOSITIF DE RELÈVE À DISTANCE : RÉVISION 40

17a - AFFECTATION DE RESULTATS : BUDGET PRINCIPAL 42

17b - AFFECTATION DE RESULTATS : BUDGET DE L'EAU POTABLE 43

17c - AFFECTATION DE RESULTATS : BUDGET DE L'ASSAINISSEMENT 49

18 - VOTE DES TAUX FISCAUX POUR L'ANNEE 2026 50

19a - ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2026 – BUDGET PRINCIPAL 51

19b - ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2026 – BUDGET DE L'EAU POTABLE 66

19c - ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2026 – BUDGET DE L'ASSAINISSEMENT 69

20 - AGENCE FRANCE LOCALE – GARANTIE A PREMIERE DEMANDE 71

21 - FRAIS DE REPRÉSENTATION DE LA MAIRE 75

22 - DÉPENSES À IMPUTER AU COMPTE 6232 « FÊTES ET CÉRÉMONIES » 77

23 - AVENANT A LA CONVENTION AVEC L'OFFICE 64 - CRÉATION D'UNE STRUCTURE D'HÉBERGEMENT DÉDIÉE AUX FEMMES EN DIFFICULTÉ ET PLUS SPÉCIFIQUEMENT VICTIMES DE VIOLENCES – LA DAUNA 78

24 – CESSION D'UNE PARTIE DE LA PARCELLE AH 554 – RUE DES FONTAINES 81

25 - APPROBATION DU REGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL 82

26 - MAINTIEN D'UN COMITÉ SOCIAL TERRITORIAL (CST) COMMUN ENTRE LA VILLE D'OLORON SAINTE-MARIE ET LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE D'OLORON SAINTE-MARIE POUR LE MANDAT 2026-2032 84

27 - MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS : CRÉATION D'UN EMPLOI PERMANENT AU SEIN DU SERVICE CADRE DE VIE 85

28 - MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS : CRÉATION D'UN EMPLOI PERMANENT AU SEIN DU SERVICE ÉCLAIRAGE PUBLIC 87

29 - MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS : CRÉATION D'EMPLOIS NON PERMANENTS RÉSERVÉS AUX EMPLOIS SAISONNIERS 88

30 - MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS : AVANCEMENTS PAR LE BIAIS DE LA PROMOTION INTERNE 89

31 - SUBVENTIONS ANNUELLES AUX ASSOCIATIONS 90

32 - ATTRIBUTION DES BOURSES COMMUNALES D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR 94

33 - PARTICIPATION FINANCIERE AU PROJET ESTUDIAR – AUTORISATION D'ENGAGEMENT DES CREDITS 97

34 - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION « OSONS ICI ET MAINTENANT » – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION ET RECOURS À UNE PRESTATION 99

35 - CONTRAT TERRITORIAL GLOBAL – POLITIQUE ÉDUCATIVE LOCALE - ACTIONS 2026 100

36 - FORFAIT COMMUNAL POUR LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DES ÉCOLES PRIVÉES ET DE LA CALANDRETA 102

37 - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE CINEMA LE LUXOR 103

38 - CONVENTION ANNUELLE ENTRE LA COMMUNE D'OLORON SAINTE-MARIE ET LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES 104

39 - CONVENTION ANNUELLE ENTRE LA COMMUNE D'OLORON SAINTE-MARIE ET L'UNION DES PRODUCTEURS FERMIERS 64 105

40 - AVENANT À LA CONVENTION CADRE D'UTILISATION DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS PAR LES COLLEGES PUBLICS 106

41 - ADHÉSION À L'ASSOCIATION AQUITAINE SPORT POUR TOUS 107

42 - LANCEMENT DU MARCHÉ DE FOURNITURE ET d'ACHEMINEMENT D'ELECTRICITÉ ET SERVICES ASSOCIÉS 108

43 - CONVENTION DE SERVITUDE DE PASSAGE AVEC ENEDIS – PARCELLE BD 0254 – 2 BIS PLACE DU GENERAL DE GAULLE 110

44 - CONVENTION DE RACCORDEMENT DES EAUX USÉES DOMESTIQUES ISSUES DE LA COMMUNE DE BIDOS (AVENANT) AU RÉSEAU DE COLLECTE D'OLORON STE-MARIE 111

45 - DÉGRÈVEMENTS D'EAU SUR LES FACTURES DE 2025 112

46 - DÉGRÈVEMENTS D'ASSAINISSEMENT SUR LES FACTURES DE 2024 ET 2025 113

47 – DÉSIGNATION DES MEMBRES SUPPLÉANTS DE LA COMMISSION COMMUNALE DE contrôle DES LISTES ÉLECTORALES 114

48 - APPROBATION DU RÉGLEMENT INTÉRIEUR DE LA COMMISSION DES FINANCES 116

49 - SUBVENTION EXCEPTIONNELLE AU FCO RUGBY 117

50 - ACCORD DE PRINCIPE DE GARANTIE D'EMPRUNT - CONSTRUCTION DE L'EHPAD L'AGE D'OR PAR LE CENTRE HOSPITALIER D'OLORON SAINTE-MARIE 120

51 - MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS : CRÉATION D'UN EMPLOI PERMANENT D'INGENIEUR TERRITORIAL AU SEIN DE LA DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES 126

(La séance est ouverte par Madame Marie-Lyse BISTUÉ, Maire d'Oloron Sainte-Marie, à 18h30).

Mme la Maire : Bonsoir tout le monde, on va commencer. J'ai quelques messages de personnes en retard qui vont nous rejoindre.

Je vous rappelle que pour les prises de parole, il faut lever la main pour que je vous la donne et allumer votre micro sinon les spectateurs ne nous entendent pas.

Le quorum est atteint. Est-ce que vous avez reçu l'enregistrement du conseil municipal du 15 avril qui vous a été envoyé ? Est-ce qu'il y a des observations ? Ce PV est adopté.

Je demande d'approuver la nomination de Maïtena FERRAND comme secrétaire de séance. Elle est ravie, qui s'abstient, qui est contre ? Donc Maïtena à tes stylos.

Je vais demander à Stéphane LARTIGUE de faire l'appel.

M. Stéphane LARTIGUE fait l'appel.

1 - DÉCISIONS DE LA MAIRE PRISES ENTRE LE 28 MARS ET LE 16 AVRIL 2026

Mme la Maire : Il est rappelé à votre Assemblée que « concernant les décisions prises en vertu de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire doit, selon les dispositions de l'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, en rendre compte à chacune des réunions obligatoires du Conseil municipal ».

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23,
Vu l'alinéa 4 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu la délibération n° 7 du Conseil municipal en date du 3 juillet 2020,

Considérant que Madame la Maire est tenue de rendre compte à chacune des réunions obligatoires du Conseil municipal des décisions prises en vertu de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

DATE	TYPE D'ACTE	DÉCISION
31/03/2026 N° 2026/15	Louage	**Bail commercial dérogatoire – ART ET NATURE** Il a été décidé de signer un bail commercial dérogatoire pour le local dit « Boutique Ephémère » au 48 rue Louis Barthou à Oloron Sainte-Marie avec **Madame Céline SCIACQUA** Dirigeante de l'entreprise **« ART ET NATURE »,** La durée du bail est de 20 jours et a commencé à courir du mardi 31 mars jusqu'au 19 avril 2026 inclus. La redevance d'occupation du domaine public est fixée à 1 euro par jour (location de la boutique) et les frais de consommation d'eau et d'électricité seront à la charge de la Commune d'Oloron Sainte-Marie.
31/3/2026 N° 2026/16	Finances	**Convention d'assistance et de suivi pour la mise en œuvre de la Taxe sur la Publicité Extérieure avec le prestataire de services REFPAC-GPAC** **VU** les délibérations du 31/01/2025 et du 20/06/2025 fixant les tarifs et exonérations applicables en matière de taxe sur la publicité extérieure à Oloron Sainte-Marie ; **CONSIDERANT** que la taxe sur la publicité extérieure (TPE) s'applique à Oloron Sainte-Marie à tous les exploitants de panneaux publicitaires et de pré-enseignes ainsi qu'à toutes les entreprises dont la superficie cumulée des enseignes est supérieure à 7 m² ; **CONSIDERANT** qu'il y a lieu de procéder, pour des raisons d'actualisation et d'équité, à un recensement régulier des superficies des supports publicitaires installés sur le territoire communal et soumis à cette taxe ; **CONSIDERANT** l'intérêt de recourir à une assistance spécialisée et de conseil pour le suivi des procédures de taxation d'office et de rehaussement contradictoire, et dans les réponses à apporter aux demandes d'informations des entreprises en matière de taxe sur la publicité extérieure ; **CONSIDERANT** la proposition de recensement, d'assistance et de suivi à la mise en œuvre de la taxe sur la publicité extérieure adressée par la société REFPAC-GPAC, pour un montant d'honoraires de 7 500 euros hors taxes pour l'année 2026 et de 4 250 euros hors taxes par an pour les années 2027 et 2028 ; Il a été décidé d'approuver et de signer la convention d'assistance et de suivi pour la mise en œuvre de la Taxe sur la Publicité Extérieure proposée par la Société **REFPAC-GPAC**, pour un montant d'honoraires de 7 500 euros hors taxes pour l'année 2026 et de 4 250 euros hors taxes par an pour les années 2027 et 2028 ;

Votre assemblée est invitée à :

- **PRENDRE ACTE** de ces décisions.

M. COUCHINAVE : Bonsoir à tous, bonsoir Madame le Maire. J'avais demandé à un des conseils municipaux, je crois que c'était celui de début avril le 3 me semble-t-il, que la copie des décisions nous soit envoyée parce que là on a un tableau.

Alors encore une fois je fais confiance aux services, mais je l'avais demandé, ça n'a pas été le cas au conseil municipal du 15 avril, je n'avais rien dit parce que le délai était court, là ça fait un mois, donc merci de noter que je ne prends pas acte de ces décisions puisque je ne les ai pas eus sous les yeux.

On nous envoie un tableau, ce ne sont pas les décisions, ce sont des tableaux et j'aimerais bien avoir les actes. C'est fait dans toutes les autres collectivités, il n'y a qu'ici que ça ne se fait pas. Merci.

Mme la Maire : On a toujours procédé comme ça, je ne me souviens pas.

M. COUCHINAVE : Excusez-moi, mais vous vous étiez engagée à le faire au Conseil municipal du 3 avril et bon, vous revenez dessus.

Mme la Maire : Les actes de ces décisions sont en ligne sur le site. Est-ce que ça vous convient ou pas ? Très bien.

L'assemblée prend acte du présent rapport.

2 - DÉCLARATIONS D'INTENTION D'ALIÉNER : RENONCIATIONS AU DROIT DE PRÉEMPTION

Depuis la dernière séance du 4 mars 2026, aucune suite n'a été donnée aux DIA ci-après :

VENDEUR	ACQUEREUR	ADRESSE DU BIEN
CANDALOT HOURS Cindy	CHARLES Alexis	5 rue Tivoli
MATHIEU Vincent	FOUCAUD Elodie	42 rue Louis Barthou
DIAB Stéphane	CASTERA Marc et Colette	8 Rue Maytie
SIGONNEZ Benjamin	PAGNOUX Bernard	7 rue Jeanne d'Albret
JACQUET Sandrine	FERNANDEZ Y ALDAO Martin	14 avenue Maréchal de Lattre de Tassigny
SCI BEDALORE	BERNABEU Jéremie	1 rue Révol
VAIERETY Jerome	BONNAVENTURE Remi	4831 Chemin de la Teulere
BELLOCQ Amandine	DELANOY LIBARLE Angelique	36 Rue Saint Grat
PEREZ Christian	MELIN Mathieu	46 Rue Labarraque
SCI LES SPIREES	ARANGOIS Yannick	41 Rue de Precilhon
LOUSTALOT - FOREST Bertrand	IGUAZEL David	30 Rue Tristan Dereme
MEMVIELLE Alain	LARROUY Marc / SCI MCTP	44 du 19 Mars 1962
ARRIETA Mathilde	LEMARQUAND / FAUNY Maxime et Mylène	25 Place Gambetta
BACON Sebastien Thierry Eric	RANGEL-HERNANDEZ Marine Camille	5 Rue Navarrot
GUILLEMIN Aurélie	CASTERA Maxime	5 rue Casamayor Dufaur
MEUNIER Robert	DRONDE Sabine	34 bis avenue de Lasseube
FOURCADE Christian	GRENIER Brigitte	14 rue Jacques Ellul
SCI La Providence	BERGASSAT William	15 avenue Adolfo Bioy Casares
BONNET Philippe	AGOUTBORDE Bernadette	21 allée du fronton
CHOT Jean	CAZENAVE LACROUTS Jean-Florent	18 bis rue Saint-Grat
PASSET Jean-Louis	CHERQUI FAGES Romain	58 rue Louis Barthou
LE GOFF Marie-Alice	LOPEZ Lola	5 rue de Sègues
LABORDE Jean	DOMINGUEZ Enzo	10 rue des Gaves
MARTIN Christian	THELEME Jean-Louis	2 allée du Fronton
LECHAT Aurore	MARTIN Christian	27 rue d'Aspe
VIDAL Marc	IPAS Emmanuel	28 rue Palassou
ALTIS Joel	HAURON Dominique	2 Bis Avenue du 14 Juillet
SCI Le Clos Lorry	SAS Marcol	1 place don Armando Abadia
CADILLON Jean Pierre	WEIDENHAG Michaël	1 rue Léon Blum
PEREZ Danielle	SYDOR Michel	4 impasse Mirande
DULUC Sébastien et Valérianne	PELINARD Mathieu et ETCHEVERRY Alexia	28 rue Gassion
DAUGAREILH Clément	SARHY Thibaut	30 rue Adoue

Votre assemblée est invitée à :

- **DONNER ACTE** à Madame la Maire de ces décisions.

L'assemblée prend acte du présent rapport.

3 - DÉSIGNATION D'UN MEMBRE AU SEIN DU CONSEIL D'EXPLOITATION DE LA RÉGIE AUTONOME DE L'ASSAINISSEMENT

Mme la Maire : Par délibération n°7 du 3 avril 2026, les membres des Conseils d'exploitation des régies autonomes de l'eau et de l'assainissement ont été désigné.es.

Par courrier du 14 avril 2026, Monsieur Clément SERVAT a présenté sa démission du Conseil d'exploitation de la régie de l'assainissement dans un souci de meilleure cohérence avec le Conseil d'exploitation de la régie de l'eau potable.

Il y a donc lieu de procéder à son remplacement.

S'agissant d'une nomination, la désignation des membres des Conseils d'exploitation doit normalement se faire à bulletin secret.

Toutefois, le Conseil municipal, s'il le souhaite, peut décider que ses membres sont désignés par un vote à main levée. Ce mode de scrutin requiert l'accord de l'unanimité des conseillers.

Par courrier du 14 avril 2026, Madame Carole LADEUIX a présenté sa candidature.

Votre assemblée est invitée à :

- **ADOPTER** le présent rapport,

- **DECIDER** que la désignation du nouveau membre du Conseil d'exploitation de la régie autonome de l'assainissement se fera par un vote à main levée,

- **NOMMER** Madame Carole LADEUIX, membre du Conseil d'exploitation de la régie autonome de l'assainissement.

Mme la Maire : qui est contre ? qui s'abstient ? Je vous remercie

Le rapport est adopté à l'unanimité.

4 – DÉSIGNATION D'UN.E DÉLÉGUÉ.E. DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION « ESTIVADE »

Mme la Maire : Il est rappelé à votre assemblée que l'association « ESTIVADE » est une association à but non lucratif fondée en 1989. Elle agit à l'intersection du social, de l'économique et de l'environnemental, avec une mission forte : favoriser l'insertion professionnelle et sociale des personnes en difficulté, tout en participant activement au développement local durable.

Dans un courrier en date du 8 avril 2026, Mme CLOT, Présidente de l'association « ESTIVADE », émet le souhait qu'un membre du Conseil municipal puisse siéger lors du Conseil d'administration.

S'agissant d'une nomination, la désignation doit normalement se faire à bulletin secret.

Toutefois, le Conseil municipal, s'il le souhaite, peut décider que ses membres sont désigné.es par un vote à main levée. Ce mode de scrutin requiert l'accord de l'unanimité des conseillers.

Donc toujours pareil, on va si vous le permettez, voter à main levée. Qui est contre ? qui s'abstient ?

La désignation du délégué titulaire et du délégué suppléant au Conseil d'administration de l'association « ESTIVADE » se fera par un vote à main levée

Vu le partenariat de la Commune avec l'association,

Il est proposé à votre assemblée la candidature de Monsieur Sami BOURI comme délégué titulaire et Monsieur Nicolas MALEIG comme délégué suppléant au sein du Conseil d'administration de l'association « ESTIVADE ».

M. Alfredo DOS SANTOS présente également sa candidature comme délégué titulaire.

M. SERVAT : Est-ce qu'il n'est pas possible plutôt que de faire un vote, de trouver un accord ? Je ne sais pas si c'est une proposition, peut-être un titulaire et un suppléant ? ce qui pourrait correspondre.... enfin voilà il n'y a pas un enjeu quand même. C'est important pour nous aussi d'assister à ces conseils d'administration et il n'y a pas d'enjeu fondamental pour la commune.

M. DOS SANTOS : Je me porte candidat parce que c'est un sujet qui moi m'intéresse, eu égard à ma vie professionnelle donc je me disais... la jeunesse, Estivade..., ça m'intéresse par rapport à l'insertion.

Mme la Maire : Je comprends bien et par le biais de votre profession justement vous êtes dans une association aussi ? Pour votre métier, je veux dire ?

Parce que moi j'ai deux candidats, je suis bien obligée de départager et de faire voter l'Assemblée pour savoir qui va être élu à ce conseil d'administration.

Il est procédé au vote.

M. Sami BOURI obtient 25 voix.
M. Alfredo DOS SANTOS obtient 7 voix.

Le **CONSEIL MUNICIPAL, par 25 voix pour, 7 voix contre** (M. Clément SERVAT, Mme Carole LADEUIX, M. Alfredo DOS SANTOS, Mme Nadia DUPEROUSSE, M. Michel ADAM, Mme Lydia LAGARONNE, et M. Jordan OSSAU-TRESAUGUE), et **1 abstention** (M. Hugo COUCHINAVE),

- **DÉSIGNE** Monsieur Sami BOURI comme délégué titulaire au Conseil d'administration de l'association « ESTIVADE ».

Mme la Maire : Est-ce qu'il y a un candidat pour être suppléant ?

M. SERVAT : Non, c'était une intervention pardon. C'est dommage que vous ne procédiez pas de la même façon qu'à la Communauté de Communes. À la Communauté de Communes, vous avez quand même un esprit d'ouverture sur les commissions et sur les délégations, c'est dommage. Il y a une candidature de l'opposition. On respecte la démocratie, on l'accepte, il n'y a pas de problème, mais ça aurait été peut-être bien de faire un petit geste quand même pour la minorité. En tout cas, Monsieur DOS SANTOS Alfredo est très compétent par le biais de sa profession, il aurait pu être très utile à l'association Estivade.

Mme la Maire : Je ne doute pas des compétences des 2 candidats qui sont élus ce soir. On n'est pas du tout dans la même configuration qu'à la Communauté des Communes et où à la Communauté des Communes on est tous dans un même groupe.

Vous avez les délibérations depuis quelque temps. C'est dommage qu'on n'ait pu en discuter avant et que vous n'en ayez pas parlé avant.

M. BOURI : Oui c'est tout à fait dans cet esprit je voulais intervenir. C'est dommage de ne pas en avoir parlé en amont de ce Conseil municipal, car à ce moment-là, vous nous mettez dans l'obligation de tenir effectivement notre préparation de Conseil municipal, sans qu'on ait pu échanger à ce propos avec vous-même en amont. Il y aurait eu des discussions, aurions-nous abouti ? Nous ne le savons, mais en tout cas, on ne peut pas en tant que majorité municipale, défaire ce que nous avons préparé étant pour l'instant et nous l'espérons pour toujours, en tout cas durant ce mandat, élus. C'est quand même extrêmement important il faut qu'on se parle avant les conseils municipaux.

M. SERVAT : Oui pardon, on ne va pas faire que ça tout le Conseil municipal mais c'est important quand même de se dire les choses. Au précédent mandat et on ne va pas parler du passé, nous avions les délibérations 10 jours avant. Ça nous permettait aussi de bien les regarder et de revenir vers vous. Aujourd'hui nous les avons 5 jours avant. C'est quand même plus compliqué, vous pouvez le comprendre, de vous faire des propositions alors qu'on n'a pas l'ordre du jour du Conseil municipal.

Donc on vous redemande si c'est possible d'avoir comme au précédent mandat les délibérations 10 jours avant, ce qui nous permettra de mieux travailler et de vous faire des demandes si c'est nécessaire. Mais je vous rappelle qu'il y a déjà eu des délibérations qui ont été retirées et on peut aussi la représenter au prochain Conseil municipal.

Mme La Maire : Sur ces délibérations, ce n'est pas 10 jours, c'est 12 jours avant, que vous les avez eues.

M. SERVAT : J'en profite pour demander donc est-ce que pour tout le mandat est-ce qu'on pourrait avoir les documents comme au précédent mandat à 10 jours ?

Mme La Maire : Mais vous les avez à 12 jours.

M. SERVAT : Oui bon mais je vous demande si au niveau du règlement intérieur si on peut le modifier et si on peut le mettre à 10 jours, si c'est possible, comme au précédent mandat. Mais si c'est prévu, tant mieux.

Mme la Maire : Oui mais non seulement c'était prévu mais en plus c'était le cas cette fois. Puisque les délibérations vous ont été envoyées 12 jours avant.

M. SERVAT : Mais il ne me semble pas à tous, mais bon peu importe.

M. COUCHINAVE : Excusez-moi, on a voté pour Monsieur MALEIG suppléant ? ou je ne sais pas ? On n'a pas pu voter les abstentions.

Mme la Maire : Oui, alors qui s'abstient ? Qui vote contre ? Très bien. Merci pardon.

Le **CONSEIL MUNICIPAL, par 25 voix pour, 7 voix contre** (M. Clément SERVAT, Mme Carole LADEUIX, M. Alfredo DOS SANTOS, Mme Nadia DUPEROUSSE, M. Michel ADAM, Mme Lydia LAGARONNE, et M. Jordan OSSAU-TRESAUGUE), et **1 abstention** (M. Hugo COUCHINAVE),

- **DÉSIGNE** Monsieur Nicolas MALEIG comme délégué suppléant, au Conseil d'administration de l'association « ESTIVADE ».

5 - BUDGET PRINCIPAL : AUTORISATION DE PROGRAMME ET CRÉDITS DE PAIEMENT POUR LA RENATURATION DES COURS D'ECOLES : CRÉATION

M. LARTIGUE : La ville d'Oloron Sainte-Marie lance un programme de renaturation des cours d'école qui a pour objectif de désimperméabiliser les sols et de végétaliser les cours pour s'adapter au changement climatique, retrouver le chemin naturel de l'eau et faire de la cour d'école un espace de vie agréable pour les enfants.

Cette action devant être développée sur plusieurs années, il est proposé au Conseil municipal la création d'une autorisation de programme pour cette opération.

Il est rappelé qu'un des principes des finances publiques repose sur l'annualité budgétaire.

La procédure des autorisations de programme et des crédits de paiement (AP/CP) est une dérogation à ce principe d'annualité prévue par le Règlement Budgétaire et Financier de la Ville d'Oloron Sainte-Marie, approuvé par le Conseil municipal en date du 15 avril 2026.

Les autorisations de programme constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées.

Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes. L'équilibre budgétaire de la section d'investissement s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement.

L'article R.2311-9 du CGCT précise également que les autorisations de programme correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par la commune, ou à des subventions d'équipement versées à des tiers.

Il est proposé de voter une autorisation de programme d'un montant de 350.000 €, sur une durée de trois ans et d'arrêter la répartition des crédits de paiement de la façon suivante :

Budget principal AP 110025 / Renaturation des cours d'école Opération 110025			
DEPENSES			
MONTANT AP	**CP 2026**	**CP 2027**	**CP 2028**
350.000 €	60.000 €	140.000 €	150.000 €

Votre assemblée est invitée à :

- **APPROUVER** le présent rapport,

- **DECIDER** l'ouverture de l'autorisation de programme et crédits de paiement (AP/CP) telle que présentée ci-dessus,

- **FIXER** le montant de l'enveloppe à 350.000 €,

- **FIXER** la durée à 3 ans, de 2026 à 2028,

- **AUTORISER** Madame la Maire à engager, liquider et mandater les dépenses correspondantes aux crédits de paiement indiqués dans le tableau ci-dessus.

Mme la Maire : Merci Stéphane, y a-t-il des observations ?

M. COUCHINAVE : Merci Madame le Maire. Deux petites questions sur ce sujet des écoles qui est important mais on remarque que les années prochaines on aura plus d'investissement dans nos écoles et c'est tant mieux.

Première question est-ce que vous savez quelles écoles seront touchées par ce programme ? Vous avez indiqué Navarrot, quelles seront les suivantes ? Est-ce que ça a été étudié ?

Deuxième remarque, la renaturation des cours d'écoles c'est bien mais le réchauffement climatique va s'accentuer, tout le monde le sait, et on a pu constater dans beaucoup d'écoles en France pas qu'à Oloron, et je ne vous en fais absolument pas le reproche, des températures dans les salles de classe qui sont extrêmement hautes à l'approche de l'été et au mois de septembre pour certains jours.

Est-ce qu'il est envisagé d'équiper les salles de classe de climatisation ? Je sais qu'il y en a qui sont pour, il y en a qui sont contre. Pour ma part, je suis pour. Ça mériterait également un APCP à mon avis parce que ça prend du temps, ça coûte cher. Je me trompe peut-être, mais je ne pense pas que ça a été fait dans le précédent mandat.

Est-ce que vous pensez le faire ? Je pense que c'est nécessaire parce que sur les fortes températures, on a beau isoler dans les classes, c'est quelque chose de préoccupant et il y a des systèmes aujourd'hui qui permettent de faire la clim l'été, le chauffage l'hiver. Il y a beaucoup de collectivités qui s'y mettent. Ce n'est pas très écologique mais en tout cas c'est nécessaire au moins dans une salle de classe par école. Merci.

M. BOURI : Merci Madame la Maire. Sur le premier point, bien évidemment que la séquence des écoles qui vont bénéficier de ces travaux de renaturation est évidemment établie, même en voie de finalisation. Nous sommes au travail de concertation élargie avec les parents d'élèves, avec les élèves, avec les enseignantes, avec notre personnel, avec les services techniques, avec des associations expertes qui nous accompagnent depuis 3 ans en COPIL. Donc effectivement maintenant nous sommes dans la phase de réalisation de ces renaturations.

Nous commençons effectivement l'été prochain par renaturer la cour d'école de Navarrot, et ensuite vraisemblablement celle de Saint-Cricq maternelle.

Prévert, ce sera assez facile étant donné deux choses, c'est-à-dire la modestie de la surface des lieux bien évidemment, et le fait que pour une part, il y ait déjà un processus de renaturation puisque l'école le jeudi matin se fait systématiquement à Bitête.

Ensuite il y a les deux gros chantiers à venir qui sont ceux de Saint-Cricq dans son ensemble et Pondeilh, avec, on le dit, on le répète effectivement 2 nouvelles cantines, et il faut articuler à l'aide évidemment d'une assistance de maîtrise d'œuvre, la renaturation et la réfection des cantines.

Sur le deuxième point, c'est-à-dire le fait qu'il fasse chaud à la fin de l'été ou au début de l'été. Alors merci, bon éventuellement on va se parler par nos prénoms Monsieur COUCHINAVE, Hugo, de remarquer que nous n'y sommes pour rien du fait du réchauffement climatique.

Mais nous n'avons pas attendu non plus effectivement ce mandat pour travailler à cela. Grâce aux interventions des uns et des autres, et surtout à la programmation réalisée par l'ancien directeur des services techniques Jean-Marc LARROUCAU, dont nous saluons la mémoire avec beaucoup d'émotion ce soir, nous avons depuis 3 ans, 4 ans maintenant, équipé progressivement chacune de nos salles de classe de pâles au plafond qui sont des instruments de rafraîchissement, pas de réfrigération, mais de rafraîchissement qui ne sont pas tout à fait écologiques, ce que nous promouvons absolument dans notre municipalité et ce pour les 6 ans à venir, à minima, parce qu'ils consomment de l'électricité, mais qu'ils le sont beaucoup plus que les climatisations chaud/froid quelle que fût leur efficacité.

Donc oui, nous sommes en train d'équiper, il doit rester quelques salles de classe dans chacune de nos écoles, mais la plupart des classes, des salles de classe sont désormais équipées de ces pales de rafraîchissement. Merci de votre intervention et de votre question.

Mme la Maire : Donc qui est contre ? Qui s'abstient ?

Le rapport est adopté à l'unanimité.

Mme la Maire : Je vous remercie. Stéphane ?

M. LARTIGUE : je vais continuer mais avant j'ai manqué à tous mes devoirs. J'ai oublié de remercier l'ensemble des services, Cathy et Laurent pour le travail effectué en peu de temps puisque comme on l'a dit, le mois d'avril dans une période électorale est compliqué quand on doit voter les budgets avant le 30 avril.

6 - BUDGET PRINCIPAL – AUTORISATION DE PROGRAMME ET CRÉDITS DE PAIEMENT POUR LA RÉHABILITATION DE LA SALLE SPORTIVE PALAS

AP 2020-02 - Opération budgétaire n° 174

M. LARTIGUE : Par délibération du 11 avril 2025, le conseil municipal a révisé à la baisse le montant de l'autorisation de programme pour le fixer à 3.402.815,17 € HT, précisant que sa clôture interviendrait après paiement des restes à réaliser. Après révision, cette autorisation de programme s'établissait de la façon suivante :

Budget principal AP 2020-02 / Salle Palas – Opération 174					
DEPENSES					
MONTANT AP	**Révision 2025**	**AP Révisée**	**Réalisé 2020-2022**	**Réalisé 2023**	**Réalisés 2024**
3.448.000 €	-45184,83 €	3.402.815,17 €	439.016,42 €	445.422,49 €	2.518.376,26 €, dont 2.418442,64 € mandatés et 99.933,62 € reportés

En 2025, 92.955,57 € ont été mandatés sur les restes à réaliser 2024.

Il apparaît que l'enveloppe de cette autorisation de programme doit être ajustée à la baisse. En effet, le solde des restes à réaliser s'élève, après régularisation, à 4.611,24 €. Cette autorisation de programme est ainsi ramenée à 3.400.448,36 €, savoir :

Budget principal AP 2020-02 / Salle Palas – Opération 174					
DEPENSES					
MONTANT AP	**Révision 2026**	**AP Révisée**	**Réalisé 2020-2022**	**Réalisé 2023**	**Réalisés 2024**
3.402.815,17€	-2.366,81€	3.400.448,36€	439.016,42€	445.422,49€	Mandatés : 2.511.398,21€ Restes à réaliser : 4.611,24€

Votre assemblée est invitée à :

- **APPROUVER** le présent rapport,
- **FIXER** le montant de l'autorisation de programme après révision à 3.400.448,36 €,
- **ARRETER** les crédits de paiement tels qu'indiqués dans le tableau ci-dessus,

- **AUTORISER** Madame la Maire à liquider et mandater le solde des crédits de paiement tels qu'arrêtés.

M. COUCHINAVE : Je vais être assez rapide parce qu'on a beaucoup de délibérations ce soir. Je suis assez surpris d'apprendre, vous allez peut-être me le confirmer qu'aucune protection de sol n'a été prévue pour la salle Palas lors des travaux. Lorsque des associations nous interpellent et nous expliquent qu'il y a des concerts notamment celui de Nadau qui sont en suspens aujourd'hui et ils attendent des réponses, je suis assez surpris que ça n'ait pas été prévu dans les travaux et on aurait pu utiliser ces 45 000 euros pour prévoir la protection du sol de la salle Palas et permettre de faire des concerts.

Les associations sont en attente de réponse, je les ai encore eues cet après-midi au téléphone. Je suis assez surpris que tout ça n'ait pas été prévu et j'espère que tout ça pourra être budgété lors du prochain Conseil municipal avec une DM parce que c'est absolument nécessaire. Il y a des associations notamment le comité des fêtes de la Saint-Grat qui se bougent pour notre ville, qui font plein d'événements et qui depuis quelques années ont repris du dynamisme et c'est dommage de les pénaliser par manque d'anticipation.

Mme la Maire : Je vais laisser la parole à Patrick et ensuite à Clément. Concernant cette demande-là justement nous avons travaillé et nous les appellerons après ce Conseil municipal puisque nous avons des propositions à faire.

M. NAVARRO : La salle à Palas a été un choix de rendre la salle que sportive. On s'était posé la question mais en termes de sécurité ça a beaucoup évolué et ça a été un choix de la municipalité, à ce moment de la reconstruire, de la rendre sportive et non plus avec spectacle. C'est pour ça que nous avons eu un sol adéquat vraiment de qualité pour le hand. On pourrait éventuellement faire un concert mais le fabricant nous demande d'utiliser pour avoir la garantie décennale, une certaine sorte de protection. Par contre pour les pompiers, on pourrait avoir une dérogation d'un spectacle, mais pas plus, parce que là on avait fait le choix à notre majorité de rendre la salle Palas que sportive et plus un spectacle.

M. SERVAT : Oui j'en profite puisqu'on parle de sol de la salle Palas, on a tous constaté qu'il y avait des dégâts quand même assez importants, des dégradations sur le sol de la salle numéro 2 et pour savoir où est-ce que ça en est ? Si c'est fait ? Si vous avez fait marcher les assurances ? J'imagine mais la question est légitime.

M. NAVARRO : Justement, on est en procédure. Il y a 3 semaines nous avons eu une expertise du sol par toutes les parties, là on est en train de trouver une solution amiable ou un recours juridique plus tard. Mais là pour l'instant on n'est qu'en période d'expertise. Mais le recours est lancé.

M. COUCHINAVE : Oui bon ça a été votre choix, moi je vais enfin, je trouve qu'il n'est pas judicieux. Je ne vais pas le contester vous êtes la majorité mais il n'est pas judicieux. Quand on a des artistes qui ne veulent pas l'acoustique de la salle Laulhère et qui ne veulent notamment à l'automne que des salles pas en plein air, c'est extrêmement dommage que pour 3,4 millions d'euros alors la rénovation était nécessaire très bien, de ne pas avoir pris le choix de faire une salle multi-usages. C'est vraiment dommage de ne pas prévoir ça.

Quant aux autorisations des pompiers, je suppose que c'est une histoire de destination de la salle. Il suffirait de changer la destination de la salle pour que les pompiers puissent ouvrir une dérogation supplémentaire.

Mme la Maire : Et après il faut savoir que pour protéger ce sol qui est plutôt souple, c'est une protection très particulière et il y a une dizaine de jours avant l'installation donc j'imagine que les clubs sportifs au mois d'octobre si on commence à leur dire que pendant 10 jours ils ne pourront pas utiliser la salle je pense que ça pourra aussi poser certains problèmes mais comme je vous le disais on a une proposition à faire et on les appellera après ce Conseil municipal.

Donc qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

Le rapport est adopté à l'unanimité

7 - BUDGET PRINCIPAL – AUTORISATION DE PROGRAMME ET CRÉDITS DE PAIEMENT POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'AGENDA D'ACCESSIBILITÉ SUR LES BÂTIMENTS COMMUNAUX : CLÔTURE

AP 2016-01 - Opération budgétaire n° 715

M. LARTIGUE : Par délibération en date du 29 septembre 2016, le Conseil municipal a approuvé une autorisation de programme et crédits de paiement pour la mise en œuvre de l'agenda d'accessibilité sur les bâtiments communaux.

Pour mémoire, le montant de cette autorisation s'élève à 884.155,69 €.

Les travaux ayant été réalisés pour un montant total de 880.699,69 €, il convient de clôturer cette autorisation de programme et d'annuler les crédits non utilisés.

Ouï cet exposé, votre assemblée est invitée à :

- **APPROUVER** le présent rapport,

- **APPROUVER** la clôture de l'autorisation de programme pour la mise en œuvre de l'agenda d'accessibilité sur les bâtiments communaux pour un montant définitif de 880.699,69 €,

- **ANNULER** les crédits non utilisés d'un montant de 3.456 €.

M. SERVAT : Merci. Puisqu'on parle d'accessibilité aux bâtiments communaux, je voudrais savoir s'il est possible, comme je le fais à chaque Conseil municipal, d'accéder aux bâtiments communaux où on vous a fait la demande au précédent mandat. Ça fait, plusieurs années maintenant. Il est temps peut-être de jouer le jeu et de nous autoriser à accéder aux bâtiments communaux pour voir dans quel état ils sont. Voilà donc je vais reposer la question à chaque Conseil mais voilà il serait temps de nous proposer une date s'il vous plaît.

Mme la Maire : Alors ce n'est pas une date justement. On avait travaillé ça avec Jean CONTOU-CARRERE qui n'est pas là et qui peut-être nous écoute, il y a beaucoup de bâtiments communaux et je pense que ce n'est pas une date, c'est plus d'une semaine qu'il nous faudrait mais on va le faire et on vous proposera des dates mais forcément ça va prendre beaucoup de temps.

M. SERVAT : On peut commencer par une journée déjà, ça peut être très vite fait. Les clés elles sont au Centre Technique, et il est quand même assez rapide de faire le tour des bâtiments communaux, il n'y a pas besoin d'une grande organisation.

Mme la Maire : Ça demande une grande organisation et qu'on peut assurer qu'il faudra plusieurs jours pour faire le tour. Je vous proposerai un calendrier.

M. SERVAT : On peut commencer par une journée. Moi je vous propose une journée déjà, ça sera déjà bien et après ....

Mme la Maire : On vous proposera un calendrier en choisissant les bâtiments et les jours et on vous les proposera.

M. SERVAT : Très bien, merci.

Mme La Maire : Donc celui-là, on ne l'a pas voté non plus donc qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

Le rapport est adopté à l'unanimité

8 - BUDGET PRINCIPAL - AUTORISATION DE PROGRAMME ET DE CRÉDITS DE PAIEMENT POUR L'AMÉNAGEMENT D'UN TIERS LIEU

LAP 2022-110001 - Opération budgétaire n° 110001

M. LARTIGUE : Il est rappelé que l'opération d'aménagement d'un tiers lieu est assujettie au régime de la taxe sur la valeur ajoutée.

Par délibération du 10 décembre 2025, le conseil municipal a révisé le montant de l'autorisation de programme pour le fixer à 3.600.000 € HT, répartis savoir :

Budget principal AP 110001 / Aménagement d'un tiers lieu Opération 110001				
DEPENSES				
MONTANT AP Hors Taxes	**Réalisés 2022**	**Réalisés 2023**	**Réalisés 2024**	**CP 2025**
3 600 000 €	0 €	542.755,23 €	651.847,79 €, dont 648.101,42 € mandatés et 3746,37 € reportés	2.405.396,98 €

Les travaux d'aménagement sont terminés et l'opération est en cours de finalisation : en 2025, 2.166.713,78 € ont été mandatés et 242.429,57 € ont été inscrits en restes à réaliser pour permettre les écritures d'achèvement de cette autorisation de programme, dont la situation se présente selon le tableau ci-dessous :

Budget principal AP 110001 / Aménagement d'un tiers lieu Opération 110001				
DEPENSES				
MONTANT AP Hors Taxes	**Réalisés 2022**	**Réalisés 2023**	**Réalisés 2024**	**Réalisés 2025**
3 600 000 €	0 €	542.755,23 €	648.101,42 €	Mandatés : 2.166.713,78€ Reste à réaliser : 242.429,57€

Ouï cet exposé, votre assemblée est invitée à :

- **APPROUVER** le présent rapport,

- **ARRETER** la situation de cette autorisation de programme telle que présentée dans le tableau ci-dessus.

M. SERVAT : Merci Madame la Maire. Juste concernant la Friche. On a eu vent cet après-midi qu'il y a eu des inondations. Est-ce le cas ? Et d'où ça vient ? Est-ce que c'est des problèmes de construction ?

Mme la Maire : Je crois sincèrement qu'il a beaucoup plu assez fortement sur un court temps et il y a eu de l'eau qui est rentrée. Je pense à la Friche, j'en ai entendu parler mais aussi à l'Office de Tourisme, à la villa Bedat.

M. SERVAT : Sauf qu'on ne peut pas nous répondre qu'il a plu pendant une demi-heure et que l'eau est rentrée dans un bâtiment.

Mme la Maire : À la villa Bedat aussi pourtant il n'est pas vieux.

M. SERVAT : D'accord moi je vous demande à la Friche qui vient d'être faite, il y a peut-être des problèmes comme il y a la décennale, il y a des assurances. Il faut voir d'où ça vient quand même.

Mme la Maire : On regardera ça effectivement pour savoir s'il y a une raison particulière mais je crois que l'eau elle s'est infiltrée dans d'autres bâtiments également.

M. SERVAT : Moi j'espère qu'il y a une raison parce que sinon c'est inquiétant quand même.

Mme la Maire : Mais il ne faut pas s'inquiéter, on va trouver. Donc qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

Le rapport est adopté à l'unanimité

9 - BUDGET PRINCIPAL : RÉVISION DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME ET DES CRÉDITS DE PAIEMENT POUR LA PARTICIPATION A LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX

AP 2025-110019 - Opération budgétaire n° 110019

M. LARTIGUE : Il est rappelé que par délibération en date du 11 avril 2025, le Conseil municipal a approuvé une autorisation de programme dans le cadre du versement d'une participation pour la construction de logements locatifs sociaux. Cette autorisation de programme s'établissait comme suit :

Budget principal AP 110029 / Logements locatifs sociaux Opération 110029			
DEPENSES			
MONTANT AP	**CP 2025**	**CP 2026**	**CP 2027**
93.434 €	31.145 €	31.145 €	31.144 €

L'achèvement des travaux ayant pris du retard, la participation pour la première année n'a pas été appelée.

Aussi, il est proposé de prolonger la durée de cette autorisation de programme d'une année et de revoir les crédits de paiement, savoir :

Budget principal AP 110029 / Logements locatifs sociaux Opération 110029				
DEPENSES				
MONTANT AP	**CP 2025**	**CP 2026**	**CP 2027**	**CP 2028**
93.434 €	-	31.145 €	31.145 €	31.144 €

Votre assemblée est invitée à :

- **APPROUVER** le présent rapport,
- **FIXER** la durée de l'autorisation de programme à 4 années (2025/2028),
- **ARRÊTER** les crédits de paiement tels qu'indiqués dans le tableau ci-dessus,
- **AUTORISER** Madame la Maire à liquider et mandater les dépenses correspondantes aux crédits de paiement tels qu'arrêtés.

Mme DUPEROUSSE : Oui merci. Je voulais juste savoir si on pouvait savoir où on en était un petit peu des travaux et des délais de livraison pour ces logements qui sont attendus par de nombreuses familles Oloronaises. Merci.

Mme SAOUTER : Je confirme effectivement "très attendu" par nous aussi et par le service du CCAS aussi puisque nous recevons régulièrement des appels des familles qui ont été positionnées sur ces logements. On va régulièrement à la pêche aux informations, nous sommes en contact régulier avec la société Prélude et avec Domofrance.

Alors vous n'êtes pas sans savoir qu'effectivement il y a eu des problèmes. Il y a eu des retards de travaux évidents, ça fait plus d'un an qu'on attend. Là aux dernières nouvelles ça sera livré dans l'été avant le mois d'août en tout cas. On m'a confirmé puisque j'ai des familles qui sont inquiètes puisqu'elles veulent inscrire leurs enfants à l'école et me disant "qu'est-ce qu'on fait ?". Moi j'appelle régulièrement le Directeur Général de DOMOFRANCE, Iñaki ECHANIZ aussi. On est en lien très étroit pour mettre un petit peu la pression et au moins avoir des nouvelles. Il m'a dit "non il n'y a pas de souci", ça sera cet été, mais effectivement je n'ai pas de date précise à vous donner ce soir.

Mme la Maire : On est bien d'accord et on est souvent en discussion avec DOMOFRANCE comme l'a dit Anne SAOUTER. C'est une construction privée dont on ne peut pas grand-chose mais pour autant je peux vous dire qu'on les sollicite très régulièrement pour avoir des réponses.

M. SERVAT : Oui, j'ai une question concernant le Bialé. Il avait été dit je crois en septembre par votre majorité, que vous aviez un porteur de projet imminent, qu'un projet devait vous être présenté très rapidement. On est au mois de mai demain. Je voulais savoir où est-ce que ça en était ? Parce qu'on a toujours pas de nouvelles ou est-ce que c'était un effet d'annonce ?

Mme la Maire : Non c'était pas du tout un effet d'annonce. C'est Iñaki ECHANIZ qui est sur ce dossier et il n'est pas là aujourd'hui, mais on lui demandera de préciser les choses à la prochaine réunion.

M. SERVAT : J'espère que vous êtes au courant. C'est un bâtiment communal. J'espère que vous dialoguez entre vous.

Mme la Maire : C'est lui qui travaille particulièrement sur ce dossier donc je le laisserai faire les annonces.

M. SERVAT : D'accord très bien

Mme la Maire : Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

Le rapport est adopté à l'unanimité

10 - BUDGET PRINCIPAL : RÉVISION DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME ET DES CRÉDITS DE PAIEMENT POUR LES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE LA RUE D'ASPE

AP 2025-110014 - Opération budgétaire n° 110020

M. LARTIGUE : Il est rappelé que par délibération en date du 11 avril 2025, le Conseil municipal a approuvé une autorisation de programme pour la réalisation de travaux d'aménagement de la rue d'Aspe. Cette autorisation de programme s'établissait comme suit :

Budget principal AP 110014 / Aménagement de la rue d'Aspe Opération 110020		
DEPENSES		
MONTANT AP	**CP 2025**	**CP 2026**
650.000 €	250.000 €	400.000 €

Ces travaux ont été réalisés en deux tranches. En 2025, les crédits consommés se sont élevés à 195.800 € (mandatés : 169.044,42 €, restes à réaliser : 26.755,58 €).

Il apparaît que l'enveloppe initiale de cette autorisation de programme peut être revue à la baisse. Il est donc proposé de la ramener à 445.800 € et de revoir les crédits de paiement, savoir :

Budget principal AP 110014 / Aménagement de la rue d'Aspe Opération 110020		
DEPENSES		
MONTANT AP	**REALISÉ 2025**	**INSCRIPTIONS 2026**
445.800 €	169.044,42 €	CP 2026 : 250.000 € RAR 2025 : 26.755,58 €

Votre assemblée est invitée à :

- **APPROUVER** le présent rapport,
- **FIXER** le montant de l'autorisation de programme à 445.800 €,
- **ARRÊTER** les crédits de paiement tels qu'indiqués dans le tableau ci-dessus,
- **AUTORISER** Madame la Maire à engager, liquider et mandater les dépenses correspondantes aux crédits de paiement tels qu'arrêtés.

M. SERVAT : Oui pardon, juste par rapport à la rue d'Aspe, j'ai pas bien compris. Il est prévu la troisième tranche c'est ça ? D'accord donc ça va être prévu assez rapidement j'imagine ?

Mme la Maire : À partir du cimetière…

M. LARTIGUE : Mais la globalité de l'opération qui était estimée à 650 000 euros tombe à 445.

M. SERVAT : Juste par contre je vous alerte … c'est peut-être, c'était une expérimentation au niveau des trottoirs… On est plusieurs à habiter dans cette rue, ils sont quand même assez tâchés. Moi je suis pas technicien mais ils sont abîmés, ils sont tâchés. Donc est-ce qu'il y avait pas un produit à passer dessus ? J'en sais rien…. sur les pavés par exemple on passe un produit après les avoir posés pour pas que les taches d'huile etc…ou autre ne tâchent les pavés. Là aujourd'hui les trottoirs quand même sont, c'est dommage, très tâchés, abîmés et ça se dégrade. Donc je tiens à vous alerter sur la situation puisque l'entreprise est en cours et va prendre, je suppose que c'est la même, va continuer la troisième tranche ce serait bien qu'elle jette un œil sur la première et la deuxième tranche.

Mme la Maire : Merci oui, on le dira lundi. Merci. Il faut voter. Qui est contre ? Qui s'abstient? Je vous remercie.

Le rapport est adopté à l'unanimité

11 - BUDGET PRINCIPAL - AUTORISATION DE PROGRAMME ET CRÉDITS DE PAIEMENT POUR L'OPÉRATION FACADES : CRÉATION

M. LARTIGUE : Dans le cadre de l'embellissement du patrimoine urbain, la ville d'Oloron Sainte-Marie soutient depuis plusieurs années les propriétaires qui rénovent les façades de leurs maisons.

Afin d'avoir une meilleure visibilité sur cette action et d'en faciliter sa gestion, il est proposé au Conseil municipal la création d'une autorisation de programme pour cette opération.

Il est rappelé qu'un des principes des finances publiques repose sur l'annualité budgétaire.

La procédure des autorisations de programme et des crédits de paiement (AP/CP) est une dérogation à ce principe d'annualité prévue par le Règlement Budgétaire et Financier de la Ville d'Oloron Sainte-Marie, approuvé par le Conseil municipal en date du 15 avril 2026.

Les autorisations de programme constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées.

Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes. L'équilibre budgétaire de la section d'investissement s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement.

L'article R.2311-9 du CGCT précise également que les autorisations de programme correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par la commune, ou à des subventions d'équipement versées à des tiers.

Il est proposé de voter une autorisation de programme d'un montant de 420.000 €, sur une durée de sept ans et d'arrêter la répartition des crédits de paiement de la façon suivante :

Budget principal AP 110030 / Opération Façades Opération 110030							
DEPENSES							
MONTANT AP	**CP 2026**	**CP 2027**	**CP 2028**	**CP 2029**	**CP 2030**	**CP 2031**	**CP 2032**
420.000 €	60.000 €	60.000 €	60.000 €	60.000 €	60.000 €	60.000 €	60.000 €

Votre assemblée est invitée à :

- **APPROUVER** le présent rapport,

- **DÉCIDER** l'ouverture de l'autorisation de programme et crédits de paiement (AP/CP) telle que présentée ci-dessus,

- **FIXER** le montant de l'enveloppe à 420.000 €,

- **FIXER** la durée à 7 ans, de 2026 à 2032,

- **AUTORISER** Madame la Maire à engager, liquider et mandater les dépenses correspondantes aux crédits de paiement indiqués dans le tableau ci-dessus.

Mme la Maire : Oui Hugo ?

M. COUCHINAVE : Oui je vais voter pour cet APCP, il n'y a pas de souci. J'ai pu faire la remarque la semaine dernière ou la semaine d'avant en commission des finances. Pour moi, les sommes allouées à l'opération façade sont largement insuffisantes.

Il y a de gros investissements à faire sur ce sujet-là en ville et aider les porteurs de projets, aider les propriétaires, participe à l'embellissement de notre ville et c'est souvent un effet levier parce que quand les façades sont rénovées dans quelques bâtiments d'une rue, c'est toute la rue ensuite qui en profite. On ne peut pas tout avec l'argent public, mais je trouve que l'effort qui est fait 60 000 euros par an sur ce sujet-là est largement insuffisant.

Alors je sais ce que vous allez me dire, que les porteurs de projets ne se manifestent pas, que les dossiers sont compliqués à monter, que 60 000 euros ne seront peut-être pas pourvus, mais il y a aussi un manque de communication sur le sujet parce que moi j'ai regardé un petit peu au sein des magazines municipaux, sur le Facebook et les réseaux sociaux de la ville, on communique assez peu contrairement à d'autres collectivités. Alors il y a de la communication qui est faite mais je pense qu'il faudrait aussi un petit peu informer les propriétaires, les aider à monter les dossiers. Je sais que c'est fait ici à la Communauté de Communes ou par d'autres organismes mais il faut quand même se rendre compte que 60 000 euros par an c'est très faible sur cette opération façades. Voilà merci.

Mme la Maire : On a de belles opérations qui ont été concrétisées et on voit bien que quand dans une rue on commence, c'est vrai que les choses s'enchaînent. On l'a vu dans la rue du Barthou, on le voit aussi sur le quartier Notre-Dame où quand on passe le pont, on profite de belles façades.

Maintenant au niveau de la communication, c'est dans l'inf'Oloron. Quand même on ne peut pas dire qu'on ne communique pas, maintenant est-ce qu'il faut le faire davantage ? On en fait jamais assez en termes de communication et on retient, on retient.

M. SERVAT : Oui merci. Je partage les propos de Monsieur COUCHINAVE concernant l'enveloppe de 60 000 euros. C'est sûr que c'est peu pour la Commune. Moi je fais un constat sur le précédent mandat. L'enveloppe n'était pas consommée en totalité, en moyenne à 40-50 % des 40 000 euros qui étaient prévus.

Essayez quand même cette fois-ci, on peut le faire ensemble si vous voulez, d'inviter les propriétaires à rénover leurs façades et d'expliquer un petit peu l'opération façades parce que je partage. Ça ne doit pas être suffisamment peut-être simple à la constitution des dossiers. La communication je pense que bon vous l'avez faite quand même dans les magazines, est-ce que c'est lu ou pas ? En tout cas c'était écrit, ces derniers mois on a bien pu voir une grosse communication sur l'opération façades et sur la sécurité, mais peut-être que c'est le moment de continuer durant cette année et de faciliter les démarches administratives qui ne sont pas faciles, et peut-être limiter les contraintes aussi parce que quand on demande la rénovation d'une façade, il y

a des contraintes architecturales, donc ça c'est avec les Bâtiments de France qu'il faut travailler. Même si on apporte une aide aux propriétaires, décrépir pour lisser derrière avec de la chaux, ça a un coût supplémentaire. Malgré l'opération façades c'est compliqué pour les propriétaires de faire ces travaux.

C'est pour ça que l'enveloppe, de modifier le règlement de l'obtention de ces subventions, peut-être en la doublant et en même temps 100 ou 120 000 euros, c'est ce qu'on avait proposé. Ça permettrait de financer un pourcentage plus élevé des façades de nos habitants.

M. COUCHINAVE : Oui. J'en profite parce qu'on est en Conseil municipal. Alors on ne va pas aller sur le détail de chaque petit problème qu'il va y avoir dans notre ville parce qu'on pourrait y passer des journées et des journées et tout le monde sait que ce n'est pas simple. J'en profite de vous parler des façades, il y a une réservation actuellement en rue Justice. Le feu alternatif a été prolongé, on voit aujourd'hui une communication où la rue Van Gogh va être également coupée pendant un certain nombre de temps suite à des travaux sur le réseau de chaleur. Moi, j'alerte un petit peu là sur les travaux, ce n'est peut-être pas l'objet de la délibération mais aux heures de pointe, on peut passer 25 ou 30 minutes en ville. Donc j'espère que l'étude sur le plan de circulation va arriver et sur les travaux aussi.

M. LARTIGUE : On n'est pas à Soustons en période estivale !

Mme la Maire : Je vais répondre. Sur la rue Justice effectivement il y a eu du retard pour lesquels on n'y peut rien et ça a été prolongé jusqu'au 22 mai. Nous, on avait justement pour rue Van Gogh, demandé à ce qu'on attende la fin de la rue Justice avant de les lancer là-bas. C'est pas du tout sur le réseau de chaleur, c'est GRDF qui intervient là-bas pour l'usine Lindt, on est bien obligé de commencer aussi puisque derrière vont s'enchaîner les travaux du pont Laclau. Alors c'était pour essayer de cadencer les choses et éviter que toutes les opérations se percutent.

C'est comme ça, c'est un peu compliqué. Ce ne sont pas des rues qui sont complètement bloquées. Ici il y a un alternant, là-bas il y aura un sens unique qui permettra plus de fluidité entre la route de Bayonne et la rue Van Gogh. C'est contrariant je sais, mais on a essayé de faire au mieux pour que les opérations soient échelonnées mais malheureusement elles se percutent pour quelques jours.

Donc qui est contre cette délibération ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

12 - BUDGET PRINCIPAL - AUTORISATION DE PROGRAMME ET CRÉDITS DE PAIEMENT POUR LA RÉHABILITATION DE LA PISTE D'ATHLÉTISME : CRÉATION

Dans la continuité de l'opération de modernisation des équipements sportifs du Stade Municipal de la plaine de Saint-Pée, il est nécessaire de lancer le projet de réhabilitation de la piste d'athlétisme.

Il est proposé au Conseil municipal la création d'une autorisation de programme pour cette opération.

Il est rappelé qu'un des principes des finances publiques repose sur l'annualité budgétaire.

La procédure des autorisations de programme et des crédits de paiement (AP/CP) est une dérogation à ce principe d'annualité prévue par le Règlement Budgétaire et Financier de la Ville d'Oloron Sainte-Marie, approuvé par le Conseil municipal en date du 15 avril 2026.

Les autorisations de programme constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées.

Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes. L'équilibre budgétaire de la section d'investissement s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement.

L'article R.2311-9 du CGCT précise également que les autorisations de programme correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par la commune, ou à des subventions d'équipement versées à des tiers.

Il est proposé de voter une autorisation de programme d'un montant de 1.050.000 €, sur une durée de trois ans et d'arrêter la répartition des crédits de paiement de la façon suivante :

Budget principal AP 110031 / Réhabilitation de la piste d'athlétisme Opération 110031			
DEPENSES			
MONTANT AP	**CP 2026**	**CP 2027**	**CP 2028**
1.050.000 €	50.000 €	800.000 €	200.000 €

Votre assemblée est invitée à :

- **APPROUVER** le présent rapport,

- **DÉCIDER** l'ouverture de l'autorisation de programme et crédits de paiement (AP/CP) telle que présentée ci-dessus,

- **FIXER** le montant de l'enveloppe à 1.050.000 €,

- **FIXER** la durée à 3 ans, de 2026 à 2028,

- **AUTORISER** Madame la Maire à engager, liquider et mandater les dépenses correspondantes aux crédits de paiement indiqués dans le tableau ci-dessus.

M. SERVAT : Là quand vous annoncez la création de la piste d'athlétisme, il faut quand même être prudent dans les annonces. Aujourd'hui c'est 2026 donc vous prévoyez une étude. Il n'est pas noté mais je suppose que vous avez dû regarder un petit peu si vous pouvez bénéficier de subventions ? Ça aurait été peut-être bien de le préciser en tout cas une fourchette de subventions dans la délibération, ça aurait pu nous permettre de regarder un petit peu.

Sur la nécessité de la réalisation d'une piste d'athlétisme, bon on est tous d'accord, on l'avait tous dans nos programmes, donc ça, il n'y a pas de sujet, il n'y a pas de débat. Mais bon est-ce qu'en attendant 2027 est-ce qu'il est prévu un entretien de cette piste d'athlétisme ? Parce qu'on va bientôt pouvoir la tondre, il y a de la mauvaise herbe partout. Elle est extrêmement dégradée. Il y a un entretien qui peut se faire aussi dans un premier temps qui ne doit pas être très coûteux, ça peut être notamment fait par nos services, je suppose puisqu'ils ont des compétences ? C'est une proposition. C'est une proposition de faire un entretien de cette piste qui permettrait donc au FCO athlétisme de l'utiliser et notamment à nos écoles. En attendant, je l'espère rapidement la création de cette piste.

Mme la Maire : Alors aujourd'hui on a commencé par des choses qui sont indépendantes de la piste elle-même avec les sautoirs, les lancers pour permettre d'organiser déjà des meetings dans de bonnes conditions. Par rapport à la piste, je ne pense pas qu'on va mettre de l'argent maintenant sur cette piste, à moins qu'il y ait des choses vraiment à moindre frais, mais peut-être que Patrick a une réponse.

M. NAVARRO : Moi, je pense que si les employés du stade t'écoutent, ils vont être contents. Toutes les 3 semaines, ils passent quand même le rabot. Ils nettoient les lisses, ils font le maximum. C'est vrai qu'elle arrive à saturation, elle a de l'entretien mais le dimanche il y a les joueurs de rugby qui piétinent, qui la détériorent et je peux te dire qu'ils y passent. Là, ils vont essayer de tracer des lignes pour l'athlétisme l'été mais aller au bout du rouleau et ne peuvent pas faire plus. Par contre, ils font de l'entretien donc s'ils t'écoutent, ils te verront.

M. SERVAT : Alors c'est toujours facile de toujours dire que j'attaque, qu'on attaque le personnel, c'est pas du tout le cas.

M. NAVARRO : Tu dis qu'ils ne font rien dedans, ils le font !

M.SERVAT : Je n'ai jamais dit qu'ils faisaient rien, j'ai dit qu'aujourd'hui elle était dans un état dégradé ce que tu as confirmé,

M. NAVARRO : Elle est au bout.

M. SERVAT : C'est ce que j'ai dit, par contre puisque tu le dis, j'espère que les joueurs de rugby écoutent ce que tu viens de dire : que c'est eux qui dégradent la piste d'athlétisme. Je propose, c'est ce qui avait été fait par le passé, il y avait un tapis qui était déposé entre les tribunes et la

sortie des vestiaires pour limiter la dégradation, donc il faut le mettre le dimanche et ça c'est votre rôle de demander aux associations de respecter le matériel communal, et dont la piste en fait partie. Ça serait bien de la protéger avec de l'herbe synthétique enfin je ne sais pas qu'est-ce qu'il y avait, un tapis en tout cas et donc ils y marchaient dessus, et limiter les dégâts et d'éviter aux services que je remercie pour leur travail, ça leur éviterait de recommencer chaque semaine comme tu dis, de la remettre en état. Mais par contre, toute l'herbe qui est à l'entrée, enfin tu vas souvent au rugby, ça serait intéressant quand même de la faire enlever.

M. NAVARRO : Cet après-midi, j'étais encore en réunion avec eux, ils nous disent qu'ils ont passé leur rabot il y a 15 jours. Je les crois et ils l'entretiennent.

M. SERVAT : On n'a pas le même niveau d'exigence sur l'entretien en tout cas.

M. NAVARRO : Voilà. C'est pour ça qu'ils sont contents d'écouter.

M. OSSAU TRESAUGUE : Merci Madame la Maire. J'aimerais compléter les propos de Clément. A la commission des sports, à laquelle j'ai assisté, Patrick NAVARRO nous indiquait le lancement d'une nouvelle étude en fait concernant donc la piste d'athlétisme. La rénovation de cette piste est une très bonne chose, pour l'ensemble des sportifs Oloronais et des élèves, même pour moi qui y allait souvent par le passé. Je peux vous indiquer qu'en temps de pluie c'est une vraie galère d'y courir.

Cependant on s'interroge sur la pertinence en fait de lancer une nouvelle étude sachant que lors de votre précédent mandat, une étude avait été lancée. On aimerait savoir si vous pouvez nous indiquer qu'est-ce que cette nouvelle étude va apporter par rapport à l'ancienne vu qu'on n'a pas trop le détail ? Si la première étude est peut-être devenue obsolète ? C'est possible, ou si l'on s'apprête à payer une seconde fois pour un dossier déjà travaillé sans bénéfice particulier pour les Oloronais mais avec un risque de retarder une fois de plus la rénovation tant attendue.

Deuxième question que nous nous posions également rapport au budget global de la commune que vous avez annoncé à hauteur des 26 000 000 d'euros et de vos déclarations nous indiquant que même si ces projets figuraient dans le budget présenté, il est possible que tous ne seraient pas réalisés, ce qu'on peut entendre. Du coup est-ce que vous pouvez nous confirmer que la rénovation de la piste d'athlétisme demeure bien une priorité réelle de votre mandat ? Ou risque-t-elle une fois de plus d'être différée notamment à la suite de cette nouvelle étude ? Je vous remercie.

M. LARTIGUE : Alors je n'ai pas dû être assez clair. Il ne s'agit pas d'une étude, il s'agit d'un marché de maîtrise d'œuvre avec un architecte qui va nous accompagner pour mettre en place la piste d'athlétisme d'accord ? L'architecte va travailler sur un cahier des charges qui va nous permettre de lancer après les appels d'offres. Il ne s'agit pas de réétudier encore ce qu'on a déjà étudié.

M. OSSAU TRESAUGUE : D'accord. Du coup, la précédente étude est toujours valable et on la tient en conservation d'avance. Ça marche, merci.

Mme LADEUIX : Je reprends les propos de Jordan. Sur la commission des sports effectivement on nous a quand même bien parlé d'une nouvelle étude puisque la précédente avait été faite entre les 2 tours des précédentes élections municipales et vous nous aviez indiqué que par choix, vous n'avez pas réalisé les travaux de la piste d'athlétisme mais on nous avait bien précisé que c'était une nouvelle étude.

M. LARTIGUE : Alors, je ne sais pas. Je n'étais pas à la commission des sports. Effectivement, le choix avait été fait au dernier mandat de ne pas faire la piste d'athlétisme puisqu'on avait eu la salle Palas à faire et on l'a vu en montant de 3,4 millions. Je vous confirme bien ce soir qu'il s'agit bien d'un marché de maîtrise d'œuvre que nous allons lancer pour faire appel à des candidats et on va donner comme objectif à ce marché de maîtrise d'œuvre, d'avoir un cahier des charges qu'on lance qu'on donnera après aux entreprises qui nous solliciteront.

M. COUCHINAVE : Effectivement, c'est une très bonne nouvelle, on ne va pas tous se féliciter qu'enfin ça puisse se lancer, en espérant que vous ne le retardiez pas encore une fois pour d'autres raisons. Je ne vais pas revenir sur la piste d'athlétisme, les études etc., est-ce que les services font bien leur travail ou pas.

Moi la seule question que j'ai, c'est qu'un jour on aura peut-être une belle piste d'athlétisme qui permettra d'accueillir de beaux championnats régionaux. On a le rugby aussi, tout le monde y assiste le dimanche.

Juste au-dessus de vous, quand vous êtes en place VIP Madame le Maire, au rugby, il y a un speaker. Il parle dans des micros et des haut-parleurs, qui sont dans un état catastrophique. Il me le dit tous les dimanches donc je me permets de faire l'intervention aussi peut-être que ça pourrait être prévu puisque vous avez lancé un grand plan de rénovation de la plaine des sports lancé et pas poursuivi puisque vous n'aviez rien fait sur le dernier mandat à part les sautoirs.

Mais il serait peut-être intéressant aussi pour ceux qui assistent au rugby et puis demain aux compétitions régionales d'athlétisme de prévoir la rénovation de ces haut-parleurs parce que je sais que ça fait des années que c'est demandé et que ce n'est toujours pas fait. Voilà.

Mme la Maire : J'entends. C'est vrai quand je suis assise sur les fauteuils VIP, une sono qui racle un peu effectivement. On y pensera. En tout cas, pour la piste d'athlétisme, je pense qu'ici on partage tous sauf peut-être vous cette responsabilité puisque ça fait plusieurs mandats qu'elle y est, plusieurs mandats qu'elle est repoussée, mais vous n'étiez pas là donc je ne peux pas vous faire endosser ça. Mais en tout cas ce soir c'est une bonne nouvelle, la piste d'athlétisme elle est à 1 000 000 d'euros, la salle Palas la dernière fois c'est 3,4 millions. Quand nous sommes arrivés dans notre programme, nous avions effectivement la piste d'athlétisme mais nous n'avions pas la salle Palas parce qu'on ne savait pas qu'elle était prête à s'effondrer et ça devenait pour le coup une priorité.

17 associations 7 jours sur 7 dans la salle Palas donc on ne regrette pas ce choix, mais effectivement on a dû en faire, et quand on est élu faire des choix c'est aussi être responsable. En en tout cas aujourd'hui je crois qu'on peut être unanime ici et être content de voir que sur ce mandat-là, elle pourra être réalisée.

M. ADAM : Un petit rappel quand même pour la Salle Palas, la délibération qui avait été votée le 7 octobre 2020, ce qui concernait la remise en état, c'était 364 000 euros. Ce n'était pas 3,4 millions. La délibération d'octobre 2020 globalement elle était à 2.2 millions.

Mme la Maire : Oui mais c'était pour réparer une poutre sur un bâtiment qui était très vieillissant, est-ce qu'on met l'argent sur cette poutre uniquement ? ou est-ce qu'on rénove tout ? Je pense qu'aujourd'hui les 17 associations sont très fières de leur salle Palas et en tout cas on ne regrette pas ce choix-là.

M. ADAM : Pardon, ce n'est pas le sujet. Ce qui était la remise en état, c'était 364 000 euros, ce n'était pas 3,4 millions. Ensuite, il y avait des problèmes énergétiques et là, c'était pour une autre somme. Et enfin, il y avait une extension de la salle, globalement. J'ai la délibération sous les yeux.

Mme la Maire : Ça a été notre choix de travailler avec toutes les associations.

M. ADAM : Non mais je ne conteste pas. Mais les travaux, quand on dit qu'on n'a pas fait le reste parce qu'il y avait la rénovation qui a coûté 3,4 millions, la partie rénovation, c'était 364 000 euros.

Mme la Maire : Oui, c'était réparer une poutre qui aurait pu ….

M. ADAM : Je ne conteste pas, c'est le montant.

Mme la Maire : Oui. Mais c'est une responsabilité et un choix. Et nous l'assumons.

M. ADAM : Vous ne répondez pas.

Mme la Maire : Si. C'est un choix que nous assumons et que nous avons partagé avec les associations qui aujourd'hui ont une salle qui est repartie pour 50 ans.

M. SERVAT : Vous avez bien compris ce que voulait dire Michel. Si vous avez bien compris. Vous dites c'est un choix politique, ne faites pas porter la responsabilité de ne pas avoir fait la piste d'athlétisme aux autres. C'est parce que c'est votre choix d'avoir rénové, et c'est une bonne chose d'avoir rénové la salle Palas, mais vous n'avez pas pu faire la piste d'athlétisme, pas à cause de la dégradation de la salle Palas, c'est votre choix de l'avoir rénové.

Mme la Maire : Si on n'avait pas eu une poutre qui est une menace de s'effondrer sachant que d'autres choses peuvent arriver derrière, on aurait fait la piste d'athlétisme. Là on a fait ce choix comme on a fait dans la rue Louis Barthou, est-ce qu'on change les conduites de gaz et on rebouche et c'est terminé ? ou est-ce qu'on en profite pour moderniser ? Ça a été notre choix, je ne le regrette pas, je l'assume, nous l'assumons et les associations en sont ravies aujourd'hui. Aujourd'hui, il manque la piste d'athlétisme et puis on va y arriver aussi. On a voté ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

13 - AUTORISATION DE PROGRAMME ET CRÉDITS DE PAIEMENT POUR LA RÉHABILITATION DE LA CANALISATION DU LOURTEAU ET LA MISE AUX NORMES DU CAPTAGE DE LA SOURCE : RÉVISION

M.BOURI : J'en profite pour saluer la présence dans la salle d'un éminent membre ex-membre de ces régies qu'il connaît par cœur et à raison l'ensemble de ce qu'on à traiter : les régies de l'eau et de l'assainissement

AP 2020-01

Par délibération du 29 juillet 2020, le Conseil municipal a créé une autorisation de programme pour la réhabilitation de la canalisation du Lourteau et la mise aux normes du captage de la source. Puis, par délibération en date du 8 avril 2021, l'enveloppe de cette opération a été portée à 1.030.000 €.

Par délibération du 7 avril 2023, le Conseil municipal a prorogé d'un an la durée de cette autorisation de programme, augmenté l'enveloppe de 1.050.000 €.

Par délibération du 11 avril 2025, le Conseil municipal a prorogé d'un an la durée de cette autorisation de programme et augmenté l'enveloppe de 23.500 €.

Par délibération du 10 décembre 2025, le Conseil municipal a prorogé d'un an la durée de cette autorisation de programme et augmenté l'enveloppe de 35.000 €.

Les travaux sont en cours de réalisation et doivent s'achever dans le courant de l'année. *Toutefois des adaptations sur des dispositifs hydrauliques ainsi que la protection d'ouvrages de visite et la sécurisation électrique de la Bâche du Bager doivent être réalisés ce qui engendre un coût supplémentaire de 50.000 € HT.*

Aussi, il est proposé d'augmenter l'enveloppe de cette opération d'un montant de 50.000 € HT pour la porter à 2.188.500 € HT et de revoir les crédits de paiement, savoir :

Budget de l'eau potable AP 2020-01 / Réhabilitation canalisation et mise aux normes captage source du Lourteau						
DEPENSES						
Montant AP 31/12/2025	**Révisions 2026**	**AP REVISEE**	**Réalisé 2021-2023**	**Réalisés 2024**	**Réalisés 2025**	**CP 2026**
2.138.500€	50.000€	2.188.500€	75.159,52€	43.369,24€	2.004.678,61€ dont 1.000.527,23€ mandatés et 1.004.151,38€ reportés	65.292,63€

Après avis favorable du Conseil d'Exploitation en date du 17 avril 2026,

Votre assemblée est invitée à :

- **APPROUVER** le présent rapport,

- **FIXER** le montant de l'autorisation de programme après révision à 2.188.500,00 €,

- **ARRÊTER** les crédits de paiement tels qu'indiqués dans le tableau ci-dessus,

- **AUTORISER** Madame la Maire à liquider et mandater les dépenses correspondantes aux crédits de paiement tels qu'arrêtés.

Mme la Maire : Est-ce qu'il y a des observations ? Non. Tout le monde a reconnu le clin d'œil à André LABARTHE qui est parmi nous ce soir et qui pour une fois ne peut pas parler. Donc qui est contre ? Qui s'abstient ? Très bien, je vous remercie.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

14 - AUTORISATION DE PROGRAMME ET DE CRÉDITS DE PAIEMENT POUR LA SUPERVISION ET LA TÉLÉSURVEILLANCE DES INSTALLATIONS : CRÉATION

M. BOURI : Il est rappelé que la collectivité doit mettre en place et maintenir un dispositif d'autosurveillance des systèmes d'assainissement au niveau de ses stations et de son réseau d'assainissement afin de vérifier l'efficacité du fonctionnement du système d'assainissement.

Cette surveillance se traduit par la mise en place d'équipements au niveau des points caractéristiques de la station d'épuration et du réseau. La mise en place d'équipement aux normes et performant s'étalera sur plusieurs exercices.

Aussi, il est proposé au Conseil municipal la création d'une autorisation de programme pour la réalisation de cette opération.

Il est rappelé qu'un des principes des finances publiques repose sur l'annualité budgétaire.

La procédure des autorisations de programme et des crédits de paiement (AP/CP) est une dérogation à ce principe d'annualité.

Le coût de cette opération est estimé à 60.000 € HT.

Il est proposé de voter une autorisation de programme d'une durée de quatre ans et d'arrêter la répartition des crédits de paiement de la façon suivante :

Budget Assainissement collectif AP 160014 / Supervision et télésurveillance				
DEPENSES				
MONTANT AP HT	**CP 2026 HT**	**CP 2027 HT**	**CP 2028 HT**	**CP 2029 HT**
60.000 €	10.000 €	10.000 €	25.000 €	15.000 €

Après avis favorable du Conseil d'Exploitation en date du 17 avril 2026,

Votre assemblée est invitée à :

- **APPROUVER** le présent rapport,

- **DÉCIDER** l'ouverture de l'autorisation de programme et crédits de paiement (AP/CP) telle que présentée ci-dessus,

- **AUTORISER** Madame la Maire à liquider et mandater les dépenses correspondantes aux crédits de paiement indiqués dans le tableau ci-dessus.

Mme la Maire : Des observations ? Non. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

15 - AUTORISATION DE PROGRAMME ET DE CRÉDITS DE PAIEMENT POUR LA MISE EN SÉPARATIF DU RÉSEAU DE L'AVENUE DE LASSEUBE ET DE L'AVENUE DE PRÉCILHON : CRÉATION

M. BOURI : Il est proposé au Conseil municipal la création d'une autorisation de programme pour la réalisation des travaux de mise en séparatif du réseau de l'Avenu de Lasseube et de l'Avenue de Précilhon. En effet, compte tenu de la longueur de ce réseau et de la nature des travaux à réaliser, la mise en séparatif peut être réalisé par tranche sur trois exercices.

Il est rappelé qu'un des principes des finances publiques repose sur l'annualité budgétaire.

La procédure des autorisations de programme et des crédits de paiement (AP/CP) est une dérogation à ce principe d'annualité.

Le coût de cette opération est estimé à 1.200.000 € HT.

Il est proposé de voter une autorisation de programme d'une durée de trois ans et d'arrêter la répartition des crédits de paiement de la façon suivante :

Budget Assainissement collectif AP 160015 / Travaux de mise en séparatif Avenues Lasseube et Précilhon			
DEPENSES			
MONTANT AP HT	**CP 2026 HT**	**CP 2027 HT**	**CP 2028 HT**
1.200.000 €	200.000 €	500.000 €	500.000 €

Après avis favorable du Conseil d'Exploitation en date du 17 avril 2026,

Votre assemblée est invitée à :

- **APPROUVER** le présent rapport,
- **DÉCIDER** l'ouverture de l'autorisation de programme et crédits de paiement (AP/CP) telle que présentée ci-dessus,
- **AUTORISER** Madame la Maire à liquider et mandater les dépenses correspondantes aux crédits de paiement indiqués dans le tableau ci-dessus.

Mme la Maire : Bien, qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

16 - AUTORISATION DE PROGRAMME ET CRÉDITS DE PAIEMENT POUR L'INSTALLATION D'UN DISPOSITIF DE RELÈVE À DISTANCE : RÉVISION

M. BOURI : Par délibération en date du 9 avril 2018, le Conseil municipal a approuvé une autorisation de programme et crédits de paiement pour l'installation d'un dispositif de relève des compteurs à distance arrêtant l'enveloppe initiale des travaux à 331.000 € et fixant la participation du service de l'assainissement au financement de cette installation à 50 % de son coût.

Par délibération en date du 10 avril 2019, le Conseil municipal a approuvé la révision du montant global de l'autorisation de programme pour le fixer à 766.500 €.

Par délibération en date du 29 juillet 2020, le Conseil municipal a approuvé la révision du montant global de l'autorisation de programme laquelle a été fixée à 870.325 €.

Par délibération en date du 10 février 2021, le Conseil municipal a précisé que les dépenses d'installation de ce dispositif ainsi que les charges de fonctionnement induites seraient prises en charge à parts égales directement par chacun des budgets de l'eau et de l'assainissement.

Par délibération du 12 avril 2024, le Conseil municipal a prorogé l'autorisation de programme d'une année en 2024. Les engagements en cours au 31 décembre 2024 ont été reportés en restes à réaliser. A ce jour, une partie de ces restes à réaliser a été mandatée sur 2025 et les besoins sont couverts par le solde des RAR.

Il est donc proposé de ramener l'enveloppe globale de 870.325,00€ à 849.406,17€, répartie sur les budgets de l'eau et de l'assainissement.

Ainsi, ces autorisations de programme s'établissent de la façon suivante :

Budget Eau Potable AP 2018-01 / Mise en place d'un dispositif de relève à distance			
DEPENSES			
MONTANT AP (Investissement)	**CP 2019-2022 réalisés**	**CP 2023 réalisés**	**CP 2024 réalisés**
424.703,12 €	299.730,20 €	62.255,95€	Mandatés : 57.716,97 € RAR : 5.000,00€

Budget Assainissement AP 2021-01 / Mise en place d'un dispositif de relève à distance			
DEPENSES			
MONTANT AP (Investissement)	**CP 2021-2022 réalisés**	**CP 2023 réalisés**	**CP 2024 réalisés**
424.703,05 €	293.005,19 €	62.255,90€	Mandatés : 64.441,96 € RAR :5.000,00€

Après avis favorable du Conseil d'Exploitation en date du 17 avril 2026,

Votre assemblée est invitée à :

- **APPROUVER** le présent rapport,

- **FIXER** le montant global de l'autorisation de programme après révision à 849.406,17 €, laquelle est répartie sur le budget de l'eau à hauteur de 424.703,12 € et sur le budget de l'assainissement à hauteur de 424.703,05 €,

- **ARRÊTER** les crédits de paiement tels qu'indiqués dans le tableau ci-dessus,

- **AUTORISER** Madame la Maire à liquider et mandater les dépenses correspondantes aux crédits de paiement tels qu'arrêtés.

Mme la Maire : Merci Sami. C'est effectivement un dispositif qui est fort apprécié. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

17a - AFFECTATION DE RESULTATS : BUDGET PRINCIPAL

M. LARTIGUE : Le compte financier unique 2025 fait apparaître :

- Un excédent d'exploitation de.....2.241.683,43 €

- Un déficit d'investissement de..... 1.232.060,10 €
- Un excédent des restes à réaliser de..... 10.412,74 €
  Soit un besoin de financement de.....1.221.647,36 €

Conformément à la règlementation, l'excédent d'exploitation est affecté en totalité en recettes d'investissement du budget 2026 (compte 1068), soit 2.241.683,43 € pour couvrir le besoin de financement 2025 et financer la section d'investissement 2026.

Le déficit d'investissement, soit 1.232.060,10 €, est reporté au 001.

Ouï cet exposé, votre assemblé est invitée à :

- **APPROUVER** l'affectation de résultats de l'exercice 2025 du budget principal de la commune.

Mme la Maire : Merci. Des observations ? Donc qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

17b - AFFECTATION DE RESULTATS : BUDGET DE L'EAU POTABLE

M. BOURI : Le Compte Financier Unique 2025 fait apparaître :

- Un excédent d'exploitation de..... 304.365,25 €
- Un excédent reporté de..... 146.399,92 €
  Soit un excédent d'exploitation cumulé de..... 450.765,17 €

- Un excédent d'investissement de..... 943.898,82 €
- Un déficit des restes à réaliser de..... - 904.099,62 €
  Soit un excédent global d'investissement..... 39.799,20 €

Il est précisé que l'excédent d'exploitation comprend une plus-value de cession pour un montant de 24.120 €.

Conformément à la nomenclature budgétaire et comptable M49, cette plus-value doit être affectée à la section d'investissement en réserves réglementées.

Aussi, il est proposé :

- d'affecter l'excédent d'exploitation en recettes d'investissement du budget 2026, de la façon suivante :

  - Compte 1064 – Réserves réglementées..... 24.120,00 €

  - de reporter le solde de cet excédent en fonctionnement au 002, soit....426.645,17 €

  - de reporter l'excédent d'investissement au 001, soit..... 943.898,82 €

Après avis favorable du Conseil d'Exploitation en date du 17 avril 2026,

Ouï cet exposé, votre assemblé est invitée à :

- **APPROUVER** les affectations de résultats de l'exercice 2025 du Budget de l'eau potable.

Mme la Maire : Merci Sami. Oui?

Mme LADEUIX : Lors du Conseil communautaire du 16 avril, il a été évoqué la situation de l'abattoir et notamment une facture d'eau importante qui n'aurait pas été payée, qui s'élèverait au maximum à 200 000 euros a priori ce qui a été dit.

Je souhaite vous poser plusieurs questions par rapport à ça. Tout d'abord pouvez-vous nous préciser à quelle période correspond cette facture impayée? Ensuite, est-ce que la commission de l'eau a été informée de cette situation à l'époque et à quel moment ? Et enfin ma troisième question, si cette facture aujourd'hui a été régularisée ? et à quel moment ? Compte tenu de l'importance de cette facture, on a besoin d'avoir quand même des réponses claires à ce sujet. Merci.

M. LARTIGUE : Alors c'est un dossier qu'on suit à la Communauté de Communes, vous l'avez dit au niveau de l'abattoir. Ce n'est pas une seule facture de 200 000 euros c'est un cumul sur des exercices précédents qui datent de 3-4 ans en arrière. Il a été mis en place depuis la fin de l'année dernière un plan de redressement sur lequel l'abattoir rembourse auprès de la commune une certaine somme par mois pour à terme apurer la dette. Voilà ce que je peux vous dire.

Mme LADEUIX : Est-ce que le sujet pourra être évoqué à la prochaine commission de l'eau ?

M. SERVAT : Pardon, je profite quand même. Je suis quand même inquiet, on n'est pas là pour débattre de l'abattoir, mais il me semble qu'il va y avoir une plénière et c'est une bonne chose. Il y a déjà eu des financements de la Communauté de Communes qui ont été versés à l'abattoir à hauteur de 500 000 euros, plus 180 000 ou 200 000 euros d'eau, donc on est à 700 000 euros. On voit bien les difficultés de l'abattoir aujourd'hui, ça a été le remboursement parce que c'est de l'argent qui a été versé mais sous condition de remboursement si je me trompe pas, en tout cas l'argent dans la Communauté de Communes. Ça a été versé il y a 2 ans. Il était prévu que …

M. LARTIGUE : Remboursable dans 2 ans.

M. SERVAT : Oui, ça a été fait en plusieurs versements. Il était prévu en remboursement dès 2026 qui a été décalé à 2027 parce que l'abattoir rencontre des difficultés aujourd'hui. Donc l'abattoir doit 700 000 euros si je comprends bien entre la Communauté de Communes et la régie de l'eau.

M. LARTIGUE : Je te propose qu'on en parle un mercredi en séance plénière.

M. SERVAT : C'est un petit peu le lieu parce qu'il y a quand même 200 000 … non mais j'entends que tout le monde râle dès que je prends la parole mais c'est quand même 200 000 euros qui devraient rentrer dans les caisses de la commune !

M. LARTIGUE : Ils vont rentrer ! On n'est pas en train de dire qu'on va s'asseoir dessus.

M. SERVAT : Non mais il y a 15 jours, tu n'étais pas au courant de cette facture. Aujourd'hui tu t'es certainement renseigné…

M. LARTIGUE : Pourquoi tu dis que j'étais pas courant ?

M. SERVAT : Mais parce que tu as dit au Conseil communautaire que tu ne savais pas.

M. LARTIGUE : Ah non …

M. SERVAT : Si. Tu as dit que tu ne savais pas concernant la facture… bon peu importe aujourd'hui puisqu'on peut en parler en commission, Carole nous le dira. Mais est-ce que tu peux nous dire quand même l'étalement qui a été prévu à l'abattoir concernant cette facture ?

M. LARTIGUE : L'étalement, l'échéancier, on le mettra à disposition de la commission de l'eau.

M. SERVAT : D'accord. Donc ce soir on n'en parle pas ? Les Oloronais, c'est public, ils n'ont pas besoin de savoir…

M. LARTIGUE : L'abattoir va rembourser l'eau potable à la mairie d'Oloron, voilà.

M. SERVAT : D'accord. Sous quel délai ?

M. LARTIGUE : Rapidement.

M. SERVAT : D'accord. Merci pour la transparence.

Mme la Maire : Justement, il y a une plénière pour faire toute la transparence et vraiment toute la transparence.

M. SERVAT : On en a vraiment besoin. D'ailleurs je félicite l'élection du nouveau président, c'est une nouvelle surprise.

Mme la Maire : On en a vraiment besoin de toute la transparence et c'est ce qu'on mettra sur la table à la prochaine plénière.

M. SERVAT : D'accord. Sauf que la différence c'est qu'aujourd'hui, on parle de cette facture de 200 000 euros et ça concerne les Oloronais. La plénière et la Communauté de Communes, les Oloronais ne seront pas au courant.

Mme la Maire : On aura des réponses.

M. SERVAT : Ouais, mais ils ne seront pas au courant.

Là aujourd'hui vous avez voulu mettre en place la vidéo ici pour que les Oloronais puissent être au courant de tout ce qui se passe. Nous on pose une question, vous nous dites « vous aurez la réponse en plénière, à la Communauté de Communes ». Je trouve dommage.

Mme la Maire : Mais Madame Carole LADEUIX demande à ce qu'on en parle au Conseil d'exploitation et c'est exactement là que ça sera discuté et on en parlera au prochain Conseil municipal.

M. SERVAT : Donc on en parlera voilà. Je vous remercie. Au prochain Conseil municipal, on pourra...

Mme le Maire : Après le prochain conseil d'exploitation.

M. SERVAT : Très bien, merci beaucoup.

M. VILLALBA : Oui on est en pleine guérilla mon ami ! L'abattoir, ça fait des années, des années qu'il existe à Oloron. Avec des directions différentes, des élus différents, des majorités différentes ! Ce problème de l'abattoir, est-ce qu'on veut supprimer l'abattoir, oui ou non comme à Tarbes ? Donc simplement de dire on a une dette, c'est vrai qu'il y a une dette à l'abattoir de l'eau. Donc ça touche bien sûr le contribuable Oloronais. Mais l'abattoir aussi intéresse le contribuable Oloronais.

Donc qu'est-ce qu'on veut Monsieur Clément ? Est-ce qu'on veut supprimer l'abattoir ? Ou le faire vivre ? Qu'est-ce qu'on veut faire ? Il y a eu plusieurs municipalités et plusieurs directions de la Communauté de Communes. Vous étiez à l'époque...

M. SERVAT : Moi je n'ai jamais siégé à la Communauté de Communes.

M. VILLALBA : Bon mais tes amis y étaient ! Monsieur Daniel LACRAMPE a été président de la Communauté de Communes pendant un mandat.

M. SERVAT : Jusqu'en 2020.

M. VILLALBA : Oui, il y a eu un mandat.

M. SERVAT : Oui, mais ça s'est dégradé.

M. VILLALBA : Et avant aussi, il y avait LUCBEREILH dont la couleur politique, la même que la tienne ! Donc quand même moi ça me tue ça, cette guérilla de prendre des petits points depuis le début. Ça fait depuis 1977 que j'assiste au Conseil municipal d'Oloron. Et en face j'étais des fois dans l'opposition ou des fois dans la majorité. Et on parlait surtout des problèmes de fond. Par exemple comme soulevait Michel ADAM, quand tu soulevais le problème de la salle Palas.

La salle Palas quand on est arrivé de nouveau après votre mandat, on s'est rendu compte qu'il y avait un problème de sécurité qui coûtait 300 et quelques mille euros. On pouvait se contenter aussi de mettre en sécurité et de laisser la vétusté de cette salle pour des années et des années !

On a fait un choix de l'améliorer. Et comme disait Madame la Maire, des associations sont très heureuses.

Et d'autre part Monsieur COUCHINAVE, quand vous dites « Moi, j'ai connu la salle Palas" (comme vous êtes très jeune et moi très vieux), moi, j'ai connu la salle Palas où on arrivait à faire des concerts pour le travailleur Oloronais de 2500 personnes, mais ce qu'il y a l'époque, il fallait mettre un plancher

M. COUCHINAVE : Il y a eu Nicolas SARKOZY aussi qui est venu à la salle Palas !

M. VILLALBA : Mais pas des règles de sécurité qu'il y a à l'heure actuelle ! Et le choix qu'on a fait, c'est de faire une salle pour le sport. C'est un choix, on peut le critiquer, mais c'est un choix.

Mais on ne va pas pour une fois de temps en temps amener un chanteur ou un groupe de chanteurs simplement arriver à refuser le choix que nous avons fait, hein Monsieur COUCHINAVE ?

M. COUCHINAVE : Si je peux me permettre Madame le Maire, moi je suis assez effaré, ça fait un mois et demi que je suis là, alors beaucoup aiment rappeler que je suis jeune. Ça m'est complètement égal et d'ailleurs ce qui est bien avec Monsieur VILLALBA c'est qu'au moins les interventions elles sont groupées.

Mais je suis assez effaré quand même de voir dans chaque discours revenir au mandat d'Hervé LUCBEREILH, au mandat de Daniel LACRAMPE. Je vous assure pour parler à Hervé LUCBEREILH régulièrement il est très flatté. Ça fait plus de 6 ans qu'il a quitté cette enceinte, il est très flatté qu'à chaque fois, à chaque conseil on revienne à sa mandature. C'est qu'il a dû marquer l'histoire de cette ville.

Moi j'aimerais qu'on parle d'avenir. J'aimerais qu'on parle d'avenir et de projets qui concernent le Conseil municipal. Moi je ne suis pas membre du conseil communautaire et je ne vais pas me permettre même si j'ai un avis sur la question de parler en cette instance d'un sujet qui relève de la Communauté de Communes.

Donc moi j'aimerais qu'on mette un tout petit peu d'ordre dans l'ordre du jour et que chacun arrête de parler du passé et du carbone 14 et qu'on parle un petit peu d'avenir, parce qu'effectivement il y a eu des choses, des belles choses, des choses moins bien qui ont été faites par chaque mandature mais il faut regarder un petit peu devant. Alors la question sur l'eau relevait de l'abattoir, mais ensuite le problème plus large de l'abattoir, en quelle année il a été géré, on pourrait revenir aussi sur la mandature de Raymond DIESTE où l'eau n'était pas facturée à l'abattoir.

Enfin on pourrait revenir sur plein de choses, mais il faut parler maintenant d'avenir, parce quand on écoute les Oloronais quand ils nous parlent du Conseil municipal, ils en ont un peu marre quelles que soient les personnes, qu'on revienne au passé et au carbone 14. Voilà.

Mme la Maire : Oui mais quelquefois pour comprendre, une mandature ne commence pas au premier jour et se termine 6 ans après, c'est une histoire en continu et quelquefois justement ça mérite un peu d'éclairage.

Ici c'est un lieu de débat. Effectivement on ne va pas parler de sujets intercommunaux ici mais effectivement l'eau c'est quelque chose qu'on a en commun.

M. DE TRUCHIS : Donc moi je vais te répondre aussi puisque tu veux parler d'avenir, moi je suis d'accord par contre je vais quand même parler de l'abattoir puisque c'est lui qui doit de l'argent.

Il doit de l'argent à la commune, on est bien obligé d'en parler un tout petit peu ici. Donc aujourd'hui je demanderai aux personnes ici qui sont très informées sur ce secteur d'activité, quels sont les abattoirs publics qui sont excédentaires aujourd'hui en France ? Si vous m'en trouvez un, vous m'informez. Vous allez peut-être trouver Saint-Jean-Pied-de-Port et encore parce qu'il y a des privés qui ont aidé à l'intérieur pour qu'ils puissent tourner. Mais c'est le cas par exemple de celui de Mauléon qui ne fonctionne pas et bien d'autres.

Donc aujourd'hui on peut décider de taper sur l'abattoir et dire on tape sur l'abattoir. Je pense que c'est un mauvais procès. On peut aussi taper sur l'équipe qui a été mise en place puisque je sentais un peu de doute dans ce qui a été dit. Tout à l'heure vous félicitiez le président mais on connaît le ton sur lequel ça a été dit.

Donc aujourd'hui il y a une équipe qui est diverse, qui est variée, qui représente je pense à peu près toutes les couleurs qu'il peut y avoir dans la campagne et dans les campagnes, dans les personnes qui sont présentes à l'abattoir et donc on est prêt à fonctionner et à travailler en transparence.

Il va falloir en effet se dire qu'il y a eu des avances qui ont été faites, par des facilités au niveau de l'eau ou d'autres facilités, voir comment les régler, les régler intelligemment et en regardant l'avenir parce que cet abattoir, ce n'est pas seulement les paysans qui en ont besoin ce sont aussi les consommateurs qui sont au bout.

Donc je pense que le sujet là tout de suite est clos. Oui, il va y avoir une reprise des informations, on vous l'a dit tout à l'heure sur les questions de l'eau en plénière, sur les questions d'eau et par contre on mènera sur l'abattoir le travail qui doit être mené pour qu'il puisse payer ses factures là. Et après je ne vois pas le pour aller plus loin.

Mme la Maire : De toute façon les impayés de l'eau, qu'ils soient de l'abattoir, d'une entreprise ou d'un particulier, ils sont gérés par le trésorier. Donc il y a un échéancier comme l'a dit Stéphane qui

a été mis en place et il va suivre son cours. En conseil d'exploitation, vous demanderez plus de précisions et ce sera le lieu pour le faire. Je vous remercie.

Mme la Maire : C'est toujours sur le même sujet ?

M. SERVAT : Ah non, c'est sur un autre sujet. Je peux intervenir ?

Mme la Maire : Oui.

M. SERVAT : Donc je voudrais revenir sur les propos de Raymond VILLALBA. Raymond, à ta place je resterais quand même prudent sur le mot que tu as utilisé, le terme « guérilla » parce qu'il est pas du tout adapté au débat que l'on a ici, y compris si on n'est pas d'accord, si parce que franchement moi j'ai une pensée pour toutes les personnes qui ont fait la guérilla comme tu dis. Mon arrière-grand-père, mais lui qui n'est pas revenu des camps de concentration et tu ne peux pas parler de guérilla ici ce soir. Ce n'est pas parce qu'on n'est pas d'accord …

Mme la Maire : On va reprendre sur un autre ton.

M. SERVAT : Dis que c'est une guéguerre politique, une guéguerre de débat, une guéguerre hein, mais pas de guérilla s'il te plaît.

Mme la Maire : Donc je vais mettre au vote cette affectation de résultats pour le budget de l'assainissement. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. Non c'était sur l'eau potable.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

17c - AFFECTATION DE RESULTATS : BUDGET DE L'ASSAINISSEMENT

M. BOURI : Le Compte Financier Unique 2025 fait apparaître :

- Un excédent d'exploitation de.....175.513,43 €
- Un résultat antérieur reporté de..... 0,00 €
  Soit un excédent d'exploitation cumulé de..... 175.513,43 €

- Un excédent d'investissement de.....566.165,38 €
- Un déficit des restes à réaliser de..... - 442.330,25 €
  Soit un excédent global d'investissement de..... 123.835,13 €

Il est proposé de :

- reporter l'excédent d'exploitation en fonctionnement au 002, soit 175.513,43 €.

- reporter l'excédent d'investissement au 001, soit 566.165,38 €.

Après avis favorable du Conseil d'Exploitation en date du 17 avril 2026,

Ouï cet exposé, le **CONSEIL MUNICIPAL**, **à l'unanimité,**

- **APPROUVE** les affectations de résultats de l'exercice 2025 du Budget de l'assainissement.

Mme la Marie : Merci Sami. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

18 - VOTE DES TAUX FISCAUX POUR L'ANNEE 2026

Mme la Maire : Le Conseil municipal est informé que l'état 1259 comportant les bases prévisionnelles, les produits prévisionnels de référence, les allocations compensatrices et mécanismes d'équilibre des réformes fiscales a été transmis par la Direction Départementale des Finances Publiques.

Il est rappelé qu'à compter de 2023, le taux de taxe d'habitation, figé de 2020 à 2022, est à nouveau voté par les conseils municipaux. Cette taxe concerne les résidences secondaires, les locaux meublés non affectés à l'habitation principale et, sur délibération, les logements vacants depuis plus de deux ans.

Il est rappelé que la taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV) a été mise en place sur la commune par délibération du Conseil municipal en date du 25 juin 2014.

Il est proposé de reconduire pour 2026 les taux de taxes directes locales au niveau fixé en 2025, soit :

- Taxe d'habitation : 10,17 %
- Taxe sur le foncier bâti : 30,71 %
- Taxe sur le foncier non bâti : 33,96 %

Vu les articles 1636 B *sexies* à 1636 B *undecies* et 1639 A du code général des impôts,

Ouï cet exposé, votre assemblée est invitée à :

- **DÉCIDER** de fixer les taux communaux pour l'année 2026 comme suit :
  - Taxe d'habitation : 10,17 %
  - Taxe sur le foncier bâti : 30,71 %
  - Taxe sur le foncier non bâti : 33,96 %

- **CHARGER** Madame la Maire :
  - de notifier cette décision aux services préfectoraux
  - de transmettre l'état 1259 complété à la Direction Départementale des Finances Publiques, accompagné d'une copie de la présente décision.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie

Le rapport est adopté à l'unanimité.

19a - ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2026 – BUDGET PRINCIPAL

M. LARTIGUE : Le Budget Primitif 2026 comprend deux sections équilibrées en dépenses et en recettes :

SECTION INVESTISSEMENT	12.768.560,00 €
SECTION FONCTIONNEMENT :	14 468.812,00 €

I. SECTION INVESTISSEMENT

→ **Dépenses**

Elles sont réparties comme suit :

Amortissements capital des emprunts :	1.370.000,00 €
Opérations et subventions d'équipement (dont RAR : 1.772.682,26 €) :	8.717.997,26 €
Valorisation des travaux en régie :	250.000,00 €
Diverses opérations financières (dont RAR : 200,00) :	1.102,64 €
Amortissement des subventions d'investissement :	25 000,00 €
Opérations patrimoniales :	1.172.400,00 €
Report négatif N-1 :	1.232.060,10 €
TOTAL :	**12.768.560,00 €**

→ **Acquisitions et travaux**

Les principales propositions nouvelles concernent les opérations ci-après, étant précisé que les montants mentionnés reprennent les restes à réaliser s'il en existe sur les programmes existants :

AMENAGEMENTS

Régénération du patrimoine arboré (dont RAR : 3391.20 €) :	78.391,20 €
Plantations (dont RAR : 1785 €) :	16.785,00 €
Embellissement des cimetières :	30.000,00 €

EDUCATION

Renaturation des cours d'école (AP/CP) :	60.000,00 €
Travaux écoles :	
Préau Saint-Cricq :	100.000,00 €
Etudes / AMO : Ecole St Cricq :	15.000,00 €
PPMS :	45.000,00 €
Divers (dont RAR : 22.772,83 €)	62.772,83 €
Matériel informatique écoles (dont RAR : 1980 €) :	22.980,00 €
Matériel écoles :	11.000,00 €

SPORT

Petit matériel :	28.000,00 €

Piste Athlétisme (AP/CP) :	50.000,00 €
Terrains de foot synthétiques - MO (dont RAR : 27.332,64 €) :	2.005.332,64 €
Saut en hauteur (Tartan) :	65.000,00 €
Salle Palas (AP/CP - RAR) :	4.611,24 €
Plaine des sports :	
Aménagement accès tennis	5.000,00 €
Mains courantes	5.000,00 €
Etude club house de foot	13.000,00 €
Réseau hydraulique Scohy	60.000,00 €
Vestiaires de la Mielle	13.500,00 €
Etanchéité Bâtiment « Amicale Laïque »	30.000,00 €
Divers RAR :	143.161,29 €

DEMOCRATIE PARTICIPATIVE

Budget participatif (dont RAR : 47.818,85 €) :	107.818,85 €

TRANSITION ENERGETIQUE - ENVIRONNEMENT

Programme éclairage public (dont RAR : 15.679,92 €) :	120.679,92 €
Changement chaudières (dont RAR : 21.750 €) :	51.750,00 €
Etudes et travaux divers (dont RAR : 113.345,90) :	131.345,90 €
Reboisement ONF :	25.000,00 €

PVD / URBANISME

Acquisitions foncières (dont RAR : 325 €) :	514.325,00 €
Subventions façades (RAR) :	98.457,95 €
Opération façades (AP/CP) :	60.000,00 €
OPAH-RU (dont RAR 53.500 €) :	74.500,00 €
Aménagement d'un tiers lieu (AP/CP – RAR) :	242.429,57 €
Logements locatifs (AP/CP) :	31.145,00 €

BATIMENTS

Bâtiments divers (dont RAR : 194.305,16 €)	391.804,76 €
Mise aux normes incendie :	25.000,00 €
Menuiseries – Programme TEPCV (RAR) :	47.751,62 €
Centre technique municipal (dont RAR 5.832€) :	205.832,00 €
Aménagement de la mairie :	56.400,00 €
Accessibilité aile nord cité administrative (dont RAR : 225.455,12 €) :	300.455,12 €
Mise aux normes accessibilité des bâtiments :	20.000,00 €
Eglise Saint-Pée (RAR) :	77.532,79 €
Chapelle/Pigeonnier de Légugnon (dont RAR 27.096 €) :	46.896,00 €
Maison Combellas - mise en sécurité :	500.000,00 €
Eglise Sainte-Croix :	42.000,00 €
Bâtiment Laulhère :	30.000,00 €
Accueil de jour :	100.000,00 €

CADRE DE VIE

Mobiliers urbains :	25.000,00 €

Programme Voirie (dont RAR 175.021,09 €) :	660.021,09 €
Signalisation horizontale :	25.000,00 €
Signalisation verticale (dont 109,42 €) :	25.109,42 €
Enfouissement réseaux divers (dont RAR : 44.952,87 €) :	64.952,87 €
Aménagement de voirie :	15.000,00 €
Voie Vélo Oloron/Soeix (RAR) :	52.556,00 €
Plan de circulation :	36.000,00 €
Réhabilitation rue d'Aspe AP/CP (dont RAR : 26.755,58 €) :	276.755,58 €
Cimetière Sainte-Croix :	15.000,00 €
Renouvellement Urbain : Avenue Sadi-Carnot :	370.000,00 €
Réhabilitation Pont Laclau :	367.000,00 €

MATERIELS ET EQUIPEMENTS DIVERS

Matériels Administration divers :	30.000,00 €
Vidéoprotection :	25.000,00 €
Outils numériques (dont RAR : 41.555,31 €) :	101.555,31 €
Matériels techniques divers (dont RAR : 2.546,50 €) :	68.546,50 €
Acquisition véhicules (dont RAR : 8.432,09 €) :	322.432,09 €
Matériel manifestations :	28.000,00 €

→ **Recettes**

Elles sont réparties comme suit :

Subventions (dont RAR 1.783.265 €) :	2 176 816,00 €
Emprunts :	4 682 000,00 €
FCTVA :	850 000,00 €
Taxe d'aménagement :	30 000,00 €
Excédent de fonctionnement capitalisé :	2 241 683,43 €
Dépôt et cautionnement :	902,64 €
Cessions d'immobilisations :	30 524,93 €
Dotations aux amortissements :	510 000,00 €
Virement de la section de fonctionnement :	1 074 233,00 €
Opérations patrimoniales :	1 172 400,00 €
TOTAL :	**12 768 560,00 €**

II. SECTION FONCTIONNEMENT

→ **Dépenses par nature**

011 – Charges à caractère général :	3 192 426,00 €
012 – Charges de personnel :	7 099 000,00 €
014 – Atténuations de produits :	180 000,00 €
65 – Charges de gestion courante :	2 085 153,00 €
66 – Charges financières :	313 000,00 €
67 – Charges spécifiques :	10 000,00 €
68 – Dotation aux provisions :	5 000,00 €
042-68 – Dotations aux amortissements :	510 000,00 €
023 – Virements à la section d'investissement :	1 074 233,00 €

TOTAL :	**14 468 812,00 €**

011- Charges à caractère général

Les charges à caractère général sont stables par rapport au budget 2025 (-0,44%). Ce poste absorbe notamment les fluides (électricité, gaz, eau) qui sont estimés à la hausse par rapport au budget précédent.

012 – Charges de personnel

Les charges de personnel sont estimées à 7.099.000 € et sont en augmentation de 0,70 % par rapport au budget 2025.

65 – Charges de gestion courante

Les autres charges de gestion courante diminuent de 1,34 % par rapport au budget 2025.

66 – Charges financières

Ce chapitre est en diminution de 5,61 % par rapport au budget 2025.

→ **Recettes par nature**

70 – Produit des services du Domaine :	491 500,00 €
73 – Impôts et taxes :	5 146 807,00 €
731 – Fiscalité locale :	6 510 275,00 €
74 – Dotations et participations :	1 388 175,00 €
75 – Autres produits de gestion courante :	548 355,00 €
013 – Atténuation de charges :	88 500,00 €
76 – Produits financiers :	200,00 €
77 – Produits spécifiques :	20 000,00 €
72-042 – Production immobilisée :	250 000,00 €
777-042 – Amortissement des subventions d'investissement :	25 000,00 €
TOTAL :	**14 468 812,00 €**

70 – Produits des services du Domaine

Ce chapitre comprend les coupes de bois mais également le versement par les budgets annexes du coût du personnel mis à disposition de ces services.

72 – Production immobilisée

Les travaux en régie, qui permettent de valoriser le travail de nos équipes, sont estimés à 250.000 €.

73 – Impôts et taxes

Ce chapitre reprend principalement l'attribution de compensation reversée par la CCHB d'un montant de 5.071.275 € et le FNGIR pour 75.532 €.

731 – Fiscalité locale 6.510.275,00 €

→ Dont fiscalité directe (TF, TFNB, THLV, THRS) : 5 732 117,00 €

Les taux d'imposition des taxes sur le foncier ne connaîtront pas d'évolution en 2026 et restent à hauteur de :

→ Taxe sur le foncier bâti : 30,71 %
→ Taxe sur le foncier non bâti : 33,96 %
→ Taxe d'habitation : 10,17 %.

→ Divers :

Taxe sur l'électricité :	255 000,00 €
Taxe additionnelle aux droits de mutation :	353 000,00 €
Droits de place :	38 000,00 €
Autres :	132 158,00 €

74 – Dotations et participations

Ce chapitre qui comprend notamment la DGF et les compensations d'exonérations fiscales est en forte baisse (-17,69 %), notamment suite à une diminution importante de la dotation forfaitaire.

75 – Autres produits de gestion courante

Ce chapitre concerne principalement la location de bâtiments, les redevances des fermiers et des produits divers de gestion, le versement d'indemnités dans le cadre de sinistres. Il est précisé que le versement de WWF intervenant dans le cadre de la convention sur la forêt est arrivé à son terme en 2025. Aussi, nous constatons une baisse sur chapitre, estimée à -14,71 %.

M. COUCHINAVE : Merci beaucoup Madame le Maire.

Avant de commencer sur les observations et les remarques que j'ai sur votre budget, je souhaite remercier les services parce que quand on a travaillé dans les collectivités que ce soit dans les services ou en cabinet, on sait que construire un budget ce n'est pas simple et surtout avec un temps aussi court donc à mon tour de les remercier comme l'a fait Monsieur LARTIGUE qui lui aussi sait comment construire un Budget puisqu'il travaille à Orthez et non pas à Soustons.

Non plus sérieusement, et là je pense que vous allez moins rigoler, ce budget à mes yeux il est insincère, irresponsable et surtout révélateur de l'amateurisme avec lequel vous l'avez construit. On est très loin du document ou du budget rigoureux, fiable et structurant pour l'avenir de la commune.

Les chiffres, ils parlent d'eux-mêmes. On a parlé l'autre jour au Débat d'Orientation Budgétaire, bien que tout ça ait disparu du document aujourd'hui, 16 millions d'euros d'endettement prévus alors même si tout n'est pas réalisé on arrivera très certainement à 15 millions.

Une épargne nette inférieure à 200 000 euros aujourd'hui on découvre qu'elle serait 1,3 million, vous avez trouvé 1 million d'euros en 15 jours, c'est ce qui est écrit dans la note du budget avec un autofinancement prévu à 1,3 million. Peut-être que c'est un mauvais copier-coller de l'année dernière ? mais en tout cas c'est ce qui est marqué et c'est d'autant plus surprenant parce que vous avez revendiqué votre expérience, la continuité durant toute la campagne électorale.

Moi, j'ai nettoyé et vidé ma permanence électorale et puis j'ai retrouvé un programme d'une couleur rose. Alors bon, il y avait 2 phrases, je me suis amusé à le regarder un petit peu hier soir et ce matin. « Je suis entourée, (ça c'est vos mots Madame le Maire), d'une équipe motivée responsable déterminée et compétente. Je ne ferai pas de jugement de valeur sur les individus et sur votre équipe ». Par contre à l'avant dernière page « osez une ville qui gère son budget avec ambition et responsabilité ». Le programme que vous tenez dans les mains est méticuleusement chiffré, son financement est assuré. Ça fait 15 jours, on n'a toujours pas eu d'explication sur comment vous allez financer les 26 millions d'euros sans augmenter l'endettement et sans augmenter la dette.

Et puis il sera financé chaque année par notre épargne nette que nous maintiendrons à son niveau élevé. Vous l'avez divisé quasiment par 4, mais vous allez la maintenir à son niveau élevé et notre emprunt qui restera modeste afin de ne pas augmenter notre dette.

Alors ça fait un peu plus d'un mois que vous êtes aux manettes Madame le Maire et ce programme-là, vous ne le respectez déjà pas et vous ne tenez déjà pas vos promesses. C'est très inquiétant.

Et donc vous serez jugée Madame le Maire à l'aune de ce programme et à l'aune de vos promesses électorales. Et aujourd'hui, on remarque qu'après un mois, vous ne les tenez déjà pas.

Toutes les collectivités de France font des efforts sur le fonctionnement. Même un vice-président en finances à la Communauté de Communes qui défend des efforts de fonctionnement à la place de Jaca, mais ici à la mairie, il ne le fait pas.

C'est extrêmement préoccupant, le chapitre 011, il augmente de 200 000 euros en 15 jours, là aussi. Au départ d'orientation budgétaire, on était à 2,9 millions, on monte aujourd'hui à 3,1 millions me semble-t-il, avec des choses extrêmement étonnantes.

Quand on va un peu dans le détail du budget, sur les carburants, c'est l'article ou le chapitre 66122, vous prévoyez une hausse seulement de 3 000 euros par rapport au budget de l'année dernière, en tout cas à ce qui a été réalisé, 3 000 euros alors que tous les experts internationaux sur toutes les chaînes de télévision là toute la journée nous disent que le prix du carburant n'est pas près de baisser mais vous augmentez que de 3 000 euros. Je ne sais pas si vous allez acheter des trottinettes électriques ou des vélos électriques à nos agents des espaces des services techniques et des espaces verts mais là c'est extrêmement interrogatif. Moi je m'interroge. Pourquoi 3 000 euros sur ce chapitre-là ? On va certainement avoir une DM en septembre parce que vous vous serez rendu compte que vous aviez mal prévu etc, c'est irréaliste et c'est insincère et il n'y a aucun effort qui est fait sur le fonctionnement.

Donc ça c'est pour les charges à caractère général mais si on va aussi au 012. Aucune augmentation de prévue alors que vous allez nous annoncer ce soir dans l'avant dernière ou la dernière délibération la création d'un poste d'ingénieur au sein des services techniques on y reviendra plus en détail tout à l'heure alors que vous n'avez pas annoncé encore une fois cette

création de poste au rapport d'orientation budgétaire. Ce n'était pas marqué, on l'a appris quand on a reçu le dossier du Conseil municipal il y a quelques jours.

Sur les investissements, c'est pareil, les autres collectivités, elles agissent avec prudence, elles conditionnent leurs projets à l'obtention des subventions et elles priorisent. Vous vous lancez toutes les opérations sans aucune visibilité, sans aucun arbitrage et stratégie claire. Je ne vais pas refaire le discours que j'ai pu tenir il y a 15 jours au débat d'orientation budgétaire, mais encore une fois, il n'y a pas de cap ni vision d'avenir ni aucune cohérence et ni aucune priorité dans ce budget.

Moi je vois encore une fois une liste à la Prévert. Alors on a échappé ce soir au discours de chaque adjoint, mais Monsieur LARTIGUE s'est encore prêté à cet exercice. La sécurité, la grande absente de ce budget, vous n'en avez pas parlé. Nos enfants, on a eu la renaturation des cours d'école. Pour l'éducation et nos écoles, politique éducative et familiale structurée. Le logement : des réponses largement insuffisantes, j'ai pu en parler aussi sur l'opération façade, vous cherchez à contenter tout le monde sans jamais prioriser ni assumer vos choix.

On avait entendu parler d'Emmanuel MACRON comme un Mozart de la finance, chacun a vu ce que cela a donné, mais ici on est face à autre chose, vous êtes la Gérard MAJAX de la finance, la dette ça n'existe pas. Les difficultés financières, elles peuvent disparaître d'un tour de passe-passe et puis les impôts, on les augmentera plus tard l'année prochaine et vous vous plongez en réalité dans l'inconnu et vous voulez entraîner avec vous l'ensemble des Oloronais.

Et bien ça sera sans moi. Je voterai contre ce budget pour toutes ces raisons. La seule promesse financière que vous avez tenue, c'est de donner le poste de la vice-présidence de la commission des finances à l'opposition. C'est la seule promesse que vous avez tenue, c'est un bon début.

J'attends vraiment le travail de la DGFIP et l'audit qu'elle fera sur ce qui s'est passé pendant le dernier mandat. C'est important même s'il ne faut pas y revenir toutes les 2 minutes, et surtout sur la prospective sur notre capacité à investir.

Parce que la réalité, c'est que vous réalisez sans faire d'efforts sur le fonctionnement. Monsieur LARTIGUE vous me demandiez la dernière fois comment je comptais financer les 26 millions d'euros d'investissement. Moi je voulais vous le dire très clairement, faire des efforts dans le fonctionnement comme toutes les collectivités sont en train de le faire pour maintenir une capacité d'investissement. Vous ne faites pas de choix, le seul choix que vous faites c'est endetter aujourd'hui pour augmenter les impôts demain et c'est la stricte réalité. Je veillerai en commission des finances et je veillerai à ce que le travail de la DGFIP soit présenté en Conseil municipal parce que c'est important aussi que les Oloronais aient conscience de ça pour connaître réellement nos marges de manœuvre pour le mandat qui vient et ne pas sauter dans l'inconnu. Je voterai donc contre ce budget. Je vous remercie.

Mme la Maire : D'autres observations ? Oui Michel.

M. ADAM : D'abord nous remercions également et nous nous associons aux remerciements à l'attention des services parce qu'on sait qu'effectivement les périodes post-électorales sont compliquées pour mettre en place un budget. Même s'il est préparé avant les élections pour la plupart.

En fait, ce budget confirme ce que nous avons dit depuis le début du mandat. Un fossé se creuse entre vos annonces et la réalité financière de la commune. Vous affichez 8,7 millions d'euros d'investissement cette année et pour les payer, vous allez utiliser 54% d'emprunt, du jamais vu. Et vous omettez soigneusement de préciser que cette politique portera l'encours de la dette au-delà des 16 millions d'euros dès cette année. Soyons clairs, vous êtes en train de préparer une double peine. Plus de dettes aujourd'hui, plus d'impôts demain.

Comme nous l'avions déjà dénoncé lors de la campagne électorale, vous avez présenté une situation embellie avant les élections. Aujourd'hui, la réalité apparaît et elle est bien plus contrainte. Résultat, dès cette année, vous engagez plus de 8 millions d'euros, dont la moitié, plus de la moitié même à crédit. Ce n'est pas une stratégie financière, c'est une fuite en avant.

Quelques points précis appellent des réponses. Je ne reviendrai pas sur le montant de l'épargne, qui évolue d'un 1 million en 15 jours. Vous inscrivez 500 000 euros pour la démolition de la maison Combellas. Or le legs, impose que le premier étage soit dédié à l'exposition des œuvres de Monsieur COMBELLAS. Avant toute démolition, une autorisation judiciaire n'est-elle pas nécessaire ? Si oui, a-t-elle été demandée ? A quelle date ?

Aucun crédit n'apparaît pour la réfection du toit de l'école du Marcadet pourtant estimé à 300 000 euros il y a 2 ans, et rappelons que son état a contraint pour raison de sécurité, au déménagement de la Calendreta à Legugnon.

Même silence sur le mur de Bellevue, dont la dégradation fait peser un risque quotidien sur les élèves des cordeliers. Vous prévoyez 485 000 euros pour la voirie, alors même que vous avez annoncé que vous projetiez, sauf erreur, 8 millions d'investissements pendant le mandat. Où est la cohérence ?

Vous intégrez 514 000 euros au profit de l'EPFL pour l'achat du belvédère sans aucune mention concernant l'aménagement des 2 sous-sols qui pourtant étaient chiffrés dans le projet initial.

Nous regrettons la faiblesse des crédits alloués à l'opération façades, à l'OPAH-RU, qui ne sont pas de bons signaux à destination des investisseurs.

Enfin sur la méthode, lors du débat d'orientation budgétaire, nous avons demandé les éléments suivants : Un PPI détaillé et phasé, le détail des 26 millions d'euros d'opérations, une trajectoire d'épargne sur le mandat, une projection claire du ratio de désendettement.

Nous n'avons reçu aucune réponse. Dans ces conditions, absence de transparence, que vous avez avoué entre autres en disant que vous n'étiez pas sûr de pouvoir assumer l'intégralité de votre budget d'investissement, et que si un certain projet n'était pas réalisé, bien ce serait parce que vous n'arriverez pas à les financer.

Fuite financière donc, fuite en avant qui semble dictée par la crainte d'un retour prochain devant les électeurs. Nous ne voterons pas ce budget pour ces raisons-là. Je vous remercie.

Mme la Maire : Merci. Donc on est unanime sur une chose, c'est les remerciements au service et je m'y associe aussi parce que je ne l'ai pas encore fait. Je remercie les services d'avoir travaillé rapidement et ensemble sur l'élaboration de ce projet. Alors c'est de bonne guerre, d'un côté on dépense trop, mais de l'autre pas assez pour les toitures, le logement, la sécurité, les façades, c'est de bonne guerre.

On a fait d'autres choix on les assume je vais laisser la parole à Stéphane qui va certainement répondre à certaines de vos questions.

Pour ce qui est de la présentation par le trésorier je l'ai encore vu ce matin, il me dit ne pas être en capacité de venir avant le mois de juin mais je crois que ça on en avait déjà parlé. Mais il est toujours question évidemment qu'il vienne à notre rencontre.

M. LARTIGUE : Merci Marie-Lyse. Alors je ne sais pas si je vais répondre à toutes vos questions. Je vais les prendre une par une. Concernant le budget, rappeler que c'est un document prévisionnel. Comme on dit, c'est à la fin du bal qu'on paye les musiciens. Aujourd'hui on est sur des ouvertures de crédits. Ça ne veut pas dire qu'on va tout réaliser. Ça c'est la première des choses que je voulais vous apporter.

On a 8 millions d'euros d'investissement qui sont prévus sur cet exercice 2026. Je rappelle ce que j'ai dit au niveau du rapport d'orientation budgétaire : 8 millions c'est un tiers de ce qu'on a imaginé sur 6 voire 7 ans, donc il faut rester mesuré sur la trajectoire, rappeler que la gestion d'une commune ce n'est pas linéaire et qu'il peut y avoir des exercices où on fait beaucoup de choses et d'autres moins. Il faut appréhender en tout cas cette trajectoire sur plusieurs années, la première des choses que je voulais vous dire.

Vous dites qu'on ne fait pas d'efforts sur le fonctionnement. Je l'ai peut-être mal exprimé tout à l'heure, par rapport à l'exercice 2025, la section de fonctionnement va baisser de 1.35%. Donc dans une période où l'inflation remonte, peut-être qu'on n'aura plus de carburant bientôt, donc effectivement il y aura une pénurie cet été et nos voitures rouleront plus, aujourd'hui on essaye en tout cas de contenir et on y est arrivé jusqu'à présent on essaye de contenir nos dépenses courantes et pas faire n'importe quoi.

Vous n'aimez pas qu'on parle du passé mais rappeler quand même sur le précédent mandat de 2020 en 2026 nous avons réalisé 26 millions d'euros d'investissement pour une dette qui a été contenue et maintenue au niveau auquel elle était quand nous avons pris les commandes en 2020.

Alors faire peur, c'est bien, vous pouvez continuer à faire peur. Nous en tout cas, on n'exprime pas en tout cas une grande crainte là-dessus. On a une certaine expérience en la matière et on peut vous affirmer dès à présent qu'effectivement il y a des personnes compétentes autour de la table et je remercie mes collègues de nous accompagner là-dedans.

Effectivement on a peut-être un exercice qui est supérieur à ce qu'il était prévu peut-être si on avait gardé une trajectoire linéaire. Il est important aussi pour la commune, pour les administrés d'avoir une collectivité qui investit et qui fasse rayonner notre commune à la fois pour ses habitants mais pour aussi ses futurs habitants.

Il est important aussi pour le tissu économique local qui souffre aujourd'hui, je pense au BTP, je pense aux bâtiments et aux travaux publics qui compte en tout cas sur les collectivités pour avoir des carnets de commandes. Il est important aussi qu'on puisse continuer, nous collectivités, à assurer ça sur notre territoire. Ça me paraît important.

Michel, tu as évoqué 485 000 euros de voirie, je le rappelle parce que je l'ai dit tout à l'heure, avec des restes à réaliser on était à 660, je mets dedans 370 000 euros pour la rue Sadi Carnot qui est de la voirie et 276 000 euros sur la rue d'Aspe, on est 1,3 million. Donc on n'est pas très loin de ce qu'on avait annoncé également.

On verra les autres années, on verra quant aux documents. Ils sont en cours de travail. Sur le PPI, sur la prospective pour les futures années, nous avons actionné la commission finances le 21 ou 22 avril. La prochaine date est fixée début juin. Lors de cette séance seront présentés les documents que vous avez demandé. Voilà ce que je peux répondre et on ne sera pas d'accord.

M. COUCHINAVE : oui merci. Sur le fonctionnement, j'ai du mal à comprendre parce que j'ai la note du BP du CA de l'année dernière, enfin du compte financier unique, charge à caractère général de ....

M. LARTIGUE : Non, je parle de BP à BP, parce que le Compte Administratif on ne l'a pas encore. Si on veut comparer les choses c'est de BP à BP.

M. COUCHINAVE : D'accord. Bon en tout cas, il y a 15 jours on était à 2,9 millions dans le rapport d'orientation budgétaire et aujourd'hui on est à 3,1 millions. Vous avez été incapable d'expliquer pourquoi cette augmentation, enfin si : l'énergie. Mais le carburant, ce qui va augmenter le plus a priori, on augmente que 3000 euros. C'est le chapitre que j'ai indiqué tout à l'heure.

Sur les charges de personnel également elle n'augmente pas d'une année à l'autre alors que vous avez, vous allez nous demander d'autoriser la création d'un poste d'un ingénieur technique au sein de la direction des services techniques qui n'était pas dans le rapport d'orientation budgétaire. Vous pouvez nous accuser de faire peur ...

M. LARTIGUE : Vous l'avez déjà dit ça tout à l'heure.

M. COUCHINAVE : D'accord mais vous n'avez pas répondu. Vous pouvez nous accuser de faire peur, de crier au loup, on verra bien au compte financier unique. Mais quand c'est flou, c'est qu'il y a un loup. Et excusez-moi de vous dire que depuis 15 jours, tout est flou. Le rapport d'orientation budgétaire est un rapport insincère, vous n'avez pas présenté les éléments légaux, les chiffres changent d'une semaine à l'autre, on était à 198 000 euros d'épargne nette on passe à 1,3 millions. Gérard MAJAX, POUM ! 1 million d'épargne nette ...

M. LARTIGUE : je ne peux pas laisser dire ça. Là on parle de choses différentes. L'autofinancement qui est généré par l'année. C'est différent de l'épargne nette. Je vous expliquerai en commission finances.

M. COUCHINAVE : Je n'ai pas besoin de cours, mais en tout cas, l'autofinancement que vous indiquez Monsieur LARTIGUE, l'épargne nette c'est ce qui permet de financer les investissements.

Vous avez été incapable de nous expliquer comment vous allez financer votre programme, quels efforts vous alliez faire. Toutes les collectivités font des efforts que même celles qui sont de votre couleur politique, et ici on n'en fait pas, rien ne baisse, il y a aucune stratégie pour la baisse des dépenses publiques, on endette donc on peut, vous pouvez nous accuser de crier au loup, mais s'il y avait eu des explications plus claires, peut-être qu'on n'aurait pas tenu ce discours. En tout cas, ça fait 15 jours, vous êtes dans l'incapacité de nous expliquer comment vous allez financer votre programme, que l'exécution du budget soit différente que ce qui est prévu au BP, tout le monde est au courant ici. Mais en tout cas ce que vous nous présentez aujourd'hui, et ce que vous nous demandez de vous autoriser à dépenser dans l'année, puisqu'en réalité c'est pour ça

qu'on est là ce soir, c'est vous autoriser ou pas à dépenser ce budget-là. Nous la copie en tout cas pour moi, elle ne me va pas.

Donc vous pouvez nous accuser de crier au loup, mais apportez-nous des explications. On ne demande que ça depuis 15 jours, vous avez été dans l'incapacité de nous les donner. Donc c'est facile de nous dire « oui mais vous ne savez pas choisir dans les investissements », les investissements on ne les remet pas en cause. C'est la gestion communale qu'on remet en cause. Et notamment dans le fonctionnement.

Mme la Maire : Rien ne baisse d'une part, mais d'autre part, vous nous proposez que des augmentations dans différents domaines...

M. COUCHINAVE : Moi je vous propose de faire un travail sur le fonctionnement aussi, mais quand vous voulez, et je vous assure qu'il va baisser. Moi je l'assume pleinement.

M. LARTIGUE : Je le redis, le fonctionnement baisse de 1,35% par rapport au budget de l'an dernier. Alors ce n'est peut-être pas assez, et on verra après. Ça ne vous empêche pas que même si les crédits sont ouverts, de faire des efforts tous les jours et de ne pas consommer 100% des crédits. Ça c'est un travail de tous les jours.

M. ADAM : Bien oui. Juste une question pour essayer de mieux comprendre. C'est parce qu'on ne veut pas parler du montant de l'épargne nette que l'on parle d'autofinancement ? Parce que le montant de l'épargne nette on n'en parle plus.

M. LARTIGUE : Non. L'épargne nette c'est ce qui va rester en fin d'exercice. L'autofinancement c'est ce qu'on génère dans l'année et tu le verras sur la section d'investissement, c'est une recette qui apparaît dans la section d'investissement.

M. ADAM : Ça je suis d'accord, mais je n'ai jamais vu jusqu'à présent que l'on parle d'autofinancement. Alors je me demande, est-ce que c'est pour ne plus parler de l'épargne ? Comme on n'en parle pas et que ce n'est plus cité dans un rapport...

M. LARTIGUE : Non pas du tout. L'épargne apparaît au compte financier unique car on aura la réalité des choses. Mais vous avez raison là pour le coup, elle sera inférieure à ce qu'elle était jusqu'à présent. Je vous rappelle les baisses des dotations de l'état de 300 000 euros ...

M. ADAM : Elle sera bien à 189 000 euros.

M. LARTIGUE : non je ne peux pas te le dire aujourd'hui puisque ça dépendra de l'année de l'exercice.

M. ADAM : Donc ce qui était annoncé au débat d'orientation budgétaire n'était pas sincère.

M. LARTIGUE : Ce n'est pas une histoire de sincérité. Quand est-ce qu'on analyse une épargne nette ? C'est quand on a réalisé les opérations au CFU. Je ne peux pas te dire mieux. Sinon c'est que des estimations.

M. SERVAT : Oui, merci de me donner la parole. Moi je partage complètement toutes les interrogations qui ont été faites concernant ce budget.

Ce que je constate ce soir, c'est qu'aux orientations budgétaires vous annoncez 8 millions d'euros d'investissement qui a été repris dans la presse il y a 15 jours. Je suis surpris ce soir d'entendre l'adjoint aux finances, Stéphane, dire que vous avez certainement des travaux des investissements qui ne seront pas réalisés en 2026. Bon, donc ça veut dire que tu as été sincère ce soir et je te remercie. Vous dites que nous faisons peur aux Oloronais. Poser des questions, s'interroger sur ce que vous avez écrit, c'est tout simplement dire la vérité. Moi ce que je constate c'est qu'en fait tout simplement vous vendez du rêve.

M. LARTIGUE : Je te rappelle qu'en matière de réalisation de la section d'investissement et ça on peut mettre toutes les mandatures on peut revenir en arrière réaliser entre 70 et 80% sur l'année c'est déjà très exceptionnel.

M. SERVAT : Oui mais c'est important que la presse le reprenne, notamment en cette période.

M. LARTIGUE : Tu ne vas pas leur dire ce qu'ils doivent écrire quand même !

M. SERVAT : Je ne m'adresse pas à la Presse, je m'adresse à toi. C'est important de dire les choses quand notamment il y a la presse, de dire la vérité, de dire : nous prévoyons 800 0000 d'investissements qui ne seront pas forcément réalisés, parce que le message passé aux Oloronais ce n'est pas exactement la vérité, et ça c'est important quand même parce qu'on est dans une période un petit peu compliquée pour Oloron. Il faut rester prudent quand même pour les annonces.

M. LARTIGUE : Oui, en fait si tu veux, l'ouverture des 800 000 elle est effective ça ne veut pas dire qu'on va faire 1 million en 2026. Il y aura des restes à réaliser peut-être pour 2027.

M. SERVAT : On joue sur les mots, mais il y aura un prochain 800 000 d'investissements dans les mois à venir ou dans les années à venir. On est d'accord !

Mme la Maire : On ouvre les chantiers et c'est normal qu'au mois de mai, on n'est pas sur une année classique, c'est normal qu'il y ait des restes à réaliser, comme il y en a eu, l'année dernière pour cette année. C'est ce qu'on voit sur tous les exercices.

M. SERVAT : comme chaque année puisque le budget est voté en avril mais bon voilà il faut être sincère et dire la réalité.

M. OSSAU-TRESAUGUE : Oui merci Madame la Maire. Maintenant que tous les experts en finance ont parlé, et avant que vous procédiez au vote, j'ai une interrogation à soulever. Je vais rebondir sur ce qu'a dit Hugo tout à l'heure concernant la sécurité en resserrant un peu les débats. Je souhaite revenir sur la ligne budgétaire dédiée à la vidéo-protection qui affiche 25 000 euros en investissement. Ce projet d'installation de 3 nouvelles caméras validées par la Gendarmerie nationale, comme nous l'indiquait Nicolas MALEIG au précédent conseil, ça constitue une initiative bienvenue que je ne peux que saluer bien que et vous en doutez nous en attendons encore davantage en la matière pour assurer pleinement la tranquillité de nos concitoyens.

Toutefois 25 000 euros au regard des autres investissements, ce n'est pas anodin. Pour nous chaque centime économisé au profit de la ville et des Oloronais est un centime que nous avons le devoir de préserver.

Or, sauf erreur de ma part, en examinant le budget et les subventions que vous avez sollicitées, je ne vois apparaître aucun cofinancement extérieur pour cette opération. D'autant plus que vous notez aussi dans vos recettes d'investissement une ligne de 50 000 euros au titre des amendes de police. Cela montre bien qu'il existe déjà des leviers de financement à mobiliser puisque ces amendes proviennent des recettes fournies par l'État qui nous les redistribuent ensuite que nous puissions les investir en termes de dépenses sécuritaires et de circulation.

Dès lors ma question est simple, pouvez-vous nous dire si les dispositifs de subventions ont été sollicités pour ce projet de vidéoprotection et le cas échéant, avec quel retour ? Je vous remercie.

M. MALEIG : Merci pour les questions. Donc pour revenir sur ce qui a été dit la dernière fois, nous sommes en pleine phase de consultation avec la gendarmerie. Je ne reviens pas sur ce que j'ai dit mais il y a bien 3 sites qui sont clairement identifiés pour l'installation de nouvelles caméras. Ces caméras en fait vont être travaillées, puisque là nous allons décider de l'emplacement où elles vont être mises et après bien entendu que nous allons solliciter toutes les aides que nous pourrons chercher si jamais il y a lieu d'en chercher.

Pour revenir sur les montants des caméras, ça dépend des modèles, ça dépend de plein de paramètres entre 7500 et 12500 euros par caméra. Donc on a pris une moyenne en gros qui correspond à ce qu'on a mis au préalable.

Pour revenir aux propos, alors je ne sais pas si j'ai répondu à toutes les questions ? Il y aura des points d'étapes qui seront faits avec le CLSPD, mais on reviendra dessus puisque tu y seras convié.

Pour revenir à ce que disait Hugo par rapport au budget qu'on met dans la sécurité, alors certes c'est jamais suffisant, certes il y a beaucoup de choses mais moi ce que je constate aujourd'hui mais il faut toujours être très modeste en termes de sécurité parce que on n'est jamais à l'abri de beaucoup de choses, c'est que depuis les dernières élections municipales, le calme semble être revenu sur Oloron, et je m'en félicite, et je félicite les services de gendarmerie, de la police municipale, mais il faut toujours être modeste en termes de sécurité.

Vous le verrez, il y aura un événement demain la foire du 1er mai où vous verrez la police municipale qui va patrouiller avec la gendarmerie. On met tout en œuvre pour essayer d'être le plus efficace possible. Je pense qu'on aura les résultats.

M. COUCHINAVE : S'il vous plaît Madame le Maire, je vais être très rapide. Sur la sécurité, moi je ne peux pas vous laisser dire que tout a été calme depuis 2020 quand même.... Ah depuis ces élections-là ? J'ai cru entendre depuis 2020. Non parce que sur le précédent mandat même si ça a baissé pour quelques items ces dernières années, globalement tous les items ont augmenté et ...

Mme la Maire : J'ai reçu la visite d'un gendarme justement cette semaine qui me disait qu'il avait écouté les débats et qu'effectivement, il y a des violences qui ont augmenté et c'est celle à laquelle s'attaque Anne SAOUTER, ce sont les violences intrafamiliales et ces chiffres-là nous les aurons très bientôt, vous pourrez les constater.

M. COUCHINAVE : D'accord. Moi je vois les chiffres qui m'avaient été communiqués par le cabinet du Ministère de l'Intérieur mais ce n'est pas grave. Oui mais je pourrais les donner au gendarme que vous connaissez.

Sur la sécurité je vais être très rapide Madame le Maire, les moyens ils n'y sont pas. Moi je suis désolé de vous dire qu'en termes d'effectifs de police municipale et là il faut faire des efforts encore une fois, en faisant des choix sur le mandat en termes de fonctionnement, mais c'est vos choix politiques qui sont assumés.

C'est très inférieur à d'autres collectivités. Les efforts, ils ne sont pas assez mis sur la sécurité. Ça, c'est encore un choix politique de votre part, vous l'assumez, mais vous ne faites pas tout ce que vous pouvez. Pour la sécurité, ce n'est pas vrai. Vous faites d'autres choix politiques, c'est vos choix, mais vous ne faites pas tout ce que vous pouvez faire pour la sécurité, ce n'est pas vrai.

Mme la Maire : C'est un choix qu'on assume effectivement, mais on en reparlera très prochainement au CLSPD, et je peux vous dire que les élus qui étaient à votre place la dernière fois et qui ont beaucoup parlé de sécurité, ont été très rassurés quand ils ont eu les chiffres locaux condamnés les partenaires lors de ce CLSPD, et qui ne sont pas du tout les chiffres dramatiques que vous voulez bien annoncer. On aura aussi ces chiffres-là au mois de juin.

M. SERVAT : Nous ne sommes pas d'accord sur les chiffres décidément sur le budget sur la sécurité etc…C'est des choses qui peuvent arriver.

Mme la Maire : Ce seront les professionnels de la sécurité qui viendront les donner.

M. SERVAT : C'est pour ça mon intervention, c'est justement par rapport à ça. Nous vous avions demandé une plénière avec la police municipale. Est-ce qu'on pourrait la programmer s'il vous plaît pour qu'on puisse échanger avec eux librement ici au conseil municipal ?

Mme la Maire : Alors au-delà de la police municipale qui pourra venir en plénière, et qui sera là le jour du CLSPD, ça sera plus compliqué qu'il y ait tout le monde. Et il y aura le procureur que j'ai vu aussi hier soir.

M. SERVAT : Vous savez très bien qu'on ne pourra pas échanger aussi librement en CLSPD. Il y a du monde, tout le monde prend la parole.

Mme la Maire : Au contraire ! c'est important que tout le monde prenne la parole.

M. SERVAT : j'ai assisté déjà à des CLSPD, il y a beaucoup de monde. Voilà si tout le monde prend la parole on en a pour 10 heures. Moi j'aimerais, on aimerait échanger tout simplement avec la police municipale pour avoir le ressenti, c'est eux qui sont sur le terrain et qui pourront nous permettre d'avoir plus d'informations.

M. MALEIG : Juste pour rebondir sur ça, dans le CLSPD c'est nous qui choisissons l'ordre du jour. Donc on pourra mettre le curseur sur les points qu'on a envie d'aborder dans ce CLSPD. Je pense que c'est l'instance la plus à même de répondre à toutes nos questions et donner tous les chiffres et on verra après s'il y a lieu de faire une plénière, mais rien ne nous l'interdit. On verra sur la suite, mais on va commencer par le CLSPD parce que c'est quand le point le plus important et quelque chose d'obligatoire donc on va commencer par se conformer à la loi et après on va travailler ensemble.

M. OSSAU TRESAUGUE : Je serai bref, je vais juste répondre par rapport à ce qu'a dit Nicolas.

Je vous remercie de cette réponse Monsieur MALEIG, mais de mon côté elle confirme justement l'inquiétude que nous soulevions il y a quelques semaines de cela concernant votre gestion du volet sécurité. C'est précisément pour que nous vous interrogions sur l'absence de commission dédiée à la sécurité, il y a 15 jours. Le sujet de la commission sécurité que vous avez d'ailleurs éludé lors de votre réponse à mon intervention de l'autre jour. Mais sachez qu'une opposition constructive vous aurez éclairé sur les différentes subventions à aller chercher dans l'intérêt des Oloronais.

Je vous ai entendu justement chuchoter tout à l'heure sur ce qu'on appelle le fonds en termes ministériels de prévention de la délinquance, à savoir la FIPD, qui est l'outil de référence en matière de sécurité pour toutes les communes de France.

Pour qu'on comprenne bien, ce fonds ça provient d'une subvention étatique que l'on va chercher et il aurait pu permettre de faire financer une partie significative du budget donc que vous avez évoqué, notamment les caméras et une partie de l'équipement de la police municipale.

Moi j'ai regardé un petit peu en préparant cette intervention le délai pour candidater au sein de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, et je constate qu'il est dépassé depuis mi-avril. Faire payer le prix fort aux Oloronais alors que des aides existaient, n'était pas une fatalité. C'est une occasion manquée pour vous, pour nous et pour l'ensemble des Oloronais de réaliser quelques économies supplémentaires. C'est ce que j'ai le plus regretté en analysant cette partie-là du budget. Les Oloronais n'attendent pas des effets d'annonce, ils attendent des décisions justes et des résultats. Je vous remercie.

Mme la Maire : Donc qui est contre ? Qui s'abstient ?

Le rapport est adopté à la majorité par 25 voix pour et 8 voix contre (M. Clément SERVAT, Mme Carole LADEUIX, M. Alfredo DOS SANTOS, Mme Nadia DUPEROUSSE, M. Michel ADAM, Mme Lydia LAGARONNE, M. Jordan OSSAU-TRESAUGUE et M. Hugo COUCHINAVE).

19b - ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2026 – BUDGET DE L'EAU POTABLE

M. BOURI : Le projet de Budget Primitif 2026 du Service Annexe de l'eau est équilibré comme suit :

- **SECTION INVESTISSEMENT :**
  - Dépenses : 2.167.626,00 €

Dont 1.902.763,62 € de dépenses d'équipement (dont RAR) et 208.666,38 € de remboursement de dette en capital.

  - Recettes : 2.167.626,00 €

→ Dépenses :

Les principaux programmes inscrits sont les suivants :

- Etude aire alimentation captage puits du vert (dont RAR 3150 €). 63.150,00 €
- PGSSE (RAR)..... 7.888,62 €
- Etude Réhabilitation canal. Bager/St Pée (dont RAR 15.800 €).... 30.800,00 €
- Canalisation du Lourteau (dont RAR 1.004.151,38 €)..... 1.054.151,38 €
- Remplacement poste télétransmission ..... 10.000,00 €
- Réhabilitation du chemin du Bager ..... 25.000,00 €
- Travaux divers sur réseau distribution (dont RAR 46.065,62 €).... 326.065,62 €
- Matériel de bureau et informatique, logiciels (dont RAR 8.092 €).. 40.092,00 €
- Matériel et équipements divers ..... 1.500,00 €
- Dispositif relève à distance (RAR)..... 5.000,00 €
- Seuil du puits du vert (RAR)..... 30.920,00 €
- Hydrobloc SOEIX 20.000,00 €
- Réhabilitation du réseau Rue de Sègues ..... 270.000,00 €

→ Recettes :

Subventions (RAR) :	216 968,00 €
Empunt :	100.000,00 €
Amortissement des immobilisations :	360 000,00 €
Excédent 2025 reporté :	943 898,82 €
Dotation en réserves :	24 120,00 €
Opérations patrimoniales :	18.196,00 €
Virement de la section d'exploitation :	504 443,18 €

- **SECTION D'EXPLOITATION :**
  - Dépenses : 2.284.745,00 €
  - Recettes : 2.284.745,00 €

→ Dépenses :

Par rapport aux prévisions du budget 2025, les charges à caractère général sont en augmentation de 12,80%, notamment suite à la mise en place de la redevance pour performance des réseaux d'eau potable reversée à l'agence de l'eau et comptabilisée sur ce chapitre.

Le chapitre 012 – Charges de personnel est en diminution de 1,31 % par rapport aux prévisions 2025.

Il est précisé que les charges de personnel incluent non seulement les charges du personnel salarié du service et les frais d'utilisation du service mutualisé de la Commande publique porté par la Communauté de communes, mais également les charges du personnel affecté par la commune au service de l'eau potable.

Ainsi, comparativement au budget 2025, les charges prévisionnelles du personnel du service sont en augmentation de 4,27 %.

→ Recettes :

Le prix global du mètre cube d'eau est fixé à 1,518 € HT pour l'Oloronais et comprend le prix du mètre cube d'eau (hors redevance pour performance des réseaux d'eau potable) qui reste fixé à 1,40 € HT et la contre-valeur correspondant à la redevance pour performance des réseaux d'eau potable devant être répercutée sur chaque abonné sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau vendu, fixé à 0,118 €/m³. La part fixe reste fixée à 36 € HT.

Après avis favorable du Conseil d'Exploitation en date du 17 avril 2026,

Votre assemblée est invitée à :

- **APPROUVER** le Budget Primitif 2026 du Service de l'Eau potable arrêté aux montants cités,

- **FIXER** le prix global du mètre cube à 1,518 € HT, étant précisé que ce prix comprend la contre-valeur correspondant à la redevance pour performance des réseaux d'eau potable, et le montant de la part fixe à 36 € HT,

- **DIRE** que les tarifs prévus sur la grille tarifaire jointe en annexe sont applicables sur les factures émises au cours de l'année 2026.

Mme la Maire : Bien, des questions ? Non ? Très bien. Donc je vais mettre au vote, qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

19c - ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2026 – BUDGET DE L'ASSAINISSEMENT

M. BOURI : Le projet de Budget Primitif 2026 du Service Annexe de l'assainissement est équilibré comme suit :

- **SECTION INVESTISSEMENT :**

  - Dépenses : 1.333.365,00 €

Dont 923.164,87 € de dépenses d'équipement (dont RAR) 295.000,51 € de remboursement de dette en capital.

  - Recettes : 1.333.365,00 €

→ Dépenses :

Les principaux programmes inscrits sont les suivants :

- Travaux divers d'assainissement (dont RAR 20.253,65 €) : 63.588,27 €
- Modernisation postes de refoulement (dont RAR 10.162 €) : 25.162,00 €
- Matériel informatique (dont RAR 1536 €) : 37.036,00 €
- Dispositif télé-relève (RAR AP/CP) : 5.000,00 €
- Dégrilleur – by pass (RAR) : 51.535,40 €
- AMO Réhabilitation Avenues Lasseube et Précilhon (RAR) : 46.385,00 €
- Réhabilitation Avenues Lasseube et Précilhon (AP/CP) : 200.000,00 €
- Réhabilitation EU avenue Georges Messier (RAR) : 34.038,47 €
- Acquisition matériel station (dont RAR 34.250 €) : 94.250,00 €
- Acquisition matériel divers (dont RAR 2.814 €) : 17.814,00 €
- Plantations STEP : 2.000,00 €
- Compostage, aire de fermentation (RAR) : 236 355,73 €
- Travaux de réhabilitation du réseau sans tranchée : 100.000,00 €
- Réhabilitation du bassin d'aération : 10.000,00 €

→ Recettes :

Amortissement des immobilisations : 575 000,00 €
Excédent 2025 reporté : 566 165,38 €
Virement de la section d'exploitation : 185 000,00 €
Opérations patrimoniales : 7.199,62 €

- **SECTION D'EXPLOITATION :**

  - Dépenses : 2.040.000,00 €
  - Recettes : 2.040.000,00 €

→ Dépenses :

Par rapport aux prévisions du budget 2025 et compte tenu de la mise en place de la redevance Performance des réseaux à verser à l'agence de l'eau comptabilisée sur ce chapitre, les charges à caractère général sont en augmentation de 21,67%.

Le chapitre 012 – Charges de personnel est en augmentation de 2,11 % par rapport aux prévisions 2025.

Il est précisé que les charges de personnel incluent non seulement les charges du personnel salarié du service et les frais d'utilisation des services mutualisés de la Commande publique et informatique portés par la Communauté de communes, mais également les charges du personnel affecté par la commune et le service de l'eau au service de l'assainissement.

Ainsi, comparativement au budget 2025, les charges prévisionnelles du personnel du service sont en augmentation de 8,33 %.

→ Recettes :

Le prix global du mètre cube d'eau assaini est fixé à 2,631 € HT pour l'Oloronais et comprend le prix du mètre cube d'eau assaini (hors redevance pour performance des systèmes d'assainissement collectif) qui reste fixé à 2,50 € HT et la contre-valeur correspondant à la redevance pour performance des systèmes d'assainissement collectif devant être répercutée sur chaque abonné sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau assaini, fixé à 0,131 €/m³. La part fixe reste fixée à 14,85 € HT.

Après avis favorable du Conseil d'Exploitation en date du 17 avril 2026,

Ouï cet exposé, votre assemblée est invitée à :

- **APPROUVER** le Budget Primitif 2026 du Service de l'assainissement arrêté aux montants cités,

- **FIXER** le prix global du mètre cube à 2,631 € HT, étant précisé que ce prix comprend la contre-valeur correspondant à la redevance pour performance des systèmes d'assainissement collectifs, et le montant de la part fixe à 14,85 € HT,

- **DIRE** que les tarifs prévus sur la grille tarifaire jointe en annexe sont applicables sur les factures émises au cours de l'année 2026.

Mme la maire : Très bien, des observations, non ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Donc ce rapport est adopté à l'unanimité.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

20 - AGENCE FRANCE LOCALE – GARANTIE A PREMIERE DEMANDE

M. BOURI : Le Groupe Agence France Locale a pour objet de participer au financement de ses Membres, collectivités territoriales, leurs groupements et les établissements publics locaux (EPL) (ci-après les *Membres*).

Institué par les dispositions de l'article L.1611-3-2 du CGCT tel que modifié par l'article 67 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique :

« Les collectivités territoriales, leurs groupements et les établissements publics locaux peuvent créer une société publique revêtant la forme de société anonyme régie par le livre II du code de commerce dont ils détiennent la totalité du capital et dont l'objet est de contribuer, par l'intermédiaire d'une filiale, à leur financement.

Cette société et sa filiale exercent leur activité exclusivement pour le compte des collectivités territoriales, de leurs groupements et des établissements publics locaux. Cette activité de financement est effectuée par la filiale à partir de ressources provenant principalement d'émissions de titres financiers, à l'exclusion de ressources directes de l'Etat ou de ressources garanties par l'Etat.

Par dérogation aux dispositions des articles L. 2252-1 à L. 2252-5, L. 3231-4, L. 3231-5, L. 4253-1, L. 4253-2 et L. 5111-4, les collectivités territoriales, leurs groupements et les établissements publics locaux sont autorisés à garantir l'intégralité des engagements de la filiale dans la limite de leur encours de dette auprès de cette filiale. Les modalités de mise en œuvre de cette garantie sont précisées dans les statuts des deux sociétés. »

Le Groupe Agence France Locale est composé de deux sociétés :

- L'Agence France Locale, société anonyme à directoire et conseil de surveillance ;
- L'Agence France Locale – Société Territoriale (la *Société Territoriale*), société anonyme à conseil d'administration.

Conformément aux statuts de la Société Territoriale, aux statuts de l'Agence France Locale et au pacte d'actionnaires conclu entre ces deux sociétés et l'ensemble des Membres (le *Pacte*), la possibilité pour un Membre de bénéficier de prêts de l'Agence France Locale, est conditionnée à l'octroi, par ledit Membre, d'une garantie autonome à première demande au bénéfice de certains créanciers de l'Agence France Locale (la *Garantie*).

La commune d'Oloron Sainte-Marie a délibéré pour adhérer au Groupe Agence France Locale le 6 novembre 2014.

L'objet de la présente délibération est, conformément aux dispositions précitées, de garantir les engagements de l'Agence France Locale dans les conditions et limites décrites ci-après, afin de sécuriser une source de financement pérenne et dédiée aux Membres.

Présentation des modalités générales de fonctionnement de la Garantie, dont le modèle est en annexe à la présente délibération

Objet
La Garantie a pour objet de garantir certains engagements de l'Agence France Locale (des emprunts obligataires principalement) à la hauteur de l'encours de dette du Membre auprès de l'Agence France Locale.

Bénéficiaires
La Garantie est consentie au profit des titulaires (les *Bénéficiaires*) de documents ou titres émis par l'Agence France Locale déclarés éligibles à la Garantie (les *Titres Eligibles*).

Montant
Le montant de la Garantie correspond, à tout moment, et ce quel que soit le nombre et/ou le volume d'emprunts détenus par le Membre auprès de l'Agence France Locale, au montant de son encours de dette (principal, intérêts courus et non payés et éventuels accessoires, le tout, dans la limite du montant principal emprunté au titre de l'ensemble des crédits consentis par l'Agence France Locale à la commune d'Oloron Sainte-Marie qui n'ont pas été totalement amortis).

Ainsi, si le Membre souscrit plusieurs emprunts auprès de l'Agence France Locale, chaque emprunt s'accompagne de l'émission d'un engagement de Garantie, telle que, directement conclu auprès de l'AFL.

Durée
La durée maximale de la Garantie correspond à la durée du plus long des emprunts détenus par le Membre auprès de l'Agence France Locale, et ce quelle que soit l'origine des prêts détenus, augmentée de 45 jours.

Conditions de mise en œuvre de la Garantie
Le mécanisme de Garantie mis en œuvre crée un lien de solidarité entre l'Agence France Locale et chacun des Membres, dans la mesure où chaque Membre peut être appelé en paiement de la dette de l'Agence France Locale, en l'absence de tout défaut de la part dudit Membre au titre des emprunts qu'il a souscrits vis-à-vis de l'Agence France Locale.

La Garantie peut être appelée par trois catégories de personnes : (i) un Bénéficiaire, (ii) un représentant habilité d'un ou de plusieurs Bénéficiaires et (iii) la Société Territoriale. Les circonstances d'appel de la présente Garantie sont détaillées dans le modèle figurant en annexe à la présente délibération.

Nature de la Garantie
La Garantie est une garantie autonome au sens de l'article 2321 du Code civil. En conséquence, son appel par un Bénéficiaire n'est pas subordonné à la démonstration d'un défaut de paiement réel par l'Agence France Locale.

Date de paiement des sommes appelées au titre de la Garantie
Si la Garantie est appelée, le Membre concerné doit s'acquitter des sommes dont le paiement lui est demandé dans un délai de 5 jours ouvrés.

Telles sont les principales caractéristiques de la Garantie objet de la présente délibération et dont les stipulations complètes figurent en annexe.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 1611-3-2,

Vu la délibération n° 8 en date du 28 mars 2026 ayant confié à la Maire la compétence en matière d'emprunts ;

Vu la délibération du 6 novembre 2014 ayant approuvé l'adhésion à l'Agence France Locale de la Commune d'Oloron Sainte-Marie,

Vu les statuts des deux sociétés du Groupe Agence France Locale et considérant la nécessité d'octroyer à l'Agence France Locale, une garantie autonome à première demande, au bénéfice de certains créanciers de l'Agence France Locale, à hauteur de l'encours de dette de la Commune d'Oloron Sainte-Marie, afin que la Commune d'Oloron Sainte-Marie puisse bénéficier de prêts auprès de l'Agence France Locale ;

Vu le document décrivant le mécanisme de la Garantie, soit le Modèle 2016-1 en vigueur à la date des présentes.

Ouï cet exposé, votre assemblée est invitée à **:**

- **DECIDER** que la Garantie de la Commune d'Oloron Sainte-Marie est octroyée dans les conditions suivantes aux titulaires de documents ou titres émis par l'Agence France Locale, (*les Bénéficiaires*) :

  - le montant maximal de la Garantie pouvant être consenti pour l'année 2026 est égal au montant maximal des emprunts que la Commune d'Oloron Sainte-Marie est autorisée à souscrire pendant l'année 2026,

  - la durée maximale de la Garantie correspond à la durée du plus long des emprunts détenu par la Commune d'Oloron Sainte-Marie pendant l'année 2026 auprès de l'Agence France Locale augmentée de 45 jours,

  - la Garantie peut être appelée par chaque Bénéficiaire, par un représentant habilité d'un ou de plusieurs Bénéficiaires ou par la Société Territoriale ; et si la Garantie est appelée, la Commune d'Oloron Sainte-Marie s'engage à s'acquitter des sommes dont le paiement lui est demandé, dans un délai de 5 jours ouvrés,

  - le nombre de Garanties octroyées par la Maire au titre de l'année 2026 sera égal au nombre de prêts souscrits auprès de l'Agence France Locale, dans la limite des sommes inscrites au budget primitif de référence, et que le montant maximal de chaque Garantie sera égal au montant tel qu'il figure dans l'acte d'engagement.

- **AUTORISER** Madame la Maire ou son représentant, pendant l'année 2026, à signer le ou les engagements de Garantie pris par la Commune d'Oloron Sainte-Marie, dans les conditions définies ci-dessus, conformément aux modèles présentant l'ensemble des caractéristiques de la Garantie et figurant en annexes,

- **AUTORISER** Madame la Maire à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Mme la Maire : Merci Sami. Est-ce qu'il y a des observations ? Non, je vais mettre au vote, qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

21 - FRAIS DE REPRÉSENTATION DE LA MAIRE

M. LARTIGUE : L.2123-19 du code général des collectivités territoriales, dit que : « Le Conseil municipal peut voter au Maire, sur les ressources ordinaires, des frais de représentation ».

Cette procédure règlementaire a pour objet de couvrir les dépenses supportées par la Maire dans l'exercice de ses fonctions et dans l'intérêt des affaires de la commune (dépenses effectuées pour couvrir ses frais de transport, d'hébergement, de restauration, voire de cadeaux protocolaires, dans l'exercice de ses fonctions. Il peut aussi s'agir de sommes engagées pour organiser des réceptions, festivals ou événements sportifs).

Elle couvre notamment les frais de réception organisés par la Maire en l'honneur de certaines personnalités, ainsi que l'ensemble des frais liés à des manifestations, événements ou rencontres de toute nature qu'elle organise ou auxquelles elle est conviée.

La dépense doit présenter un intérêt communal et la situation financière de la commune doit permettre l'attribution d'une telle indemnité.

Dans un souci de transparence des comptes publics, il est proposé au Conseil municipal de définir une enveloppe dédiée aux frais de représentation de la Maire.

Ouï cet exposé,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2123-19 relatif aux frais de représentation du Maire,

Vu le procès-verbal de l'élection de la Maire et des Adjoint.es établi au cours de la réunion du Conseil municipal en date du 28 mars 2026,

CONSIDÉRANT que l'organe délibérant peut décider d'ouvrir des crédits pour assurer le remboursement de frais de représentation à la Maire, ces frais correspondant aux dépenses engagées par la Maire à l'occasion de ses fonctions et dans l'intérêt de la commune,

CONSIDÉRANT que les frais de représentation doivent faire l'objet d'un vote du Conseil municipal ouvrant les crédits nécessaires sous la forme d'une enveloppe globale, dans la limite de laquelle la Maire pourra se faire rembourser ses frais de représentation sur présentation des justificatifs afférents,

Ouï cet exposé, votre assemblée est invitée à :

- **ATTRIBUER** des frais de représentation à Madame la Maire sous la forme d'une enveloppe maximum annuelle,

- **FIXER** le montant de cette enveloppe maximum annuelle attribuée à Madame la Maire à 2.000 €,

- **DIRE** que les frais de représentation de Madame la Maire lui seront remboursés dans la limite de cette enveloppe annuelle, sur présentation des justificatifs correspondants et sur présentation d'un état de frais,

- **DIRE** que cette enveloppe sera inscrite au budget principal de la ville au compte 6536.

Mme la Maire : Merci, je vous rassure, c'est les mêmes montants que la dernière fois, qui n'avait été ouvert qu'une fois pour un billet de train pour Paris. Donc c'est juste une précaution.

D'abord je vais le mettre au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

22 - DÉPENSES À IMPUTER AU COMPTE 6232 « FÊTES ET CÉRÉMONIES »

M. LARTIGUE : Il est demandé aux collectivités territoriales de faire procéder à l'adoption, par le Conseil municipal, d'une délibération précisant les principales caractéristiques des dépenses à reprendre au compte 6232 « Fêtes et cérémonies », conformément aux instructions réglementaires et aux dispositions comptables propres à cet article budgétaire.

Aussi, vu l'article D 1617-19 du code général des collectivités territoriales, il est proposé de prendre en charge au compte 6232 les dépenses suivantes :

- D'une manière générale l'ensemble des biens et services, objets et denrées ayant trait aux fêtes et cérémonies tels que par exemple, les diverses prestations, fournitures, repas, buffets, cocktails, boissons servis à l'occasion de la Saint-Grat, du 11 novembre, de la Sainte-Cécile, de la Sainte-Barbe, de la fête des voisins, de Noël, des vœux, du

1er mai, de la période estivale et généralement de tout événement, animation, spectacle, cérémonie officielle ou inauguration,

- Les fleurs, bouquets, gerbes, gravures, médailles, coupes, livres et présents offerts à l'occasion de divers évènements et notamment lors de décès, mariages, naissances, récompenses sportives, culturelles, militaires, ou lors de réceptions officielles,

- Les frais relatifs aux manifestations organisées afin d'assurer une animation sportive, éducative ou culturelle tels que notamment les frais d'hébergement, de restauration, de déplacement des artistes, sportifs, conférenciers, animateurs, personnalités... ainsi que la location de divers matériels nécessaires à leur organisation,

- Les dépenses liées à l'achat de denrées et de petites fournitures pour l'organisation de réunions, ateliers ou manifestations.

Ouï cet exposé, le **CONSEIL MUNICIPAL**, **à l'unanimité,**

- **APPROUVE** le présent rapport,

- **DÉCIDE** de considérer l'affectation des dépenses reprises ci-dessus au compte 6232 Fêtes et Cérémonies.

Mme la Maire : Merci Stéphane. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

23 - AVENANT A LA CONVENTION AVEC L'OFFICE 64 - CRÉATION D'UNE STRUCTURE D'HÉBERGEMENT DÉDIÉE AUX FEMMES EN DIFFICULTÉ ET PLUS SPÉCIFIQUEMENT VICTIMES DE VIOLENCES – LA DAUNA

Mme SAOUTER : Il est rappelé à votre assemblée que par délibération du 20 décembre 2021, le Conseil municipal a décidé de céder à l'Office64 de l'Habitat la parcelle bâtie AO161 d'environ 300 m² située 63 rue Dalmais, dans le cadre d'un bail à réhabilitation d'une durée de 55 ans avec une redevance unique de 17 500 € HT, en vue de réaliser une structure d'hébergement dédiée aux femmes en difficulté et plus spécifiquement victimes de violences en partenariat avec l'association « Du côté des femmes » (4 logements : 3 T1 bis d'environ 33 m² et 1 T3 de 63 m²).

Une convention avait été signée entre l'Office64 de l'Habitat et la Commune d'Oloron Sainte-Marie, au titre de l'agrément délivré en 2021 (en annexe), pour qu'une subvention d'un montant de 17 066,77 €, correspondant à 3 % du prix de revient, alors arrêté à 568 892,38 € soit versée par la Commune à l'Office64.

Du fait de l'évolution du programme et de l'annulation de l'agrément de 2021, un nouvel agrément a été délivré en 2024 (en annexe). Le prix de revient actualisé s'élève désormais à 770 880,69 €. En conséquence, le montant de la subvention communale doit être révisé à 23 126,42 €, soit 3 % du coût de l'opération agréée en 2024.

Considérant le nouvel agrément de 2024 ci-annexé, délivré par le Département des Pyrénées-Atlantiques, annulant celui de 2021,

Il convient de signer un avenant à la convention avec l'Office64 de l'Habitat.

Ouï cet exposé, votre assemblée est invitée à :

- **APPROUVER** le présent rapport,

- **AUTORISER** Madame la Maire à signer l'avenant de la convention reprenant les termes de la présente avec l'Office64 de l'Habitat, correspondant à la participation de la Commune à hauteur de 3 % du coût de l'opération agréée en 2024, soit 23 126.42 €, en vue de créer une structure d'hébergement pour les femmes en difficulté et plus spécifiquement victimes de violences, structure mise en location à l'association « Du côté des femmes » qui en assurera la gestion.

M. SERVAT : Oui merci Madame la Maire. Bien sûr et on est complètement favorable sur ce projet qui est important, qui est essentiel pour le territoire. D'ailleurs je remercie au passage l'Office 64 d'avoir accepté de réaliser cette réalisation maintenant on peut parler de réalisation.

Par contre, on parle toujours des financements de 3% de la commune. Ce serait bien quand on parle d'un projet, qu'on mette en avant aussi le financement des partenaires. C'est quelque chose qui se fait aussi par ailleurs. Ça serait important que les Oloronais sachent aussi les subventions que vous avez obtenues, on peut vous féliciter, on peut féliciter l'Office 64, ceux qui portent le projet, mais c'est important de le dire, c'est en annexe, moi je vous remercie de le rendre public. Je pense que c'est bien pour une collaboration future avec ces différents partenaires.

Mme SAOUTER : Oui tout à fait. J'avais demandé justement qu'un panneau soit affiché sur le chantier où on voit la participation de chaque partenaire et le panneau y est toujours.

M. COUCHINAVE : Oui, brièvement, féliciter la réalisation de ce projet. Il est important que des collectivités territoriales, le Département avec l'Office 64, la ville ici à Oloron se saisissent de ce sujet où la France sur les violences intrafamiliales et violences faites aux femmes a connu des avancées notamment avec des projets de loi. Je pense à celui du député PRADIER mais elle est encore en retard notamment par rapport à l'Espagne notre voisin qui est en avance sur ces sujets-là et qui obtient de très bons résultats.

Je profite de cette délibération, j'aurais pu le faire sur la délibération numéro 9. On a souvent alerté sur le parc du logement locatif social à Oloron. Certes il ne dépend pas forcément de la commune mais le maire a quand même une responsabilité vis-à-vis de ses administrés. Pouvez-vous nous faire ce soir un état un petit peu des rénovations des projets ? J'ai appris par l'Office 64 qu'il allait y avoir une rénovation sur la résidence Navarrot importante de 2 millions d'euros me semble-t-il sur 2026 et 2027 ?

Il est important qu'on regarde un petit peu ce parc locatif et d'être assez vigilant avec les bailleurs sociaux pour qu'on ait toujours un habitat digne. Alors on n'est pas catastrophique à Oloron, mais il y a des résidences qui sont assez neuves et qui commencent déjà à être dégradées, je pense au quartier Guynemer où certaines cages d'escalier rencontrent des problèmes, on a des problèmes d'ascenseur. Est-ce que si vous ne pouvez pas nous le faire ce soir, nous faire quand même un état du parc locatif social à Oloron ? Qu'on puisse avoir un petit peu un regard aussi là-dessus. Je vous remercie.

Mme SAOUTER : Oui tout à fait par contre je ne sais pas d'où tu sors ce chiffre pour Navarro. Nous nous recevons régulièrement de la part de l'Office 64 toutes les rénovations qui sont prévues sur plusieurs années. Alors effectivement ça c'est un document que je pourrais faire passer, que je pourrais faire connaître mais il n'a jamais été question de 2 000 000 d'euros sur la résidence Navarrot ou alors ils reconstruisent l'immeuble et ça ce n'est pas prévu.

Après, au CCAS nous suivons de près l'état des appartements et maisons HLM puisque nous recevons régulièrement des appels des locataires et dès qu'il y a un problème dans le logement nous appelons les offices moi régulièrement j'appelle les offices pour leur signaler des problèmes. On les invite aussi à aller sur la plateforme Signal logement. Nous avons un copie habitat indigne qui a été mis en place sur la mairie, nous avons régulièrement des veilles habitat donc des veilles sociales où on parle régulièrement de ces soucis alors on ne les rend pas publics systématiquement mais en tout cas c'est traité très régulièrement. Et l'Office 64 je peux le dire est particulièrement réactif.

M. MALEIG : Juste, je rebondis sur la question des violences pour apporter une réponse à Jordan. Concernant le FIPD, le dossier doit être remis avant le 31 mars, c'est-à-dire au moment des élections et la date a été reportée au 15 avril, mais c'était trop juste pour obtenir tous les devis. Mais rien ne nous empêche de déposer le dossier en cours d'année et de récupérer les crédits restants ou les crédits ouverts en 2027. Mais ce sera quelque chose qui sera fait et bien entendu optimisé à toutes les opérations.

M. OSSAU-TRESAUGUE : Merci Nicolas pour la réponse et effectivement on y veillera. Merci.

Mme la Maire : Bien, donc je vais mettre ce rapport au vote, qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie

Le rapport est adopté à l'unanimité.

24 – CESSION D'UNE PARTIE DE LA PARCELLE AH 554 – RUE DES FONTAINES

Mme la Maire : La Commune d'Oloron Sainte-Marie possède une parcelle cadastrée AH 554 d'une superficie de 1 750 m²,

Messieurs ALMEIDA et SILVA ont acquis les parcelles AH 200, AH 553 et AH 201 voisines de la parcelle communale cadastrée AH 554,

Considérant l'offre faite par Messieurs ALMEIDA et SILVA en date du 8 juillet 2025 d'acquérir une bande de terrain d'une superficie de 65 m² issue de la parcelle cadastrée AH 554 afin d'obtenir un accès à leurs parcelles,

Considérant l'avis en date du 22 janvier 2026 du Pôle d'évaluation domaniale de la Direction Départementale des Finances Publiques ayant évalué cette parcelle à la somme de 70 € / m²,

Considérant la nécessité pour ces riverains de pouvoir créer un accès à l'ensemble de leurs parcelles,

Vu le plan ci-annexé,

Votre assemblée est invitée à :

- **APPROUVER** le présent rapport,
- **DÉCIDER** la cession d'une bande de terrain de 65 m² issue de la parcelle AH554 à Monsieur ALMEIDA et Monsieur SILVA au prix de 4 550 € TTC,
- **AUTORISER** Madame la Maire à signer l'acte notarié ainsi que tout document se rapportant à cette cession,
- **PRÉCISER** que les frais inhérents à l'acte seront supportés par les acquéreurs.

Qui est contre ? s'abstient ? Je vous remercie.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

25 - APPROBATION DU REGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL

Mme la Maire : Conformément à l'article L. 2121-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'assemblée délibérante établit son règlement intérieur dans les six mois de son installation.

Il est présenté au Conseil municipal les principales dispositions contenues dans le projet de règlement préalablement transmis à chaque conseillère municipale et conseiller municipal.

La mention de la possibilité d'organiser les réunions des commissions par moyen de visioconférence est ajoutée en séance.

Après en avoir débattu,

Votre assemblée est invitée à :

- **APPROUVER** le règlement intérieur du Conseil municipal de la Ville d'Oloron Ste-Marie joint en annexe.

Mme la Maire : Il n'y a pas grand-chose qui a changé. Tout à l'heure on parlait du délai d'envoi des délibérations. Alors c'est la loi qui le fixe à 5 jours francs. C'est vrai qu'au dernier mandat et c'était bien la première fois, Monsieur BAHOUM qui était tout seul pour travailler ces délibérations trouvait que ce délai était très court et on avait accédé à sa demande en envoyant à 10 jours francs mais nous ne l'inscrivons pas dans le règlement pour ne pas nous obliger et se figer parce qu'il y a toujours des cas où c'est pas possible de les envoyer 5-10 jours avant. On l'a bien vu là, on a envoyé certaines délibérations 12 jours avant mais certaines sont arrivées après.

Pour autant, comme tu l'as dit tout à l'heure, autant que faire se peut. On les enverra dans les 10 jours pour que ça soit plus facile à travailler pour tout le monde. Cependant on ne le fige pas pour ne pas qu'on nous reproche « vous aviez dit 10 jours et là c'est 5 jours », parce que le travail avec les services en amont en rétro planning serait trop contraint pour les services.

Donc dans ce règlement intérieur, ce qui change c'est surtout ce qui a trait à la vidéo de ces débats, l'enregistrement. Voilà on a changé quelques phrases et précisé que la captation privilégie des plans larges et limite la focalisation sur le public parce que quelques personnes pourraient ne pas accepter d'être filmées.

Et ensuite à la fin du règlement, puisque la dernière fois il y avait plusieurs groupes d'opposition et il y en a aujourd'hui que 2 donc on a mis à jour la répartition réglementaire des tribunes de chacun sur le magazine. Et sinon je crois que rien d'autre n'a changé.

M. SERVAT : Oui donc je vous remercie Madame la Maire. Quelques mots par rapport au règlement intérieur. Vous l'avez dit, vous l'avez assez dit, on l'a entendu notamment à plusieurs reprises. Vous avez été contraint cette année par rapport au temps pour préparer le budget. Donc ça, on peut l'entendre même s'il était prévu comme l'a dit Michel, il avait été préparé auparavant. Même si vous ne le mettez pas dans le règlement intérieur, on vous remercie de l'acter ce soir en tout cas et de prendre cette décision de nous proposer et d'accepter quand vous le pouvez de nous envoyer les délibérations 10 jours avant. Après, on peut faire une partie aussi 10 jours avant et s'il y a des modifications nous les apporter. C'est quand même plus facile,

mettez-vous à notre place. Quand on a, vous avez vu les dossiers, les annexes, etc, quand on découvre tout ça 5 jours avant, ce n'est quand même pas facile pour débattre.

Mme la Maire : C'est exactement ce qu'on a fait aujourd'hui.

M. COUCHINAVE : Moi je ne partage pas trop l'avis des 5 jours, c'est le Code Général des Collectivités Territoriales et c'est pour moi, ce n'est pas polémique, mais c'est pour moi, mettre en difficulté les services. Bon effectivement, on est dans l'opposition, on a les inconvénients quand on est dans l'opposition et ouvrir la boîte de pandore des 10 jours, moi personnellement quand vous serez dans l'opposition, dans 6 ans je serai content de vous les envoyer 5 jours avant.

Mme la Maire : Ça, c'est pas sympa !

M. COUCHINAVE : Plus sérieusement, moi je ne partage pas du tout. C'est le code et c'est comme ça et si le législateur a envie de changer, il changera. Par contre, je l'ai dit en commission l'autre jour, mais il me semble que c'est pas marqué, pour éviter que tout le monde se reproche d'aller ou pas en commission, Monsieur ECHANIZ l'autre jour a fait l'éloge de la vidéo, la visioconférence, la possibilité pour les commissions de se réunir à distance en visioconférence pour ma part, pour la collectivité pour laquelle je travaillais c'était possible peut-être de faire une modification, un amendement pour le prochain Conseil municipal pour mettre ça dans le règlement intérieur. Si ça a été mis c'est que je ne l'ai pas vu. Si ça a été mis je vous en remercie.

M. LARTIGUE : Ça a été mis dans le règlement de la commission finances mais pas sur le règlement intérieur du conseil mais on peut effectivement.

Mme la Maire : Oui, avec les mêmes conditions, à savoir que le travail en commission, qui est peut-être en visioconférence pour ceux qui sont absents, ne soient pas utilisés en captation d'image sur les réseaux puisque ce sont des commissions de travail.

M. ADAM : [inaudible]

M. GARROTÉ : Oui. Juste je vais un peu dans le sens de Michel en disant que la visio ne favorise vraiment pas les débats. Dans le sens de ce que dit Hugo, c'est vrai qu'effectivement se trouver absent parce qu'on ne peut pas être là physiquement, c'est toujours gênant mais il faut que ce soit vraiment une exception plutôt qu'une règle, voilà, c'est juste ça.

Mme la Maire : Oui, je pense que tout le monde le conçoit, ça c'est pas du tout pour une règle mais c'est pour permettre aux personnes, aux élus d'être au moins au courant même si c'est plus difficile à intervenir.

Qui est contre ce règlement intérieur ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

26 - MAINTIEN D'UN COMITÉ SOCIAL TERRITORIAL (CST) COMMUN ENTRE LA VILLE D'OLORON SAINTE-MARIE ET LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE D'OLORON SAINTE-MARIE POUR LE MANDAT 2026-2032

Mme la Maire : Vu le Code général de la fonction publique, notamment ses dispositions relatives aux comités sociaux territoriaux,

Considérant l'organisation des élections professionnelles fixées au 10 décembre 2026,

Considérant la volonté de la Ville d'Oloron Sainte-Marie et du Centre Communal d'Action Sociale d'Oloron Sainte-Marie de maintenir un Comité Social Territorial commun pour le prochain mandat,

Considérant que les effectifs cumulés des agents de la Ville d'Oloron Sainte-Marie et du CCAS justifient le maintien d'un CST commun,

Après en avoir délibéré,

Votre assemblée est invitée à :

- **MAINTENIR** un Comité Social Territorial commun entre la Ville d'Oloron Sainte-Marie et le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) d'Oloron Sainte-Marie, pour le mandat courant à compter des élections professionnelles du 10 décembre 2026.

- **RATTACHER** ce Comité Social Territorial commun à la Ville d'Oloron Sainte-Marie, qui en assurera la gestion administrative.

Mme la Maire : Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie

Le rapport est adopté à l'unanimité.

27 - MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS : CRÉATION D'UN EMPLOI PERMANENT AU SEIN DU SERVICE CADRE DE VIE

M. LARTIGUE : Création d'un emploi permanent à temps complet d'agent.e technique, relevant de la catégorie hiérarchique C et du cadre d'emplois des Adjoints techniques.

L'agent affecté à cet emploi sera chargé des missions suivantes :

Participer aux tâches d'entretien d'espaces verts et fleuris :

- Assurer la gestion des plantes à massif : entretien, arrosage, gestion des maladies,
- Participer aux travaux de tonte de pelouses,
- Participer au ramassage des déchets de taille d'élagage de haies et d'arbustes,
- Nettoyer les bassins décoratifs.

Réaliser les opérations quotidiennes de nettoyage des espaces publics selon le plan de propreté :

- Ramasser les feuilles mortes,
- Désherber manuellement ou mécaniquement ou thermiquement la voirie,
- Mettre en place de l'absorbant sur les pollutions de surface,
- Enlever l'affichage sauvage,

La durée hebdomadaire de travail sera fixée à 35 heures.

La rémunération sera fixée dans l'acte d'engagement par la Maire ou son représentant en référence aux grilles indiciaires du cadre d'emplois des adjoints techniques. La rémunération comprendra, les primes et indemnités prévues pour le cadre d'emplois correspondant.

La modification du tableau des emplois prendra effet au **1er juillet 2026.**

Votre assemblée est invitée à :

- **APPROUVER** la création à compter du 1er juillet 2026 d'un emploi permanent **à temps** complet d'Agent technique, comme énoncé ci-dessus,

- **MODIFIER** le tableau des effectifs en ce sens.

M. COUCHINAVE : Oui. J'interviens très rapidement sur cette délibération et les prochaines. C'est toujours des termes compliqués en RH dans les collectivités. Serait-il possible à chaque fois à titre informatif dans le chapeau d'indiquer si c'est à ISO effectif ou si c'est plusieurs ETP. Parce que là je suppose que c'est de l'ISO mais de l'indiquer, comme ça on passe et on ne vous pose pas la question à chaque fois.

M. SERVAT : On avait aussi demandé, vous nous l'aviez refusé au précédent mandat. Même si on doit parler de l'avenir mais est-ce qu'on pourrait avoir en tant qu'élus, juste entre nous le nom aussi, l'identité de la personne quand il y a des mouvements dans la collectivité ? Parce que sinon on est obligé chaque année de vous demander l'organigramme. Bon, c'était une bonne chose. On ne le rendra pas public comme c'est un document de travail mais c'est important quand même pour nous.

M. LARTIGUE : Nos séances sont publiques.

M. SERVAT : Oui mais nous l'envoyer par écrit. Sur la délibération ou sur un document annexe qu'on sache quand même les mouvements.

Mme la Maire : Là par exemple, c'est à ISO et c'est un jeu de chaises musicales et c'est une personne qui est partie à la retraite qui a été remplacée par quelqu'un d'autre qui a bougé et on ouvre, on crée cet appel à candidature.

M. SERVAT : Autrement à chaque fois qu'il y a une modification, à chaque conseil, vous nous envoyez l'organigramme modifié ? C'est un peu plus de travail mais au moins au plus simple pour les services mais c'est important qu'on sache.

M. LARTIGUE : Ça c'est l'ouverture du poste mais la personne n'est pas encore recrutée.

M. SERVAT : Oui mais quand elle sera recrutée et je parlais donc de création d'ouverture de poste mais aussi de quand il y a des mouvements de postes au sein de la collectivité. Merci.

Mme la Maire : Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci, c'est voté à l'unanimité.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

28 - MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS : CRÉATION D'UN EMPLOI PERMANENT AU SEIN DU SERVICE ÉCLAIRAGE PUBLIC

M. LARTIGUE : Création d'un emploi permanent à temps complet d'électricien.ne – électrotechnicien.ne, relevant de la catégorie hiérarchique C et du cadre d'emplois des Adjoints techniques.

L'agent.e affecté.e à cet emploi sera chargé.e des missions suivantes :

- Gérer l'entretien, la maintenance et le remplacement des éclairages publics et des installations électriques (y compris astreintes),
- Constater, diagnostiquer et dépanner des appareils électroniques,
- Mettre en place les besoins électriques des manifestations, évènements et illuminations divers (concerts, illumination Noël) dont le transport, les opérations de chargement et de de déchargement,
- Conduire, manipuler et entretenir une plateforme élévatrice mobile,
- Dépanner des systèmes complexes : automatismes, pilotage à distance, armoire électrique, pompe et optimisation énergétique,
- Participer à l'élaboration des programmes de remplacement des éclairages publics.

La durée hebdomadaire de travail sera fixée à 35 heures.

La rémunération sera fixée dans l'acte d'engagement par la Maire ou son représentant en référence aux grilles indiciaires du cadre d'emplois des adjoints techniques. La rémunération comprendra, les primes et indemnités prévues pour le cadre d'emplois correspondant.

La modification du tableau des emplois prendra effet au **1er juillet 2026.**

Votre assemblé est invitée à :

- **APPROUVER** la création à compter du 1er juillet 2026 d'un emploi permanent à temps complet d'électricien.ne – électrotechnicien.ne**,** comme énoncé ci-dessus,

- **MODIFIER** le tableau des effectifs en ce sens.

Mme la Maire : Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

29 - MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS : CRÉATION D'EMPLOIS NON PERMANENTS RÉSERVÉS AUX EMPLOIS SAISONNIERS

M. LARTIGUE : Comme chaque année, il est proposé au Conseil municipal de créer des emplois temporaires indispensables au bon fonctionnement des services pendant la période estivale en application des dispositions de l'article **L.332-23 2°** du Code général de la fonction publique qui permet le recrutement d'agents contractuels pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale cumulée de 6 mois par période de 12 mois.

Ces emplois appartiennent à la catégorie hiérarchique C et sont rémunérés sur la base du Smic horaire (Brut : 11.88 € de l'heure, taux au 01/11/2024) ainsi que 10% de congés payés.

DIRECTION VIE DE LA CITE :

Service Culture et patrimoine : Soit **7** recrutements

- 1 poste d'adjoint du patrimoine à temps complet **du 1er juillet 2026 au 31 juillet 2026** (**Tour de Grède**), soit **1** recrutement.
- 1 poste d'adjoint du patrimoine à temps complet **du 1er août 2026 au 31 août 2026** (**Tour de Grède**), soit **1** recrutement.
- 1 poste d'adjoint du patrimoine à temps complet **du 1er juillet 2026 au 31 juillet 2026** (**Maison du patrimoine**), soit **1** recrutement.
- 1 poste d'adjoint du patrimoine à temps complet **du 1er août 2026 au 31 août 2026** (**Maison du patrimoine**), soit **1** recrutement.
- 1 poste d'agent d'accueil à temps complet **du 26 juin 2026 au 17 juillet 2026** (**Galerie Révol**), soit **1** recrutement.
- 1 poste d'agent d'accueil à temps complet **du 18 juillet 2026 au 9 août 2026** (**Galerie Révol**), soit **1** recrutement.
- 1 poste d'agent d'accueil à temps complet **du 10 août 2026 au 31 août 2026** (**Galerie Révol**), soit **1** recrutement.
- 2 postes d'adjoints techniques pour les « Quartiers d'été » à temps complet **du 15 juin 2026 au 30 août 2026,** soit **2** recrutements d'Assistant.e régie générale, manutention.

Votre assemblé est invitée à :

- **ADOPTER** le rapport présenté,

- **VOTER** les crédits nécessaires aux postes proposés.

Mme la Maire : Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

30 - MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS : AVANCEMENTS PAR LE BIAIS DE LA PROMOTION INTERNE

M. LARTIGUE : Les décisions prises par Madame la Maire concernant les propositions d'avancement du personnel, inscrites au tableau d'avancement pour la promotion interne 2025 ont reçu trois avis favorables du Président du Centre de Gestion des Pyrénées-Atlantiques.

Vu les Lignes Directrices de Gestion,

Vu l'arrêté du Président du Centre de Gestion en date du 26 février 2026,

Considérant le tableau des effectifs,

Votre assemblée est invitée à :

- **APPROUVER** la création d'un emploi permanent de Rédacteur territorial à temps complet pour exercer les missions d'Assistante de gestion des Ressources Humaines.

- **APPROUVER** la création d'un emploi permanent d'agent de maîtrise territorial à temps complet au service de l'eau potable pour exercer les missions d'agent d'exploitation du réseau.

- **APPROUVER** la création d'un emploi permanent d'agent de maîtrise territorial à temps complet au service de l'eau potable pour exercer les missions d'agent chargé des process de gestion et d'exploitation.

- **MODIFIER** le tableau des emplois à compter du 1er juillet 2026,

- **INSCRIRE** les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés, au budget, chapitre 012.

Mme la Maire : Merci Stéphane. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

31 - SUBVENTIONS ANNUELLES AUX ASSOCIATIONS

Mme BARBET : Le Conseil municipal a, depuis plusieurs années, approuvé la démarche de mise en place d'un règlement d'attribution de subventions ainsi que la mise en place de conventions pluriannuelles d'objectifs et de progrès avec les associations subventionnées par la Commune.

Le 12 avril 2024, votre assemblée a voté le renouvellement de conventions pluriannuelles d'objectifs et de progrès avec les associations subventionnées par la commune pour 3 ans ou 4 ans.

Pour rappel, il avait été identité lors du conseil municipal du 12 avril 2024 les modalités de financement de la Commune auprès des associations :

- *Attribution de subventions de 1€ à 4 999€ sur vote du Conseil Municipal*
- *Attribution de subvention de 5 000€ à 22 999€ sur vote du Conseil Municipal et selon une convention pluriannuelle d'objectifs et de progrès d'une durée de 3 années,*
- *Attribution de subventions de 23 000€ et plus, sur vote du Conseil Municipal et selon une convention pluriannuelle d'objectifs et de progrès d'une durée de 3 ou 4 années, donnant lieu à délibération distincte.*

CONSIDÉRANT qu'il convient de définir le montant de la partie en numéraire allouée aux associations pour l'exercice budgétaire 2026,

CONSIDÉRANT que les associations ont bien enregistré leur demande par le dépôt d'un dossier de demande de subvention dûment complété,

Vu les obligations du décret n°2001-4965 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques.

Vu la loi Économie Sociale et Solidaire du 31 juillet 2014, le terme de subvention nouvellement défini comprend une partie d'aide en numéraire, la valorisation des locaux, matériels et aides diverses de la Commune.

Vu les tableaux joints en annexe,

Votre assemblé est invitée à :

- **APPROUVER** le présent rapport,
- **ATTRIBUER** aux différentes associations les subventions telles qu'exposées en annexe,
- **PRÉCISER** que les montants des subventions supérieurs ou égaux à 5 000 € ont fait l'objet d'une Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Progrès entre la Commune et l'Association.
- **DIRE** que les crédits proposés sont inscrits au Budget Primitif 2026.

Mme LADEUIX : Est-ce que vous pouvez nous dire par rapport à l'année dernière s'il y a eu des modifications sur les subventions ?

Mme BARBET : Alors il y a eu quelques modifications à la marge. Les subventions qu'on a attribuées ce sont les dossiers qu'on a reçus en mairie. Les associations qui n'apparaissent pas par rapport à l'an dernier c'est qu'elles n'ont pas déposé de dossier. D'ailleurs je tiens à remercier aussi le foyer artistique et le Secours Populaire parce que ça fait la troisième année je crois qu'ils nous écrivent pour ne pas demander la subvention, pour participer à l'effort énergétique de réduction de l'énergie. Les modifications : quand ce sont des nouvelles demandes, on ne donne pas pour la première année, pour voir l'évolution de l'association, on ne donne pas de subventions. Là on a eu "Drôlerie & compagnie" et sur l'exercice 2025 nous avons eu 2 demandes de subventions de l'association "Pour" en subvention exceptionnelle. Donc on les a augmentés de 800 ou 900 je ne me rappelle plus exactement.

M. COUCHINAVE : Merci Madame le Maire. Deux réflexions rapides. On est tous d'accord pour toujours voter ces subventions aux associations. Elles font vivre la ville et on va pas faire de procès d'intention à personne. Moi j'ai 2 petites interrogations. Lors de la campagne électorale, d'il y a quelques mois on avait tous débattu sur le modèle économique de la Friche. Elle reçoit cette année une subvention de mémoire de 41 000 euros « les ami.e.s de la Friche ». Quelle évolution est prévue ? Est-ce que vous avez échangé avec eux ? Est-ce qu'il y a un rapport d'activité qui va être prévu en fin d'année pour qu'ils nous disent un petit peu comment ils voient leur évolution ? Et est-ce qu'ils veulent dépendre toujours des deniers publics ou est-ce qu'ils vont vers une indépendance financière ? Ça c'est ma première question.

Deuxième question toujours pour le comité des fêtes de la Saint-Grat, puisque les membres m'ont alerté également sur une demande qui a été faite à hauteur de 5 000 euros me semble-t-il, et ils ont le même montant que l'année dernière alors qu'ils ont prévu d'organiser un concert. Ils vont avoir des frais supplémentaires et ils ont eu des mauvaises surprises l'année dernière notamment sur l'entrée payante qui leur a été refusée une semaine ou une semaine et demie avant les fêtes et qui a engendré des coûts supplémentaires dans leur budget prévisionnel.

M. BOURI : Alors s'agissant de la Friche, c'est un modèle économique qui effectivement en tout cas pour les premiers temps, suppose effectivement un concours public à hauteur initialement de 25%, c'est vrai. Il y a forcément un compte rendu des comptes et de l'exécution budgétaire à l'Assemblée Générale, ça a été fait effectivement il y a quelques semaines, il y a quelques mois et ça sera fait effectivement à l'année prochaine.

Mais la bonne nouvelle c'est qu'en suivant l'exécution budgétaire effectivement de l'association des « Ami.e.s de la Friche », nous sommes aujourd'hui avec un petit excédent. Un excédent qui devrait grandir puisqu'il tient compte effectivement des dépenses énergétiques qui sont nécessairement plus importantes pendant l'hiver que le reste de l'année.

La location des salles fonctionne correctement, devrait fonctionner davantage, j'en parle en tant que membre du conseil de gouvernance, mais surtout comment dire, engagé de façon assidue dans la commission modèle économique. Nous avons eu un temps extrêmement important mardi matin avec la réception des représentants des plus grandes entreprises du territoire qui, pour les citer Safran, PCC, Toyal, Lindt en particulier, ont en tout cas verbalement, et on verra après comment on va co-construire un partenariat, trouvé intéressant ce que pouvait proposer la Friche quant à des exercices de formation, des exercices de team building aussi, on a parlé de ça mardi matin. Donc pour l'instant, évidemment l'avenir est grand et seul, enfin on ne le connaît pas par définition. Les choses ne se passent pas mal du tout quant au modèle économique.

Sur le comité la notation au comité Saint-Grat à la subvention on reste à ISO tout à fait. Sur l'impossibilité qu'on a eu in fine de fermer comme c'était demandé à un moment donné, il y a eu des arbitrages et il y avait un certain nombre de raisons notamment organisationnelles qui poussaient à ne pas le faire comme Madame la Maire tout l'a dit tout à l'heure.

Quant à la prochaine fête qu'il y aura en son sein, ce grand concert de Nadau, on va revenir vers le comité Saint-Grat dès ce soir après le Conseil municipal pour indiquer comment nous pouvons accompagner l'excellent comité Saint-Grat qui effectivement a de grandes activités, qui a de plus en plus d'adhérents qui ne cessent effectivement d'être très actifs et de participer aussi c'est extrêmement important à travailler avec d'autres comités évidemment le comité Sainte-Croix. On déplore que le comité Saint-Pée ne soit plus là, mais pourquoi pas dans l'avenir puisqu'il y a des actions partenariat ce à quoi nous tenions quand nous sommes arrivés enfin la précédente mandature en 2020.

Mme BARBET : Et je tiens à préciser aussi que ne faisant pas partie non plus des associations qui ont plus de 5 000 euros de subventions, elles sont régulièrement sollicitées par le service jeunesse pour faire un point avec elles tout le long de l'année.

M. COUCHINAVE : Bon, sur le comité des fêtes de la Saint-Grat, j'ai bien noté les discours dithyrambiques, c'est bien, les actes c'est mieux, et il n'y en a pas dans ce budget puisque la subvention est à ISO. Sur la Friche, donc ce que je comprends, dans ce que vous avez pu dire Monsieur BOURI, c'est qu'un partenariat public-privé est à ....

M. BOURI : Mais non ! Il s'agit de la location des salles, c'est la partie location des salles !

M. COUCHINAVE : Ah parce que ça m'étonnait de votre part ! ....enfin, c'est pour une plaisanterie.

M. BOURI : Alors je l'accueille .... Je n'ai jamais parlé de partenariat de PP !

M. COUCHINAVE : Non mais ça serait peut-être intéressant de voir...

M. BOURI : Mais ça allait profondément et c'est ce que nous voulons faire enfin je veux dire ce que nous voulons faire moi je suis nous sommes un des 6 collèges présents évidemment à la gouvernance des associations des « Ami.e.s de la Friche », tout le monde est d'accord pour tisser le plus de relations possibles avec l'ensemble des acteurs de ce territoire.

C'est un projet d'économie sociale et solidaire au sein duquel évidemment les plus grandes entreprises du territoire ont toutes leur place mais au sens évidemment soutien et la capacité à mobiliser et leurs salariés, c'est de nous en parler sans qu'on le leur demande bien évidemment mais aussi bien d'autres choses, mais parce qu'ils ont des choses à faire valoir en termes de valeur aussi, c'est très important.

M. COUCHINAVE : D'accord. On ne va pas y passer des heures mais pour l'association des « Ami.e.s de la Friche » parce qu'en tout cas pour ma part c'est un modèle économique que je ne peux pas concevoir et qui repose sur les contribuables et ça voilà moi je ne l'accepte pas donc cette année d'accord c'est la première année effective on va dire mais j'espère que l'année prochaine et d'année en année la subvention et l'effort du contribuable Oloronais baissera pour une structure purement autonome

Mme la Maire : En tout cas, c'est une association comme bien d'autres à Oloron qui participe au lien social à Oloron et peut-être bien plus que d'autres. Je ne vois pas en quoi ça serait vraiment gênant. Peut-être qu'ils seront autonomes, et en tout cas je sais que c'est ce qu'ils cherchent à faire. Quand on donne des subventions à d'autres associations, ça ne me choque pas d'en donner à celle-là en tout cas.

M. COUCHINAVE : Pour 41 000 euros, c'est une association toute récente. Voilà. C'est juste le montant. Ce n'est pas le fait de donner à une association, c'est le montant qui est beaucoup plus important et qui s'approche des associations historiques de notre ville. Voilà.

Il est proposé à l'assemblée un vote des subventions par compte.

➢ Compte CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

- *Sous-compte 30 – Services communs* :
  M. Sami BOURI et Mme Céline BIDET sortent et ne prennent pas part au vote (Subvention Les Ami.e.s de la Friche).
  Mme la Maire : Qui est contre? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

- *Sous-compte 312 Patrimoine* :
  M. VILLALBA sort et ne prend pas part au vote (Subventions Trait d'union et Terres de Mémoire.s et de lutte.s).
  Mme la Maire : Qui est contre? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

- *Sous-compte Soutien aux clubs amateurs* :
  Mme FERRAN sort et ne prend pas part au vote (Subvention HBCO)
  Mme la Maire : Qui est contre? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

- *Sous-compte Centres de loisirs* :
  Mme la Maire, Mme LAPERNE et Mme FERRAN sortent et ne prennent pas part au vote (Subvention CENTRE SOCIAL LA HAÜT).
  M. MALEIG: Qui est contre? Qui s'abstient ? Merci.

- *Autres comptes :*
  M. Raymond VILLALBA et M. Patrick NAVARRO sortent et ne prennent pas part au vote (Subvention Radio Oloron).
  Mme la Maire : Qui est contre? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

➢ Comptes SANTÉ, ACTION SOCIALE :

- *Sous-compte Services communs* :
  Mme SALLE sort et ne prend pas part au vote (Subvention MOUVEMENT CONTRE LE RACISME ET POUR L'AMITIÉ ENTRE LES PEUPLES)
  Mme la Maire : Qui est contre? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

32 - ATTRIBUTION DES BOURSES COMMUNALES D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

M. BOURI : La Ville d'Oloron Sainte-Marie réaffirme son engagement constant en faveur des jeunesses et de l'accès aux études supérieures de nos jeunes concitoyennes et concitoyens.

En 2025, la commission jeunesses a travaillé sur un renouvellement du dispositif d'aide communale, basé sur une clé de répartition progressive calée sur les échelons du CROUS (de 0 bis à 7).

Afin de préserver le pouvoir d'achat des étudiants face à l'inflation, les montants des bourses sont révisés annuellement en fonction de l'évolution du coût de la vie basé sur l'indice INSEE des prix à la consommation hors tabac.

Pour l'année 2026, l'application du coefficient de revalorisation de 0,25 % (Indice Janvier 2026 / Indice Janvier 2025) fixe les montants comme suit :

Montants pour 2026 :

Echelon	Montant annuel de la bourse communale
0	0€
0 bis	75€
1	91€
2	132€
3	174€
4	215€
5	256€
6	298€
7	340€

Il convient d'attribuer une bourse communale selon le dispositif voté aux étudiants ci-après :

Echelon 0 bis (75€) :

- CLEARY Nathaniel
- OXIBAR Blanche
- OXIBAR Capucine
- FERRIERE-HERROU Zoé
- FERNANDEZ Y ALDAO Emma
- DAVANCENS Fanny
- BARREIROS-GONCALVES Juliette

Echelon 1 (91€) :

- CLEARY Charlotte

Echelon 2 (132€) :

- WINKLER Romane

Echelon 3 (174€) :

-

Echelon 4 (215€) :

- PROCOPE Dimitri

Echelon 5 (256€) :

- MOUTAWAKIL Tarik
- SCHRODER Joanny

Echelon 6 (298€) :

- MOUTAWAKIL Mona
- MARTRENCHARD Heloise

Echelon 7 (340€) :

-

Votre assemblée est invitée à :

- **APPROUVER** le présent rapport et les nouveaux montants tels que calculés,
- **VOTER** le principe de revalorisation annuelle basé sur l'indice INSEE des prix à la consommation hors tabac.
- **VOTER** un crédit de 2 071 € à prendre sur ceux inscrits au Budget Primitif 2026.

Mme la Maire : Merci Sami. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

M. ADAM : S'il vous plaît, est-ce qu'on peut revenir à la question 31 b, l'annexe 2 ? C'est sur les subventions aux associations avec les 3 colonnes en particulier les contributions volontaires. La contribution volontaire c'est bien la part qui est prise en charge par la commune mais qui ne rentre pas dans les subventions telles que la mise à disposition de locaux ou des choses comme ça ?

Mme la Maire : C'est ça, ce sont des supplétifs.

M. ADAM : Alors il y a entre autres 2 lignes qui m'étonnent. Il y a par exemple le foyer rural en contribution volontaire il y a 323 euros. J'imagine qu'il devrait y avoir les locaux qui sont utilisés par l'association ?

Et la deuxième qui m'étonne, c'est la fédération des anciens combattants, 11 901 euros. Est-ce que c'est logique ? Peut-être qu'il y en a d'autres ou que mes yeux se croisent ? Peut-être que c'est une ligne qui a été décalée ? ou c'est un peu étonnant. Merci.

[Inaudible]

Mme la Maire : Donc, pour l'attribution des bourses, qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

33 - PARTICIPATION FINANCIERE AU PROJET ESTUDIAR – AUTORISATION D'ENGAGEMENT DES CREDITS

M. BOURI : Vu la délibération n°17 du Conseil municipal en date du 19 septembre 2025 relative à l'engagement de la commune dans le projet ESTUDIAR en collaboration avec les partenaires du projet, notamment le Pays de Béarn, l'Université de Pau et des Pays de l'Adour (UPPA), la Communauté de communes du Haut-Béarn (CCHB), ainsi que les acteurs jeunesse du territoire, dont les cinq lycées de la commune,

Vu la convention d'engagement signée le 19 janvier 2026 avec l'Université de Pau et des Pays de l'Adour (UPPA),

Considérant que le projet ESTUDIAR vise à analyser et comprendre les facteurs expliquant la non-poursuite d'études post-baccalauréat des jeunes du territoire, phénomène particulièrement marqué à Oloron Sainte-Marie, malgré un taux de réussite au baccalauréat supérieur à la moyenne,

Considérant l'intérêt pour la commune de participer à cette étude afin de mieux orienter ses politiques publiques en faveur des jeunesses, de l'égalité des chances et de l'attractivité du territoire,

Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits au budget primitif 2026 sur la ligne 657382,

Votre assemblé est invitée à :

- **AUTORISER** l'engagement de la participation financière de la commune au projet ESTUDIAR, d'un montant de **5 000 €** sur la ligne 657382.

Mme la Maire : Merci Sami.

M. COUCHINAVE : Quelques observations. La première effectivement, ce n'est pas une tare de ne pas faire des études supérieures et il y a forcément des raisons favorables ici. La qualité de vie premièrement, et deuxièmement aussi l'industrie sur notre territoire qui pousse beaucoup de jeunes à aller très vite vers le milieu professionnel et on ne peut que s'en réjouir dans notre bassin industriel.

Il y a une association qui s'appelle « Du Béarn aux grandes écoles » qui est une excellente association. Je sais qu'il y a quelques années, elle était venue au lycée Jules Supervielle faire une intervention. Ça permet aussi de faire connaître les grandes écoles HEC, sciences politiques etc, et aussi l'université de Pau qui est une excellente université.

M. BOURI : Merci Hugo. Si je peux me permettre, en fait l'association « Du Béarn aux grandes écoles » vient régulièrement au lycée Supervielle. Dire aussi que nous sommes enfin nous, c'est notre mode casquette civile, le lycée Supervielle étant en partenariat avec l'institut d'études politiques de Bordeaux, pour soutenir celles et ceux qui veulent préparer le concours d'entrée en première année depuis 2011 maintenant, ça s'appelle le dispositif « je le peux parce que je le veux » et qui soutient effectivement par des cours supplémentaires financés et par la région et

par l'institut d'études politiques celles et ceux qui s'engagent dans ce processus d'amélioration de leur savoir et même s'ils n'entrent pas c'est toujours bénéfique pour elles et pour eux.

Mme la Maire : Donc qui est contre ? Qui s'abstient ? Donc merci pour eux.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

34 - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION « OSONS ICI ET MAINTENANT » – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION ET RECOURS À UNE PRESTATION

M. BOURI : Il est rappelé à l'assemblée que l'association « Osons Ici et Maintenant » (OIM) œuvre depuis 2014 afin de susciter le déclic permettant aux jeunes, quels que soient leurs horizons, de révéler leur potentiel, de s'insérer durablement et de participer activement à la construction de la société.

À travers une pédagogie active, collective, contributive et pluridisciplinaire, l'association conçoit et anime des parcours visant à renforcer le pouvoir d'agir des publics, depuis les phases de (re)mobilisation jusqu'à l'inclusion durable et l'engagement citoyen.

Le partenariat entre la Ville d'Oloron Sainte-Marie et l'association s'inscrit dans la durée et se traduit notamment par des actions en faveur de la jeunesse sur le territoire (programme Sésame, actions « hors les murs », participation aux dynamiques de réseau, dispositif « Agora des Jeunes »).

Ce partenariat est formalisé dans le cadre d'une convention, annexée à la présente délibération, qui définit les engagements réciproques des parties ainsi que les modalités d'intervention de l'association.

Votre assemblée est invitée à :

- **AUTORISER** Madame la Maire à signer la convention de partenariat avec l'association « Osons Ici et Maintenant », annexée à la présente délibération ;

- **DECIDER** d'attribuer une subvention d'un montant de 1 000 € à l'association « Osons Ici et Maintenant » au titre de son action en faveur des jeunes du territoire (programme Sésame, actions hors les murs, participation aux dynamiques de réseau) ;

- **AUTORISER** le recours à une prestation de l'association pour l'ingénierie, la préparation, l'animation et le suivi de trois sessions de l'« Agora des Jeunes », ainsi que pour la mise en œuvre de formations visant à renforcer le pouvoir d'agir des jeunes ;

- **PRECISER** que le montant de cette prestation est fixé à 1 000 € par session, incluant l'ensemble des frais liés (ingénierie, animation, préparation et suivi), soit un montant maximal de 4 000 € pour l'année 2026 soutenu par les fonds européens ERASMUS + ;

- **PRECISER** que les crédits correspondants sont inscrits au budget primitif 2026, à l'article 6288.

Mme la Maire : Merci Sami. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Le rapport est adopté à l'unanimité.

35 - CONTRAT TERRITORIAL GLOBAL – POLITIQUE ÉDUCATIVE LOCALE - ACTIONS 2026

M. BOURI : Pour l'année 2026, plusieurs actions ont été développées sur notre territoire, répondant aux objectifs des politiques éducatives :

- Une meilleure prise en compte de l'ensemble des temps libres des enfants et des jeunes,
- Le développement de loisirs de qualité pendant le temps extrascolaire et périscolaire,
- Contribuer à l'épanouissement de l'enfant et son intégration dans la société, lutter contre l'échec scolaire et illettrisme,
- Favoriser l'insertion des jeunes issus de familles défavorisées, en leur proposant une meilleure intégration sociale,
- Mobiliser tous les partenaires locaux pour une mise en cohérence des moyens et de leurs compétences.

Pour l'année 2026, la participation de la Caisse d'Allocations Familiales, via les bonus territoire mobilisables dans le cadre du CTG (en complément des prestations de service), est estimée à hauteur de :

- LEO LAGRANGE : 10 512.11 € pour l'extrascolaire, 6 282.64 € pour le périscolaire et 1 100.10 € pour l'accueil « ados »,

- CENTRE SOCIAL LA-HAUT : 8 092.32 € pour l'extrascolaire et 4 978.8 € pour le périscolaire,

- MAIRIE D'OLORON STE-MARIE : 6 199 € pour le poste coopérateur CTG Jeunesse.

Pour l'année 2026 et dans le cadre de la convention de financement des ALSH associatifs sur la commune d'Oloron Sainte-Marie, la participation de la CCHB est prévue à hauteur de 133 000 €.

Règlement par la Commune des actions pour l'année 2026 :

Il est soumis par délibération au Conseil municipal la liste ci-après pour règlement des actions réalisées dans le présent cadre.
Les versements seront effectués en 1 fois sous forme de subvention.

OPERATEUR	MONTANT
Centre Social 4-6 ans	10 500 €
Centre Social Pré-Ados	7 067 €
Radio Oloron	5 100 €
TOTAL	22 667 €

Votre assemblée est invitée à :

- **APPROUVER** le présent rapport,

- **AUTORISER** Madame la Maire à percevoir de la CAF 64 le financement prévu pour le poste de coopérateur CTG sur la thématique jeunesse, inscrit au budget primitif 2026 sur la ligne 474806.

- **AUTORISER** Madame la Maire à signer la convention avec la Communauté de Communes du Haut-Béarn relative au financement des ALSH associatifs dans le cadre du Contrat Territorial Global (CTG) avec la CAF, et à encaisser les recettes correspondantes sur la ligne 747510 prévue au budget primitif 2026.

- **AUTORISER** Madame la Maire à verser les subventions prévues en crédit au BP 2026 sur la ligne 6574001.

Mme la Maire : Merci Sami. Très technique tout ceci qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

36 - FORFAIT COMMUNAL POUR LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DES ÉCOLES PRIVÉES ET DE LA CALANDRETA

M. BOURI : Il est exposé à votre assemblée qu'en application du Code de l'Éducation précisant les compétences des Communes en matière de fonctionnement des écoles, il est nécessaire d'évaluer le coût moyen annuel d'un élève scolarisé dans un établissement public du 1er degré de la Ville d'Oloron Sainte-Marie.

Ce coût moyen reprenant l'ensemble des charges à caractère obligatoire fait ressortir pour l'année civile 2024 une charge équivalente à 750 €. Ce coût prend l'appellation de « Forfait communal ».

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de l'Education, et notamment son article L.442-5, et ses articles L.131-1, L.212-5, L.351-2 modifiés par la loi n° 2019-791 en date du 26 juillet 2019 pour une Ecole de la confiance,
Vu la circulaire n° 2012-025 du 15 février 2012,

CONSIDÉRANT qu'il est du devoir de la municipalité de garantir à chaque enfant oloronais, quelle que soit sa situation, le même traitement et par conséquent le même effort financier,

Il est proposé à votre assemblée de réajuster le montant du forfait communal accordé par la Commune aux écoles sous contrat d'association avec l'État.

A ce jour, le montant du forfait annuel attribué par la Commune à chaque élève oloronais scolarisé en Maternelle et en Elémentaire est égal à 654 €.

Votre assemblée est invitée à :

- **APPROUVER** le présent rapport,
- **ÉTABLIR** le montant du Forfait communal annuel à 750 € par élève à compter de la présente,
- **ADOPTER** le principe de versement d'un forfait trimestriel sur présentation de listes d'élèves certifiées de la Petite Section au CM2.

Mme la Maire : Oui ?

M. COUCHINAVE : Oui question de sémantique, ce n'est pas qu'à cause du Code de l'éducation qu'on verse ça, c'est aussi grâce à la liberté d'enseignement dans notre privé voilà.

M. BOURI : Je l'ai rappelé, mais le Code d'éducation intègre la loi qui favorise la liberté de scolarisation. D'ailleurs on n'est toujours pas obligé de scolariser ses enfants dans un établissement, on peut le faire par soi-même.

Mme la Maire : Merci, donc qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie

Le rapport est adopté à l'unanimité.

37 - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE CINEMA LE LUXOR

Mme BARBET : Le Cinéma le Luxor sollicite des financements publics dans le cadre de la loi n° 92-651 du 13 juillet 1992 relative à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacles cinématographiques dite « Loi Sueur », qui autorise les collectivités locales à apporter des contributions à des exploitants indépendants de cinéma.

La somme de 25 000 € est proposée pour accompagner le cinéma dans la poursuite et le développement de son activité à Oloron Sainte-Marie, notamment en faveur du jeune public, des scolaires, des personnes âgées, des étudiants et des chômeurs.

Les crédits sont prévus au Budget Primitif 2026.

Votre assemblée est invitée à :

- **AUTORISER** Madame la Maire à signer la convention de partenariat jointe en annexe.

Mme la Maire : Très bien, c'est chaque année la même délibération qu'à la Communauté de Communes, donc qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

38 - CONVENTION ANNUELLE ENTRE LA COMMUNE D'OLORON SAINTE-MARIE ET LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

Mme BARBET : La chambre d'agriculture des Pyrénées-Atlantiques s'engage à mettre en place un Marché des Producteurs de type « festif » à Oloron Sainte-Marie, au Jardin Public, le jeudi 16 juillet 2026, de 18h à 23h.

Sur ce marché, les producteurs pourront vendre leurs produits fermiers et proposer des assiettes froides ou chaudes qui pourront être consommées sur place par les clients.

L'engagement de la Commune se définit comme suit :

- Une prise en charge financière à hauteur de 675 € HT (six cent soixante-quinze), pour l'accompagnement technique et organisationnel de la chambre d'agriculture,
- Mise en place d'un espace restauration équipé de tables et de chaises pour les clients,
- Prise en charge d'une animation musicale de 18h à 23h.

Ouï cet exposé,

Votre assemblée est invitée à :

- **APPROUVER** le présent rapport,

- **AUTORISER** Madame La Maire à signer la convention annuelle 2026 avec la Chambre d'Agriculture des Pyrénées-Atlantiques à compter du 30 avril 2026, et pour une prise en charge financière de 675 €.

Mme la Maire : Merci Anne. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Le rapport est adopté à l'unanimité.

39 - CONVENTION ANNUELLE ENTRE LA COMMUNE D'OLORON SAINTE-MARIE ET L'UNION DES PRODUCTEURS FERMIERS 64

Mme BARBET : L'UPF 64 s'engage à mettre en œuvre des actions en lien avec l'organisation de la Foire du 1er Mai 2026 à la Place Saint-Pierre à Oloron Sainte-Marie :

- Marché des producteurs et concours de fromage
- Interface entre les producteurs et la Mairie
- Coordination entre les différents acteurs de la Foire, Place Saint-Pierre

L'engagement de la Commune se définit comme suit :

- Une prise en charge financière de 2 614 € (deux mille six cent quatorze euros), pour la location d'un chapiteau, l'impression d'étiquettes pour le concours de fromage et une aide au fonctionnement de l'association et au pilotage administratif de la manifestation.
- Une valorisation des apports de la Commune équivalent à **1 600 €** (mille six cent euros), se déclinant par des impressions des supports de communication pour la Foire du 1er mai, ainsi que la mise à disposition du matériel de la Ville pour cette manifestation.

Ouï cet exposé,

Votre assemblée est invitée à :

- **APPROUVER** le présent rapport,
- **AUTORISER** Madame La Maire à signer la convention annuelle 2026 avec l'UPF64 compter du 30 avril 2026, et pour une prise en charge financière de 2 614€ et une valorisation des apports à 1600 €.

Mme la Maire : Merci, des observations, non, qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

40 - AVENANT À LA CONVENTION CADRE D'UTILISATION DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS PAR LES COLLEGES PUBLICS

M. NAVARRO : Depuis 2001, des conventions associant les collectivités propriétaires, les collèges publics et le Département définissent les conditions d'utilisation des équipements sportifs mis à disposition des collégiens.

Les signataires de la convention se fixent les objectifs suivants pour la période 2020-2026 :

- Permettre la pratique des activités des quatre champs d'apprentissage constituant le parcours de formation d'éducation physique et sportive,
- Favoriser la pratique de la natation et permettre l'obtention de l'attestation scolaire du « savoir nager » à la fin du cycle 3,
- Privilégier l'utilisation optimale des installations situées à l'extérieur ou à proximité du collège,
- Limiter les déplacements en transport collectif.

Objet de l'avenant :
L'avenant n°1 a pour objet de prolonger la durée de la convention cadre d'utilisation des équipements sportifs par les collèges publics conclue pour la période de 2020-2026, jusqu'au 1er septembre 2028.

Les dispositions de l'article 9-1 de la convention cadre :
« Art 9.1 – entrée en vigueur – durée
La présente convention est conclue pour une durée de six ans, à compter du 1er septembre 2020 », sont modifiées comme-suit :

« Art 9.1- Entrée en vigueur – durée :
La présente convention est conclue pour une durée de huit ans à compter du 1er septembre 2020. »

Entrée en vigueur - durée :
La convention cadre conclue pour une durée 6 ans à compter du 1er septembre 2020 est prolongée jusqu'au 1er septembre 2028 par le biais de l'avenant n°1

Votre assemblée est invitée à :

- **AUTORISER** Madame la Maire à signer l'avenant n°1 à convention cadre ci-annexée et à engager toutes les démarches administratives nécessaires.

Mme la Maire : Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

41 - ADHÉSION À L'ASSOCIATION AQUITAINE SPORT POUR TOUS

M. NAVARRO : AQUITAINE SPORT POUR TOUS est une association qui existe depuis plus de dix ans, qui gère le label **« COMMUNE SPORT POUR TOUS ».**

Ce label permet de regrouper de nombreuses communes et d'échanger sur de nombreux sujets sportifs.

L'objectif de ce réseau est d'identifier et d'accompagner les communes sur leur politique « SPORT POUR TOUS » à travers l'accès à l'information et à la mise en place d'actions spécifiques.

La Commune d'Oloron Ste-Marie a obtenu en 2025, 5 étoiles sur 5 au label « commune sport pour tous ».

Il est précisé à votre assemblée que le montant versé au titre de cette adhésion s'élève à :

- AQUITAINE SPORT POUR TOUS – adhésion 2025-2028 200,00 €

Ouï cet exposé, votre assemblée est invitée à :

- **APPROUVER** le présent rapport,
- **APPROUVER** l'adhésion de la Commune d'Oloron Sainte-Marie à l'association « AQUITAINE SPORT POUR TOUS »,
- **DIRE** que la cotisation correspondante est inscrite au Budget Primitif.

Mme la Maire : Merci Patrick, qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

42 - LANCEMENT DU MARCHÉ DE FOURNITURE ET D'ACHEMINEMENT D'ELECTRICITÉ ET SERVICES ASSOCIÉS

Mme la Maire : Il est envisagé de lancer un marché de fourniture et d'acheminement d'électricité et services associes.

La loi n°2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat, prévoit la disparition des tarifs réglementés pour l'ensemble des sites des collectivités et acteurs publics.

La Commune d'Oloron Sainte-Marie a donc obligation de mettre en concurrence les fournisseurs d'électricité.

La procédure du marché de fournitures courantes et services est sous la forme d'une procédure en appel d'offres ouvert. Cette consultation est passée sous la forme d'un accord-cadre à marchés subséquents en application des articles R.2162-1 à R.2162-6 du Code de la Commande Publique.

L'accord-cadre sera conclu avec au moins 3 opérateurs économiques et prendra effet à sa date de notification pour une durée de 2 ans. Il pourra être reconduit une fois pour une durée de 2 ans.

Cette consultation a pour objet la fourniture et l'acheminement d'électricité pour l'alimentation de tous les points de livraison électriques de la commune d'Oloron Sainte-Marie.

Cet accord-cadre donnera lieu à la passation de marchés subséquents mettant en concurrence les candidats sélectionnés.

Les critères relatifs à l'attribution sont les suivants :

La Valeur Technique de chaque offre cumulera les critères ci-dessous et donnera une note technique globale sur **100 points**.

Valeur technique : 90 points

- Performance et ergonomie du site internet avec duplicata des factures
- Capacité du service de téléchargement des données de consommation des différents sites
- Qualité du service clients
- Composition de l'équipe dédiée au projet
- Mémoire technique

Valeur financière : 10 points

La valeur prix est déterminée à partir du prix moyen unitaire de fourniture et services en Euros / MWh hors toutes taxes et contribution, TVA inclus en électricité.

Le prix moyen unitaire d'une offre est calculé sur la base des prix renseignés au bordereau des prix unitaires appliqués aux volumes prévisionnels renseignés dans le bordereau des sites.

Le prix le plus bas entre le prix approvisionnement ARENH et le prix 100% marché sera retenu pour chaque candidat dans le jugement de la valeur financière.

L'accord-cadre sera conclu avec au moins 3 opérateurs économiques sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres répondant aux exigences indiquées dans les documents de la consultation (note globale supérieure à 75 points minimum)

La note technique ainsi obtenue sera conservée et reportée dans le cadre de la mise en concurrence pour les marchés subséquents. Elle sera ramenée sur 30 points.

La valeur économique de l'offre du marché subséquent notée sur **70 points**, calculée et déterminée dans l'annexe financière du marché subséquent.

Votre assemblée est invitée à :

- **APPROUVER** le lancement du marché de fourniture et d'acheminement d'électricité et services associés,

- **DONNER** délégation à Madame la Maire pour la signature de l'accord-cadre pour la fourniture et l'acheminement d'électricité et services associés, sans distinction de procédures ou de montants, après validation de la Commission d'Appel d'Offres,

- **AUTORISER** Madame la Maire à signer tous les documents administratifs et actes nécessaires.

- **PRENDRE ACTE** que Madame la Maire rendra compte des attributions exercées dans le cadre de cette délégation, lors de la réunion de l'organe délibérant la plus proche

Mme la Maire : Donc nous reparlerons de ce marché de fournitures prochainement. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

43 - CONVENTION DE SERVITUDE DE PASSAGE AVEC ENEDIS – PARCELLE BD 0254 – 2 BIS PLACE DU GENERAL DE GAULLE

M. MALEIG : Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, des travaux sont nécessaires 2 BIS Place du Général de Gaulle, référence cadastrale BD 0254.

Il convient de signer, avec la société ENEDIS, une convention de servitude sur la parcelle BD 0254.

Vu les plans ci-annexés,

Votre assemblée est invitée à :

- **APPROUVER** le présent rapport,
- **AUTORISER** Madame la Maire à signer avec la société ENEDIS la convention de servitude ci-annexée,
- **AUTORISER** Madame la Maire à signer les plans ci-annexés.

Mme la Maire : Merci, qui est contre ? Qui s'abstient ?

Le rapport est adopté à l'unanimité.

44 - CONVENTION DE RACCORDEMENT DES EAUX USÉES DOMESTIQUES ISSUES DE LA COMMUNE DE BIDOS (AVENANT) AU RÉSEAU DE COLLECTE D'OLORON STE-MARIE

M. VILLALBA : La commune de Bidos, raccordée sur le système d'assainissement collectif de la Commune d'Oloron Ste-Marie, et, ayant confié la compétence « assainissement collectif » au Syndicat Intercommunal d'Eau et d'Assainissement de La Porte d'Aspe, voit deux branchements supplémentaires raccordés sur notre réseau de collecte.

Compte tenu de cette modification significative, un avenant à la précédente convention signée avec l'établissement le 16 septembre 2019 est nécessaire.

Il est précisé à votre assemblée que la charge polluante générée par cette collectivité est sans conséquence notable quant au fonctionnement du système d'assainissement collectif. »

Ouï cet exposé et, après avis favorable du Conseil d'exploitation réuni en Mairie d'Oloron Sainte-Marie le 17 avril 2026,

Votre assemblée est invitée à :

- **AUTORISER** Madame la Maire à signer l'avenant de la précédente convention présenté en annexe.

Mme la Maire : Merci Raymond. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

45 - DÉGRÈVEMENTS D'EAU SUR LES FACTURES DE 2025

M. VILLALBA : Des dégrèvements ont été accordés pour les années 2025 sur des factures d'eau potable en raison de surconsommations liées à des dysfonctionnements avérés sur les installations privées.

Procédure WARSMANN (applicable dans le cas de « consommations d'eau anormales » d'au moins deux fois le niveau de consommation moyen de l'abonné (exclusivement fuite sur canalisation intérieure).

DEGREVEMENT BUDGET ASSAINISSEMENT : Dispositif WARSMANN

N°	Abonné	Adresse	Consommation initiale facturée	Nouvelle consommation après dégrèvement	Montant réduction sur facture initiale	Cause	Année de la facture
1	GOARDERES Michel	12 rue du Cambeilhou	594	208	758,26 €	Fuite canalisation	2025
2	CARJUZAA Isabelle	05 av. C & H Moureu	118	12	208,23 €	Fuite canalisation	2025
3	BEDECARATS Marie	05 rue Mozart	531	32	980,24 €	Fuite canalisation	2025
4	CRAVEIRO Lucienne	29 Cité Bedat	32	28	7,85 €	Fuite canalisation	2025
5	ALEXANDRE Gérard	1 bis rue Louis Pasteur	42	20	43,34 €	Fuite canalisation	2025

TOTAL	1 997,92 €

DEGREVEMENT BUDGET ASSAINISSEMENT : hors dispositif WARSMANN

N°	Abonné	Adresse	Consommation initiale facturée	Nouvelle consommation après dégrèvement	Montant de la réduction sur facture initiale	Cause	Année de la facture
1	NICOLAS Hervé	27 pl. Gambetta	69	61	22,96 €	Fuite canalisation	2025

TOTAL	22,96 €

Ouï cet exposé, et après avis favorable du Conseil d'exploitation en date du 17 avril 2026,

Votre assemblée est invitée à :

- **PRENDRE ACTE** des dégrèvements accordés.

Mme la Maire : Là on vote pas.

L'assemblée prend acte du présent rapport.

46 - DÉGRÈVEMENTS D'ASSAINISSEMENT SUR LES FACTURES DE 2024 ET 2025

Des dégrèvements ont été accordés pour les années 2024 et 2025 sur des factures d'eau potable (part assainissement) en raison de surconsommations liées à des dysfonctionnements avérés sur les installations privées.

Procédure WARSMANN (applicable dans le cas de « consommations d'eau anormales » d'au moins deux fois le niveau de consommation moyen de l'abonné (exclusivement fuite sur canalisation intérieure).

DEGREVEMENT BUDGET ASSAINISSEMENT : Dispositif WARSMANN

Numéro	Abonné	Adresse	Consommation initiale facturée	Nouvelle consommation après dégrèvement	Montant réduction sur facture initiale	Cause	Année de la facture
1	GOARDERES Michel	12 rue du Cambeilhou	594	104	1 404,10 €	Fuite canalisation	2025
2	CARJUZAA Isabelle	05 av. C & H Moureu	118	6	320,94 €	Fuite canalisation	2024
3	BEDECARATS Marie	05 rue Mozart	531	16	1 475,74 €	Fuite canalisation	2024
4	CRAVERO Lucienne	29 Cité Bedat	32	14	51,58 €	Fuite canalisation	2024
5	ALEXANDRE Gérard	01 bis rue Louis Pasteur	42	10	91,84 €	Fuite canalisation	2025
				TOTAL	**3 344,20 €**		

DEGREVEMENT BUDGET ASSAINISSEMENT : hors dispositif WARSMANN

N°	Abonné	Adresse	Consommation initiale facturée	Nouvelle consommation après dégrèvement	Montant de la réduction sur facture initiale	Cause	Année de la facture
1	NICOLAS Hervé	27 pl. Gambetta	69	61	22,96 €	Fuite canalisation	2025
				TOTAL	**22,96 €**		

Ouï cet exposé, et après avis favorable du Conseil d'exploitation en date du 17 avril 2026,

Votre assemblée est invitée à :

- **PRENDRE ACTE** des dégrèvements accordés.

Mme la Maire : On prend acte.

L'assemblée prend acte du présent rapport.

47 – DÉSIGNATION DES MEMBRES SUPPLÉANTS DE LA COMMISSION COMMUNALE DE contrôle DES LISTES ÉLECTORALES

Mme la Maire : Il est rappelé à votre assemblée la délibération n° 21 du 3 avril 2026 portant désignation des membres de la Commission communale de contrôle des listes électorales.

Cette délibération désignait les membres titulaires. Or, une suppléance doit être envisagée pour les membres de cette commission de contrôle.

Les membres suppléant.es de la Commission de Contrôle sont désigné.es dans les mêmes conditions que les membres titulaires.

Les suppléant.es peuvent soit remplacer momentanément les titulaires, soit les remplacer définitivement (jusqu'au prochain arrêté fixant la composition de la commission de contrôle) lorsque ces derniers ne remplissent plus les conditions nécessaires pour faire partie de la commission de contrôle, ou lorsque pour des raisons personnelles, ils souhaitent mettre fin à leur fonction.

Les personnes ainsi nommées verront leurs fonctions prendre fin à la même date que celle prévue pour les personnes qu'elles remplacent.

Chaque membre de la Commission de Contrôle peut avoir un suppléant, nommément désigné dans l'arrêté préfectoral de désignation des membres de la commission de contrôle. Il peut régulièrement siéger à la place du titulaire au sein de la Commission de Contrôle où il est désigné.

Dans cette optique, et après concertation avec les trois groupes, les personnes suivantes sont proposées comme suppléant.es à votre approbation :

Liste de la majorité : Marie SAYERSE, Anne SAOUTER et Anne BARBET en suppléance de Philippe GARROTÉ, de Sabine SALLE, et de Dominique QUEHEILLE ;

1ère Liste de la minorité : Clément SERVAT en suppléance de Carole LADEUIX,

2ème liste de la minorité : Suppléance impossible.

La désignation des membres suppléants de la commission communale de contrôle des listes électorales peut être effectuée à main levée sur décision unanime de l'assemblée (article L.2121-21 du CGCT).

Ouï cet exposé, votre assemblée est invitée à :

- **DÉCIDER** de désigner les membres suppléants de la commission communale de contrôle des listes électorales par un vote à main levée,

- **DÉSIGNER** les membres suppléants de la commission de contrôle des listes électorales tels que proposés.

Mme la Maire : Donc qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie

Le rapport est adopté à l'unanimité.

48 - APPROBATION DU RÉGLEMENT INTÉRIEUR DE LA COMMISSION DES FINANCES

Mme la Maire : Il est proposé à votre assemblée d'approuver la mise en place d'un règlement intérieur de la Commission des finances, visant à en préciser et en fixer les règles de fonctionnement.

Le règlement intérieur ainsi approuvé sera applicable pour la durée de la mandature en cours.

Vu le règlement intérieur de Conseil municipal,

Vu le règlement intérieur annexé à la présente,

Vu l'avis favorable de la commission des finances du 21 avril 2026,

Votre assemblée est invitée à :

- **ADOPTER** le règlement intérieur de la Commission des finances tel qu'annexé à la présente,
- **AUTORISER** Madame la Maire à le mettre à jour en fonction de toute évolution légale ultérieure.

Mme la Maire : Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

49 - SUBVENTION EXCEPTIONNELLE AU FCO RUGBY

Mme la Maire : Il est exposé à votre assemblée que la Commune d'Oloron Sainte-Marie soutient les activités du FCO RUGBY et accompagne les actions du club dans plusieurs domaines :

La formation et le développement de la pratique :
- Croissance des effectifs filles et garçons +23% sur 3 ans (augmentant ainsi les coûts de transport),
- Participation aux compétitions de niveau national pour trois des équipes du FCO Rugby : cadets, juniors et séniors,
- Promotion de la pratique féminine (2 équipes : séniors, cadettes),
- Développement de la pratique du rugby à 7,
- Organisation du tournoi de rugby à 5 des entreprises,
- Accueil de plateaux des écoles de rugby sur le site du stade de St-Pée,
- Poursuite du CEL - Centre d'Entrainement Labellisé (joueurs filles garçons à haut potentiel du club),

La promotion de la ville et du territoire de par notamment le niveau national de plusieurs de ses équipes,

La politique RSE du club qui repose sur 5 piliers (jeunesse-éducation-transmission des valeurs / formation + EDR - développement sportif / lien social / faire-sens / éco responsabilité et environnement / bien être et sport-adapté). Grâce à son programme RSE, le club s'est classé en 2025, 160ème sur 1567 clubs participants au challenge "club engagé FFR" soit dans les 10% premiers clubs français toutes divisions confondues dont clubs professionnels. Ce classement prouve l'engagement du rugby pour les valeurs essentielles (65 actions engagées).

Afin de permettre au club de maintenir ce haut niveau d'implication et de développement, il est proposé de lui verser une subvention exceptionnelle de 75 000 €.

Votre assemblée est invitée à :

- **MANIFESTER** le soutien de la Commune d'Oloron Ste-Marie aux activités du FCO Rugby,

- **DÉCIDER** du versement d'une subvention exceptionnelle de 75 000 € à l'association FCO RUGBY,

- **PRÉCISER** que les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2026.

Mme la Maire : Oui ?

Mme LADEUIX : Merci Madame la Maire. Tout d'abord, on tenait à remercier les 3 présidents du FCO Rugby comme vous l'avez dit, pour leur présentation mais également pour la transparence dont ils ont fait preuve lors de cette plénière du 20 avril, notamment sur la situation financière du club mais également sur l'état de la dette.

Nous voterons bien évidemment cette subvention parce qu'il est hors de question de fragiliser davantage le FCO Rugby qui porte haut les couleurs de notre ville dans un championnat exigeant face à des clubs aux moyens financiers bien supérieurs.

Dès lors, une question quand même se pose, pouvons-nous disposer d'un prévisionnel budgétaire sur les 3 années à venir afin de garantir un retour à l'équilibre pérenne ? Non pas l'idée de contraindre le club bien évidemment, mais surtout pour sécuriser son fonctionnement de manière durable.

Soutenir le FCO c'est une évidence, mais le faire dans la durée avec clarté et visibilité c'est une responsabilité collective.

Mme la Maire : Je crois que nous sommes tous unanimes ici et ils se sont engagés justement à nous produire ces documents avec une vision à 3 ans justement comme on leur a demandé. Ils font de leur côté aussi les efforts nécessaires.

C'est un peu comme les subventions aux associations. Vous avez vu que dans la liste des subventions, ils ont la même que les autres années. C'est une subvention exceptionnelle. Je dis ça parce que tout à l'heure j'ai entendu Hugo qui disait qu'on était dans les intentions et pas dans les actes. C'est ce que nous allons proposer tout à l'heure au comité des fêtes de Saint-Grat et qu'on n'a pas pu faire jusqu'à présent, parce que la solution, on ne l'a que depuis cet après-midi.

La subvention dans le tableau des subventions, ils ont la même, mais dans la solution qu'on va leur proposer, s'ils acceptent, on aura aussi une participation supplémentaire bien sûr pour les aider dans l'organisation de ce concert.

M. COUCHINAVE : C'est une très bonne nouvelle. Alors en espérant que la solution que vous allez leur proposer leur conviendra, et ça, ça reste à voir. J'espère en tout cas que les événements qu'ils prévoient pourront avoir lieu dans les conditions dans lesquelles ils les ont prévus et imaginés.

Sur le FCO Rugby, bien évidemment, je n'étais pas présent à la plénière car retenu et on avait été un peu prévenu au dernier moment, mais pour m'être entretenu avec l'un des présidents, bien évidemment cette subvention elle est nécessaire pour faire face à un déficit et à des difficultés qui sont rencontrées aujourd'hui par des clubs amateurs, amateurs plus, parce que le FCO Rugby c'est quand même l'image de la ville et c'est aussi un club qui évolue à la plus haute division amateur.

Moi je m'interroge un petit peu collectivement là. C'est une interrogation sur le fait comme ça de faire des subventions exceptionnelles, tout le monde va la voter, il n'y a pas de souci. Mais il faudra peut-être un jour imaginer d'autres solutions notamment des fondations de la culture et du sport pour permettre aux entreprises privées et notamment aux grosses entreprises du territoire qui ne souhaitent pas forcément donner à tout le monde, mais de permettre de venir donner à une fondation pour aider des clubs qui sont souvent en difficulté. Un partenariat public-privé pourrait être intéressant pour que ce ne soit pas toujours l'argent public qui viennent abonder les difficultés des uns et des autres qui sont souvent justifiées et compréhensibles mais il faut imaginer aussi des solutions parce que ça viendra dans les prochaines années.

Mme la Maire : En tout cas ils les sollicitent eux-mêmes mais la sanction tombait très brutalement et ne nous permettait pas de nous retourner. On a donc été obligé de réagir dans l'urgence. On a fait la plénière, tout s'est bien passé et je confirme que la présentation était excellente de par les dirigeants du FCO rugby.

Donc qui est contre ? Si j'ai bien compris, tout le monde est pour. Pas d'abstention non plus ? Je vous remercie, donc adopté à l'unanimité. Ils seront contents et soulagés.

50 - ACCORD DE PRINCIPE DE GARANTIE D'EMPRUNT - CONSTRUCTION DE L'EHPAD L'AGE D'OR PAR LE CENTRE HOSPITALIER D'OLORON SAINTE-MARIE

Mme la Maire : Il est exposé que le Centre Hospitalier d'Oloron Sainte-Marie porte le projet de reconstruction de l'EHPAD L'AGE D'OR sur une parcelle cadastrée section AC n° 65.

Par un courrier en date du 14 avril 2026, le Centre Hospitalier sollicite la Commune d'OLORON SAINTE-MARIE pour accorder une garantie sur le ou les emprunts qu'il envisage de souscrire, ladite garantie étant nécessaire pour concrétiser son projet.

Il est proposé d'apporter un accord de principe à cette garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement de prêts d'un montant total prévisionnel de 9.165.000,00 €, soit une garantie à l'emprunt de 4.582.500,00 €.

En complément, le Conseil Départemental apporterait sa garantie à hauteur de 50 %.

Vu les articles L2252-1 à L2252-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, relatifs aux garanties d'emprunt accordées par les Communes ;

Vu l'article 2305 du Code civil, indiquant que le bénéfice de discussion permet à la caution d'obliger le créancier à poursuivre d'abord le débiteur principal ;

Considérant que, face au vieillissement de la population et à l'évolution des besoins en matière de prise en charge des personnes âgées, il est essentiel de disposer d'infrastructures modernisées, conformes aux normes en vigueur et respectueuses des besoins de chacun,

Considérant que la reconstruction de cet établissement représente une opportunité majeure pour améliorer les conditions d'accueil des résidents, renforcer la qualité des soins et offrir un cadre de vie adapté, sécurisé et fonctionnel,

Considérant qu'une seconde délibération sera nécessaire dès l'obtention du ou des contrats de prêts définitifs ;

Votre assemblée est invitée à :

- **APPORTER** son accord de principe sur la garantie par la Commune d'OLORON SAINTE-MARIE, à hauteur de 50 %, des emprunts qui seront contractés par le CENTRE HOSPITALIER D'OLORON SAINTE-MARIE pour le projet de reconstruction de l'EHPAD L'AGE D'OR, étant précisé que le montant total prévisionnel desdits emprunts s'établit à 9.165.000,00 €,

- **DIRE** que l'octroi de la garantie d'emprunts fera l'objet d'une délibération ultérieure après transmission du ou des contrats de prêt définitifs,

- **AUTORISER** Madame la Maire à effectuer toute démarche qui serait rendue nécessaire par l'application des dispositions de la présente délibération.

M. COUCHINAVE : J'ai l'intention de donner ce cautionnement bien sûr c'est un document obligatoire, mais est-ce que les prêts ont été obtenus ou pas par le centre hospitalier ? C'est la question que je me pose.

Mme la Maire : C'est justement ce document qui leur manque pour aller vers les banques, et nous on attend justement ces documents pour confirmer cette intention.

Mme la Maire : Ils ne l'ont pas finalisé parce qu'ils n'ont pas ce document. En fait on tourne en rond.

M. SERVAT : Oui, merci de me donner la parole. Moi tout d'abord, je suis surpris de voir que je fais partie du conseil de surveillance, d'apprendre ce soir que l'hôpital a demandé des garanties d'emprunt à notre commune. Déjà premièrement. Après peut-être que je n'ai pas la connaissance, mais vous allez me l'expliquer certainement.

Je ne vois pas, même si on est tous bien sûr, et il est urgent de le faire, pourquoi la commune d'Oloron se porterait caution d'une maison de retraite qui appartiendra à l'État. On est d'accord que Centre Hospitalier c'est l'ARS, c'est l'État et on va se porter caution sur un bâtiment, enfin sur l'investissement, enfin en tout cas sur un emprunt de 4.5 millions. Ce n'est pas rien.

Aujourd'hui vous nous présentez, même si on est totalement pour et je répète totalement pour le projet, vous nous proposez de voter un accord de principe sur une garantie d'emprunt avec une feuille, une feuille sur 4.5 millions. C'est un accord de principe. Il faudra le voter certainement mais aujourd'hui comment voulez-vous qu'on vote quelque chose ? On n'a pas de plan pluriannuel d'investissement, qui est absent et qui n'est pas annexé à ce document, on n'a pas de projet annexé à ce document et je l'ai dit propriété de l'État. Enfin c'est quand même incroyable !

Or je l'entends que c'est un accord de principe. Mais dans la délibération, vous dites bien qu'on va aller sur une caution quand on aura les éléments. Est-ce que vous pouvez me répondre, est-ce que c'est à la mairie d'Oloron d'être caution ? On a parlé du budget tout à l'heure, on a parlé des difficultés que l'on rencontre et on a parlé notamment de compétences. Est-ce que c'est notre compétence d'aller se porter caution sur une structure qui appartient à l'état ? Même si elle est nécessaire, si elle est utile, s'il est urgent, c'est une question que je me posais.

Moi ça me dérange. Ça me dérange parce que sinon on va être amené à être caution sur tout en fait.

Mme la Maire : On s'est porté aussi caution pour la Fondation Pommé.

M. SERVAT : Ce n'est pas pareil. C'est une association pour le monde.

Mme la Maire : Mais on posera les questions au prochain conseil de surveillance. En tout cas ça c'est un engagement pour qu'ils puissent aller vers les banques. Ensuite évidemment, tous les documents dont tu parles on les aura après.

M. SERVAT : C'est quand même un accord de principe j'entends, mais c'est quand même un engagement auprès des banques. C'est quand même sérieux. On ne peut pas leur dire on reverra après si on a le droit ou pas ou si on fait le choix ou pas d'y venir. Si on doit les soutenir avec une caution et on les soutient tous, et je répète, mais si on doit les soutenir avec une caution de 4.5 millions, il ne faudra pas les planter après en disant vous avez eu les financements mais nous, on ne peut pas venir. Juridiquement ce n'est pas possible, ou en tout cas ce n'est pas la volonté du Conseil municipal. Mais enfin vous voyez ce que je veux dire moi c'est une question quand même qui nous interpelle et franchement qui me dérange.

Alors au conseil de surveillance je ne reviendrai en tant que conseiller départemental. Moi je n'ai pas connaissance aujourd'hui de l'engagement du conseil départemental sur la caution. Non mais je vous le dis, le courrier est parti le 14 avril pour la commune. Au conseil départemental j'ai fait le point ce matin encore avec la directrice des solidarités qui n'était pas au courant. Donc, est-ce que c'est arrivé ? est-ce que ça doit traîner dans nos services ? je n'en sais rien. Mais en tout cas on n'est pas au courant de cette demande de caution.

M. COUCHINAVE : Moi je ne partage pas tout à fait l'avis de Clément, mais un petit peu quand même. Moi je m'interroge parce que c'est le contribuable Oloronais qui va donner la garantie pour l'EHPAD de l'Age d'or et la construction pour l'ARS. Est-ce qu'il y a une convention qui va prévoir une préférence d'attribution pour les Oloronais ? Ce n'est pas une question de faire de différence dans le territoire mais là c'est les Oloronais qui vont se porter caution. Pourquoi ce n'est pas la Communauté de Communes à qui on vient demander cette caution ? Moi je m'interroge, parce que ça va profiter à tout le territoire et c'est seulement le contribuable qui va assumer les risques.

Après sur la nécessité de porter caution, on ne verse pas une subvention, on fait juste la caution et avant que l'ARS fasse faillite … Mais je comprends tes interrogations, mais moi ce que je dis c'est qu'une caution… Alors c'est une caution importante certes, mais on le fait pour les logements sociaux. Pourtant c'est la compétence du Département. On le fait pour tout, on cautionne pour tout notamment sur les opérations.

Moi la question c'est : pourquoi ce n'est pas la Communauté de Communes ? Et pourquoi c'est au seul contribuable Oloronais d'assumer la charge de cette caution alors qu'elle va profiter à l'ensemble du territoire ? Ce n'est pas de faire des différences ou des préférences mais dans ces cas-là quel est l'avantage pour la commune d'Oloron ? Pourquoi ce n'est pas la Communauté de Communes ? Alors que ça va profiter à tout le territoire.

M. SERVAT : Moi Madame la Maire, si je peux rajouter. On est bien d'accord la caution c'est sur la durée de l'emprunt ? Donc si c'est un emprunt de 20, 25, 30 ans….

Mme la Maire : Oui, comme pour les autres…

M. SERVAT : Oui sauf qu'à la différence c'est que, je répète et vous avez eu les bons arguments, la Fondation Pommé, on s'est porté caution. Sauf que la Fondation Pommé, c'est une association Oloronaise. La CAPA, on s'est porté caution.

Moi je partage parfois vos avis. Quand on vous entend dire que chacun a ses compétences, que l'état ne prend pas assez ses responsabilités etc….. Là aujourd'hui, c'est comme si on se portait

caution sur l'hôpital ! Même si on partage tous la nécessité de l'hôpital, c'est quand même un engagement qui peut avoir des conséquences, je ne l'espère pas.

Mme la Maire : Et si je reviens sur les arguments d'Hugo COUCHINAVE, c'est la même chose, parce que quand on s'est porté caution pour Pommé et pour le CAPA Henri Laclau, c'est pareil. C'est nous qui avons porté la caution 50-50 avec le Département et pour autant ils accueillent des gens du Haut-Béarn. C'est une question qui peut se poser effectivement mais la Communauté de Communes a la compétence pour la maison de santé. Je ne pense pas que ça soit une compétence santé de manière générale.

M. SERVAT : La différence pardon avec la Fondation Pommé, il y a une histoire, il y avait un leg, c'est complètement différent. On a versé une subvention aussi 480 000 euros, 120 000 euros sur 4 ans pour l'achat du terrain. C'est quand même différent hein ?

M. LARTIGUE : En termes de cautionnement sur des emprunts, moi je rejoins Raymond. Je suis beaucoup plus à l'aise avec un établissement public d'état qu'avec une association qui parfois peut mettre rapidement la clé sous la porte. Je suis moins inquiet.

M. SERVAT : Je n'y connais rien, je pose une question, mais est ce que quand on va aller dans l'avenir chercher les financements les banques, est-ce qu'ils ne regardent pas si on est caution dans différentes structures ? Est-ce que ça ne peut pas nous pénaliser ? Je n'en sais rien, je pose cette question. Parce qu'à titre personnel, quand vous portez caution quand même sur les investissements, il y a une trace quand même donc la collectivité, je pense que ça peut fonctionner pareil.

M. LARTIGUE : Oui tout à fait. On a un plafond à ne pas dépasser en tout cas. Là on n'est pas au plafond, mais aujourd'hui ce que regardent les banques c'est plutôt la situation financière parce que la caution en fait c'est quoi c'est que si l'organisme fait défaut, on se substitue.

M. SERVAT : C'est comme une hypothèque.

M. LARTIGUE : Je ne vois pas l'établissement public d'état se faire défaut à payer un emprunt, ou alors, on est vraiment mal.

M. SERVAT : Aujourd'hui on est quand même mal financièrement au niveau de l'hôpital puisqu'ils ont du mal à, c'est public donc je peux le dire, financer les fournisseurs etc... dans les délais, donc qu'ils rencontrent quand même des difficultés aujourd'hui.

Même s'il y a eu des investissements forts de l'ARS et c'est une bonne chose sur les investissements à l'intérieur de l'hôpital, on voit bien quand même, tout le monde le demande, qu'ils refassent les façades. C'est quand même une question qu'on doit se poser, et nous on s'interroge ce soir, et c'est pour ça qu'on va s'abstenir. Mais je ne dis pas et je répète, on est tous favorables tous ici je pense à la construction de l'âge d'or.

On va juste s'abstenir sur le principe de cette caution sans élément complémentaire qui nous interroge.

Mme la Maire : J'ai bien dit qu'on allait revenir sur cette délibération.

M. SERVAT : On y reviendra nous aussi, mais aujourd'hui on s'abstient parce qu'on n'a pas d'éléments. Après, quand on devra vraiment se porter caution, là ce n'est qu'un accord de principe, mais on se positionnera.

Mme la Maire : Sans lesquels ils ne peuvent pas continuer.

M. SERVAT : J'entends mais on le fait, vous vous prenez la décision et de toute façon ça ne va rien changer qu'on s'abstienne ou qu'on vote contre. On est d'accord, quand on porte un candidat c'était très clair tout à l'heure, donc notre vote est symbolique.

Mme la Maire : Très bien. Je profite de ces questions pour rattacher une information à ces questions de santé, pour vous dire que la réunion publique organisée avec l'ARS, le Directeur de l'Hôpital de Pau, la direction d'Oloron, est ouverte au public, aura lieu à la salle Palas le 25 juin, mais on vous le redira à 18 heures 30 et la réunion pour la première réunion du groupe santé qu'on est en train de finaliser dans son périmètre, aura lieu le 15 juin à 19 heures ici même. On vous redira tout ça.

M. SERVAT : Vous avez dit à quelle heure le 25 juin ?

Mme la Maire : Le 25 juin à 18 heures 30.

M. SERVAT : On n'a pas la Communauté de Commune le même jour à 18 heures ?

Mme la Maire : Non, il est au courant on va la changer.

M. SERVAT : C'est vrai qu'il avait dit qu'on allait souvent changer. Il a dit qu'il y avait des possibilités de changer régulièrement.

M. COUCHINAVE : Excusez-moi, sur la composition de ce groupe de travail, vous en êtes où ? Qui vous allez convier ? Dans quel cadre ? Est-ce qu'il va y avoir des comptes rendus ? est-ce qu'on va avoir la possibilité de proposer des gens à auditionner ? alors rassurez-vous je ne m'appelle pas Charles ALLONCLE, ne va pas faire une grande commission d'enquête, mais est-ce qu'on va pouvoir proposer des noms de gens à auditionner ?

Anne SAOUTER : On est en train de travailler effectivement aux personnes qui seront invitées de façon permanente. On est en train de définir un cadre et bien définir les objectifs et la façon de fonctionner. Oui bien sûr il y aura des comptes rendus, et ensuite, oui bien sûr on prévoit d'inviter les personnes selon les thématiques que l'on abordera et contrariera et donc on sera bien ouvert aux propositions que vous pourrez nous faire, mais on parlera dans cette commission, enfin de ce groupe de travail pardon.

M. COUCHINAVE : Merci.

Mme la Maire : Et pour revenir sur la caution, l'hôpital a envoyé déjà beaucoup de documents mais pas complètement et dans ces documents, il y avait bien la lettre adressée le 14 avril au Président du Conseil Départemental pour demander les 50% de la caution.

M. SERVAT : Je ne dis pas le contraire, je dis juste qu'aujourd'hui, moi personnellement je n'en ai pas connaissance. Vous apparemment non plus en tant que conseillère départementale. Merci.

Mme la Maire : Mais j'ai la lettre.

M. SERVAT : Vous êtes en copie, ce n'est pas pareil. En copie mais en tout cas la directrice ne l'a pas eu, mais peu importe, on doit l'avoir, il n'y a pas de souci.

Mme la Maire : Très bien. Qui est qui est contre ? Qui s'abstient ? Très bien.

Le rapport est adopté à la majorité par 26 voix pour et 7 abstentions (M. Clément SERVAT, Mme Carole LADEUIX, M. Alfredo DOS SANTOS, Mme Nadia DUPEROUSSE, M. Michel ADAM, Mme Lydia LAGARONNE, et M. Jordan OSSAU-TRESAUGUE).

51 - MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS : CRÉATION D'UN EMPLOI PERMANENT D'INGENIEUR TERRITORIAL AU SEIN DE LA DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

M. LARTIGUE : Création d'un emploi permanent à temps complet relevant du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux de catégorie hiérarchique A, chargé de la Direction des Services Techniques.

Placé-e sous l'autorité hiérarchique du Directeur Général des Services, le Directeur ou la Directrice des Services Techniques dirige, coordonne, anime l'ensemble des services techniques, participe à la définition et met en œuvre les orientations des stratégies d'aménagement, de travaux et de gestion du patrimoine de la collectivité dans le cadre de l'adaptation du territoire à la transition écologique.

Cet emploi aura pour missions principales :

- La mise en œuvre des orientations stratégiques en matière de patrimoine et d'espaces publics de la collectivité,
- La mise en œuvre des projets dans le secteur technique,
- La gestion du patrimoine bâti et de l'ensemble des infrastructures de la collectivité en relation avec les partenaires institutionnels, les concessionnaires, les utilisateurs et les usagers,
- La gestion du parc matériel de la collectivité,
- L'encadrement et animation du collectif des responsables des services techniques.

Cet emploi est destiné à être pourvu par un fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des Ingénieurs territoriaux en application du principe général posé à l'article L.311-1 du code général de la fonction publique selon lequel, sauf dérogation prévue par une disposition législative, les emplois civils permanents des départements, des communes et de leurs établissements publics à caractère administratif sont occupés soit par des fonctionnaires.

Toutefois, en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, il pourra être pourvu par un agent contractuel, conformément à l'article L.332-8 2°du Code général de la fonction publique, en raison des besoins du service et de la nature des fonctions, si aucun candidat fonctionnaire n'a pu être recruté dans des conditions satisfaisantes.

La rémunération sera fixée en référence à la grille indiciaire du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux et sera complétée par le régime indemnitaire en vigueur dans la collectivité (RIFSEEP).

Pour un agent contractuel, la rémunération sera déterminée en fonction de l'expérience et des compétences du candidat, par référence à ce même cadre d'emplois.

La rémunération afférente à cet indice suivra l'évolution du point d'indice de la Fonction Publique Territoriale.

La modification du tableau des emplois prendra effet au **1er juillet 2026.**

Votre assemblée est invitée à :

- **APPROUVER** la création à compter du 1er juillet 2026 d'un emploi permanent à temps complet de Directeur des Services Techniques, comme énoncé ci-dessus,

- **MODIFIER** le tableau des effectifs en ce sens.

M. SERVAT : Oui, merci Madame la Maire. Par rapport à cette délibération, on a plusieurs questions dont une. Création d'emplois permanents d'ingénieurs territoriales au sein de la Direction des Services Techniques. Sauf erreur de ma part, c'est un poste qui existe déjà à l'organigramme qui date du premier septembre. Est-ce que vous pouvez me répondre déjà à cette première question ?

M. LARTIGUE : Alors oui c'est un poste qui existe aujourd'hui. L'idée c'est que la personne qui occupe ce poste assure d'autres missions pour la collectivité et qu'on recrute un nouvel ingénieur sur le poste de Directeur des Services Techniques.

M. SERVAT : Donc, je rejoins ce qu'a dit Hugo COUCHINAVE tout à l'heure, ce n'est pas inscrit au budget.

M. LARTIGUE : Alors, au budget aujourd'hui comme on l'avait précisé sur les 7.99 millions de mémoire de charges de personnel, sur le réalisé on a toujours 200 000 euros d'écart. Si la personne arrive le 1er septembre ou le 1er octobre 2026, on n'aura que 3 mois de charge. On n'aura pas toute l'année quoi.

M. SERVAT : Donc ce soir vous nous faites voter ce poste, ça veut dire qu'il est vacant ou ça veut dire quoi ?

Mme la Maire : Il n'est pas vacant.

M. SERVAT : Il n'est pas vacant ?

M. LARTIGUE : Il le sera bientôt quand on aura fait des démarches auprès du Centre de gestion. Aujourd'hui, il ne l'est pas.

M. SERVAT : Et pour quelle raison il sera vacant ?

M. LARTIGUE : Pour des raisons d'intérêt de service. La Maire de la collectivité est responsable du personnel, cheffe du personnel. Elle peut faire évoluer les missions confiées à un agent, modifier son affectation. Elle est en droit de faire ça, voilà.

M. SERVAT : Alors c'est votre choix, mais d'où l'importance, ce que j'ai demandé tout à l'heure, d'avoir pas officiellement, mais d'avoir les noms des personnes. Parce qu'il y a des choix que vous faites qui interpellent au niveau du personnel. Il faut se dire les choses, il y a du personnel comme par ailleurs, qui rencontre des difficultés. Il y a une souffrance au travail, vous avez mis des choses en place au précédent mandat qui ne sont pas mauvaises, qui sont bonnes, mais il y a des choses qui nous interrogent.

Là vous faites un choix fort, parce que c'est le numéro 2 de nos services, sur l'organigramme ou pas loin. Ça nous interroge qu'il y ait 2 personnes, 2 ingénieurs territoriaux au sein de la Direction enfin là il est au sein de la Direction des Services Techniques, mais il y aura 2 ingénieurs territoriaux dans notre collectivité alors qu'on vous a demandé tout à l'heure notamment, de faire des efforts sur le fonctionnement, et vous l'avez dit vous aussi on est d'accord. Là vous recrutez

quelqu'un alors qu'il y a une personne compétente. C'est votre choix mais voilà ça interroge sur le recrutement de 2 ingénieurs.

M. COUCHINAVE : Sur cette délibération, il eût été plus honnête d'indiquer très clairement dans la délibération que vous remplaciez le Directeur des Services Techniques numéro 2 de la collectivité dans les services. Quand on fait ce type de choix, il faut l'assumer en Conseil municipal. Il n'avait pas de poste fonctionnel me semble-t-il, donc vous n'avez pas à l'annoncer en Conseil municipal, mais c'est assez surprenant la façon que vous avez de gérer les ressources humaines.

Là on va recruter un ingénieur territorial alors qu'il y en a déjà un dans la collectivité. Quelles sont les missions qui ont été proposées à l'ancien Directeur des Services Techniques ? Parce que je crois comprendre que vous allez remplacer donc le Directeur des Services Techniques ? C'est bien ce qui me semblait, parce que quand on regardait les missions qui étaient confiées, c'était vraiment celles d'un directeur de service technique, mais bon il fallait l'écrire. Ça aurait été plus simple, et on n'aurait pas eu toutes ces questions à poser. C'est assez surprenant ce choix-là.

Plus globalement, sur la politique de ressources humaines, le jeune conseiller municipal que je suis, a appris avoir des fonctionnaires de la collectivité, des agents territoriaux qui viennent le voir dans la rue, qui viennent le voir à la permanence, qui les appellent ou qui fait un petit sms sur Facebook, pour faire part de situations. La plupart du temps, ils ne veulent pas dire qui c'est, mais moi Madame le Maire, j'ai eu l'occasion de vous faire part de certaines situations où on a des agents qui sont à la maison, qui n'ont pas de travail et ou alors du travail en télétravail etc, qui sont en attente de reclassement. Et on va encore recréer des postes, encore faire de la dépense publique.

Moi je partage ce qui a été dit par Monsieur SERVAT. Il serait vraiment nécessaire à mon avis, ça a peut-être été fait sur le précédent mandat, mais il ne me semble pas, de faire un diagnostic des risques psychosociaux dans la collectivité pour savoir exactement là où on en est. Alors, peut-être que ça a été fait…

Mme la Maire : On travaille depuis 2 ans avec l'ensemble des agents à ce sujet justement.

M. COUCHINAVE : D'accord. J'espère qu'on aura les conclusions à me communiquer.

M. LARTIGUE : Il est fait.

M. COUCHINAVE : Ah il est fait. D'accord.

Mme la Maire : On travaille en atelier avec eux depuis 2 ans maintenant.

M. COUCHINAVE : Ici ce n'est pas le sujet de citer des noms, de citer des personnes, mais là on parle du numéro 2 des services. Bon, c'est des choix qui interrogent, des dépenses supplémentaires. Alors, vous êtes maître des choix, vous êtes Maire de la ville d'Oloron Sainte-Marie et vous faites ce qui vous entend sur la gestion du personnel, c'est dans vos fonctions et dans vos attributions.

Mais en tout cas, sur les dépenses de personnel, vous nous dites Monsieur LARTIGUE, ce n'est pas prévu, ça va coûter 3 mois en gros de salaire, 4 mois, et avec ce qu'on peut faire comme effort et les 200 000 euros qu'on va récupérer autre part, on ne le verra pas. Mais pour les années prochaines, on le verra, parce que là, c'est un emploi permanent que vous allez créer, de

catégorie ingénieur territorial. Le coût chargé de ce type d'emploi c'est 50 à 55 000 euros par an. Ce n'est quand même pas neutre, et si on continue comme ça tout le mandat, avec une gestion comme ça des ressources humaines, ça va être inquiétant, moi je vous le dis.

Ce n'est pas pour parler des individus, mais c'est surtout pour parler du coût financier aussi pour le contribuable Oloronais. Parce que si à chaque fois que vous faites des choix de ressources humaines, c'est pour rajouter une personne dans l'organigramme, on ne va plus s'en sortir, voilà.

M. SERVAT : Oui merci. Par rapport à la réponse de Stéphane LARTIGUE, comme quoi il n'y aura pas de coût supplémentaire puisque ça sera certainement que 3 mois, je rappelle que le directeur actuel qui est Cadre A, restera certainement dans la collectivité, il va être nommé ingénieur. Ça veut dire qu'il y aura quand même 2 postes. Je veux dire ce n'est pas 3 mois de plus. Il gardera son salaire...

M. LARTIGUE : Oui mais sur l'exercice 2026, il y aura que 3 mois.

M. SERVAT : Oui je suis d'accord mais nous on pense à l'avenir de la commune. Tu nous réponds 3 mois sur 2026 mais en 2027 ? Oui il y aura 2 postes cadre A !

M. LARTIGUE : Oui, tu as raison. Il y aura 2 postes de cadre A.

M. SERVAT : Et après, on s'interroge tous sur ce choix. Moi je suis assez surpris parce que tout allait bien il y a un mois. Tout allait bien. Dès qu'on dit des choses qui n'allaient pas, vous nous dites : « vous attaquez le personnel etc, ... vous êtes les méchants », c'est le message que vous voulez passer à chaque fois qu'on veut apporter des propositions, soit vous interpellez sur des choses mais qui ne nous semblent en tout cas pas être faites ou bien faites. Mais là, il y a un mois tout allait bien, Madame la Maire, et aujourd'hui tout va mal ? Puisque vous vous coupez la tête du numéro 2 hein, on est d'accord ?

Mme la Maire : Alors, je n'accepte pas que « je coupe la tête du numéro 2 »...

M. SERVAT : C'est un choix, vous l'écartez !

Mme la Maire : J'ai signé sa nomination en tant qu'ingénieur à partir de demain, donc je pense qu'on ne peut pas dire que je coupe la tête, et je ne comprends pas l'insinuation là.

M. SERVAT : De quoi ?

Mme la Maire : Il y a un mois tout allait bien ?

M. SERVAT : Mais parce que quand on vous parlait notamment du cadre de vie etc, tout allait bien, vous n'aviez pas l'air inquiète sur le fonctionnement des services de la mairie d'Oloron. Et aujourd'hui vous faites un choix radical !

Mme la Maire : Aujourd'hui je prends mes responsabilités en tant que Maire.

M. SERVAT : Donc on est d'accord. C'est tout. Donc tout allait bien et aujourd'hui ça ne va plus.

Mme la Maire : Je te laisse à tes appréciations.

M. ADAM : Pour ma culture, on peut créer un poste alors que le poste n'est pas vacant ?

.... D'accord. Ça ne paraît pas très logique, mais c'est la loi.

Mme LADEUIX : Pour les raisons que vous connaissez, je ne prendrai pas part au vote ce soir.

Mme la Maire : Je vais mettre ce rapport au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Très bien, je vous remercie.

*Le rapport est adopté à la majorité par **25 voix pour, et 8 voix contre** (M. Clément SERVAT, M. Alfredo DOS SANTOS, Mme Nadia DUPEROUSSE, M. Michel ADAM, Mme Lydia LAGARONNE, M. Jordan OSSAU-TRESAUGUE et M. Hugo COUCHINAVE).*

Je vous souhaite une bonne soirée et certainement à demain à la foire.

La séance est levée à 20h30.

La Maire/Présidente,
Marie-Lyse BISTUÉ

Le Secrétaire,
Maïtena FERRAN